

États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Afghanistan	Équateur	Malaisie	République tchèque
Afrique du Sud	Érythrée	Malawi	République-Unie de
Albanie	Espagne	Maldives	Tanzanie
Algérie	Éthiopie	Mali	Roumanie
Allemagne	ex-République yougoslave de	Malte	Royaume-Uni de
Angola	Macédoine	Maroc	Grande-Bretagne et
Arabie saoudite	Fédération de Russie	Maurice	d'Irlande du Nord
Argentine	Fidji	Mauritanie	Rwanda
Arménie	Finlande	Mexique	Saint Vincent-et-les
Autriche	France	Monaco	Grenadines
Azerbaïdjan	Gabon	Mongolie	Sainte-Lucie
Bahamas	Gambie	Mozambique	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Géorgie	Myanmar	Sao Tomé-et-Principe
Bangladesh	Ghana	Namibie	Sénégal
Barbade	Grèce	Népal	Serbie-et-Monténégro
Bélarus	Grenade	Nicaragua	Seychelles
Belgique	Guatemala	Niger	Sierra Leone
Belize	Guinée	Nigéria	Slovaquie
Bénin	Guinée équatoriale	Norvège	Slovénie
Bhoutan	Guinée-Bissau	Nouvelle-Zélande	Somalie
Bolivie	Guyana	Oman	Soudan
Bosnie-Herzégovine	Haïti	Ouganda	Sri Lanka
Botswana	Honduras	Ouzbékistan	Suède
Brésil	Hongrie	Pakistan	Suisse
Bulgarie	Inde	Panama	Suriname
Burkina Faso	Indonésie	Papouasie-Nouvelle-	Swaziland
Burundi	Iran (République	Guinée	Tadjikistan
Cambodge	islamique d')	Paraguay	Tchad
Cameroun	Iraq	Pays-Bas	Thaïlande
Cap-Vert	Irlande	Pérou	Timor-Leste
Chili	Israël	Philippines	Togo
Chine	Italie	Pologne	Tonga
Chypre	Jamahiriya arabe libyenne	Portugal	Trinité-et-Tobago
Colombie	Jamaïque	Qatar	Tunisie
Comores	Japon	République arabe	Turkménistan
Congo	Jordanie	syrienne	Turquie
Costa Rica	Kazakhstan	République centrafricaine	Ukraine
Côte d'Ivoire	Kenya	République de Corée	Uruguay
Croatie	Kirghizistan	République de Moldova	Vanuatu
Cuba	Koweït	République démocratique	Venezuela (République
Danemark	Lesotho	du Congo	bolivarienne du)
Djibouti	Liban	République démocratique	Viet Nam
Dominique	Libéria	populaire lao	Yémen
Égypte	Lituanie	République dominicaine	Zambie
El Salvador	Luxembourg	République populaire	Zimbabwe
Émirats arabes unis	Madagascar	démocratique de Corée	

RAPPORT ANNUEL 2005

Conseil du développement industriel,
trente et unième session

Comité des programmes et des budgets,
vingt-deuxième session



Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Distr.
GÉNÉRALE

IDB.31/2-PBC.22/2
6 avril 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

ISSN 1020-766X

Organes directeurs

L'ONUDI compte trois organes directeurs: la Conférence générale, le Conseil du développement industriel et le Comité des programmes et des budgets.

Conférence générale

Les 171 États Membres de l'ONUDI se réunissent tous les deux ans à l'occasion de la Conférence générale, qui constitue l'organe directeur suprême de l'Organisation. La Conférence générale définit les principes directeurs et les orientations, approuve le budget et le programme de travail de l'ONUDI et nomme le Directeur général. Elle élit également les membres du Conseil du développement industriel et du Comité des programmes et des budgets. La onzième session de la Conférence générale a eu lieu du 28 novembre au 2 décembre 2005.

La douzième session se tiendra du 3 au 7 décembre 2007.

Conseil du développement industriel

Le Conseil du développement industriel, qui compte 53 membres, examine la mise en œuvre du programme de travail et des budgets ordinaire et opérationnel et fait des recommandations à la Conférence générale au sujet des orientations générales et de la nomination du Directeur général. Le Conseil se réunit une fois pendant les années où la Conférence générale tient une session et deux fois les autres années. La treizième session du Conseil a eu lieu du 20 au 23 juin 2005.

Membres du Conseil au 2 décembre 2005

Afghanistan	France	Paraguay
Afrique du Sud	Ghana	Pologne
Algérie	Grèce	République arabe syrienne
Allemagne	Guatemala	République de Corée
Arabie saoudite	Inde	République tchèque
Autriche	Indonésie	Royaume-Uni de Grande-
Belgique	Iran (République islamique d')	Bretagne et d'Irlande du Nord
Bolivie	Irlande	Sénégal
Brésil	Italie	Slovaquie
Burkina Faso	Japon	Sri Lanka
Chili	Kenya	Suisse
Chine	Luxembourg	Thaïlande
Colombie	Maroc	Tunisie
Côte d'Ivoire	Mexique	Turquie
Cuba	Nigéria	Ukraine
Égypte	Norvège	Uruguay
Espagne	Pakistan	Zimbabwe
Éthiopie	Pays-Bas	
Fédération de Russie		

Comité des programmes et des budgets

Le Comité des programmes et des budgets, organe subsidiaire du Conseil qui comprend 27 membres, se réunit une fois par an pour aider le Conseil à élaborer et examiner le programme de travail, les budgets et d'autres questions financières. La vingt et unième session du Comité a eu lieu du 10 au 12 mai 2005.

Membres du Comité au 2 décembre 2005

Afrique du Sud	France	Pérou
Algérie	Grèce	Pologne
Allemagne	Guatemala	République de Corée
Autriche	Hongrie	République populaire
Burkina Faso	Iran (République	démocratique de Corée
Chine	islamique d')	Royaume-Uni de Grande-
Côte d'Ivoire	Italie	Bretagne et d'Irlande du Nord
Cuba	Japon	Suisse
Éthiopie	Mexique	Tunisie
Fédération de Russie	Pakistan	Turquie

Bref regard sur l'ONUDI

- **Mission:** l'ONUDI s'efforce d'atténuer la pauvreté en encourageant la croissance de la productivité. Elle aide les pays en développement ou en transition à lutter contre la marginalisation dans le monde interdépendant d'aujourd'hui. Elle mobilise les connaissances, les compétences, les informations et la technologie pour promouvoir l'emploi productif, la compétitivité de l'économie et un environnement sain.
- Son **objectif** primordial est de promouvoir et d'accélérer le développement industriel dans les pays en développement ou en transition.
- L'ONUDI a été créée en 1966 et est devenue une **institution spécialisée** des Nations Unies en 1985.
- Elle compte actuellement **171 États Membres**.

Principaux documents d'orientation

- Le **Plan de travail concernant le rôle et les fonctions futurs de l'ONUDI**, qui a été adopté par le Conseil du développement industriel (IDB.17/Dec.2) et approuvé par la Conférence générale à sa septième session en 1997 (GC.7/Res.1), demeure le fondement de la transformation des structures et des programmes de l'ONUDI. Ce plan regroupe les activités de l'ONUDI dans deux domaines prioritaires, à savoir le renforcement des capacités industrielles et le développement industriel durable et moins polluant. Pour y donner suite, l'ONUDI doit entreprendre à la fois des activités de coopération technique et des activités de forum mondial.
- Reconnaissant qu'il est nécessaire que l'ONUDI adapte ses fonctions et ses priorités et oriente ses activités afin de tenir compte des réalités et des exigences nouvelles qu'impose l'évolution du contexte économique mondial, le Conseil du développement industriel a adopté à sa vingt-sixième session, en 2002, les **orientations stratégiques énoncées dans un document intitulé "Améliorer l'exécution des programmes de l'ONUDI"** (IDB.26/Dec.7). Ces orientations, qui se veulent une contribution importante aux efforts déployés pour faire de l'ONUDI une organisation plus efficiente et plus efficace, répondent au souci de mieux cibler ses activités de coopération technique.
- L'ONUDI a donné suite aux orientations en élaborant une **stratégie d'entreprise** complète et cohérente intitulée "**Développement de l'industrie: amélioration de la productivité et progrès social**", qui repose sur le principe que l'amélioration de la productivité, soutenue par le développement des compétences, l'accroissement du savoir et le progrès technologique, contribue de façon déterminante à stimuler la croissance. La stratégie d'entreprise a été présentée à la vingt-septième session du Conseil de développement industriel en 2003 et la Conférence générale en a pris note avec intérêt à sa dixième session (GC.10/Res.2 et GC.10/14).

- Conformément à la résolution GC.10/Res.2, le Directeur général a présenté un projet de vision stratégique à long terme au Conseil du développement industriel à sa vingt-neuvième session (9-11 novembre 2004). Après consultation avec les États Membres, un projet révisé a été adopté par la Conférence générale à sa onzième session (GC.11/Res.4). **La vision stratégique à long terme (2005-2015)** énonce une vision réaliste et prospective de l'avenir de l'Organisation en mettant l'accent sur les trois domaines dans lesquels elle possède un avantage comparatif: élimination de la pauvreté grâce au développement de capacités productives, renforcement des capacités commerciales, et environnement et énergie.

L'ONUDI dans le monde

- L'ONUDI a maintenu son réseau de bureaux extérieurs comprenant **20 bureaux de pays et 9 bureaux régionaux** en 2005. Dans le contexte de la mise en œuvre de l'**Accord de coopération avec le PNUD**, signé en septembre 2004, 12 comptoirs de l'ONUDI sont devenus opérationnels en 2005. L'ONUDI a donc sensiblement renforcé sa présence sur le terrain en 2005.
- L'ONUDI favorise les flux de technologies et d'investissements vers les pays en développement et en transition grâce à un réseau mondial de **14 bureaux de promotion des investissements et de la technologie** et de **5 unités de promotion des investissements**.
- L'ONUDI compte un certain nombre d'autres bureaux dans le monde: **32 centres nationaux pour une production plus propre** créés par l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et **9 centres internationaux de technologie** qui en sont à différents stades de développement et qui travaillent en coopération étroite avec les bureaux de promotion des investissements et de la technologie.
- L'ONUDI a aussi des **bureaux de liaison** à New York et à Genève.
- **Personnel:** l'ONUDI emploie **647** fonctionnaires au Siège et dans d'autres bureaux permanents. En outre, elle fait appel chaque année aux services de quelque 2 854 experts internationaux et nationaux qui sont affectés à des projets exécutés dans le monde entier. Son Directeur général, M. Carlos Magariños (Argentine), qui a été élu en décembre 1997 et réélu pour une nouvelle période de quatre ans en 2001, a achevé son mandat le 7 décembre 2005. M. Kandeh K. Yumkella a été nommé Directeur général par la Conférence générale à sa onzième session (28 novembre-2 décembre 2005) et a pris ses fonctions le 8 décembre 2005.

Budget et coopération technique

- **Budget:** le coût estimatif des opérations de l'ONUDI pour l'exercice biennal 2004-2005 est de **356 millions d'euros**.
- La valeur totale des programmes et des projets de **coopération technique** en cours de l'ONUDI se chiffrait à **441,3 millions de dollars** au 31 décembre 2005.
- En 2005, la valeur totale des programmes de **coopération technique** mis en œuvre par l'ONUDI a atteint le chiffre le plus élevé des six dernières années, soit **112,9 millions de dollars**, ce qui représente une augmentation de 64 % par rapport au chiffre correspondant pour 2000 (68,7 millions de dollars). Ainsi, l'ONUDI n'a cessé de consolider la tendance à la hausse de ses services de coopération technique.

TABLE DES MATIÈRES

Message du Directeur général	xi
CHAPITRE I: L'ONU DI DANS LE CONTEXTE MULTILATÉRAL	1
CHAPITRE II: ÉLABORATION DES PROGRAMMES ET COOPÉRATION TECHNIQUE	5
A. Programmes intégrés et cadres généraux de services	5
B. Agro-industries et appui sectoriel	6
C. Énergie et production non polluante	7
D. Promotion des investissements et de la technologie	8
E. Accords multilatéraux relatifs à l'environnement	10
F. Petites et moyennes entreprises	11
G. Programme postcrise	13
CHAPITRE III: LA DIMENSION RÉGIONALE	15
A. Pays les moins avancés	15
B. Afrique subsaharienne.....	18
C. Les pays arabes	21
D. Asie et Pacifique	23
E. Europe et nouveaux États indépendants	25
F. Amérique latine et Caraïbes.....	26
G. Coopération Sud-Sud.....	27
H. Représentation hors Siège	28
CHAPITRE IV: ACTIVITÉS DE FORUM MONDIAL	31
A. Statistiques industrielles	31
B. Programme de recherche pour le cadre de programmation à moyen terme..	32
C. Combattre la marginalisation et la pauvreté par le développement industriel.....	33
D. Partenariats de recherche.....	34
E. Rapport sur le développement industriel	35
F. Conférence internationale sur l'innovation et l'apprentissage dans les villes et régions dynamiques.....	35
G. Activités conjointes avec certaines organisations multilatérales	35

CHAPITRE V: GESTION DE LA PERFORMANCE.	37
A. Gestion axée sur les résultats	37
B. Résultats obtenus dans le domaine de la coopération technique	38
C. Résultats obtenus en matière de financement	42
D. Processus et contrôles internes	44
APPENDICES	49
A. Statistiques opérationnelles.....	50
B. Projets approuvés au titre des contributions volontaires.....	63
C. État des programmes intégrés et cadres généraux de services.....	65
D. Assistance technique fournie aux pays les moins avancés.....	67
E. Programme ordinaire de coopération technique	73
F. Répartition géographique des experts	75
G. Activités de formation.....	77
H. Accords, mémorandums d'accord et communiqués communs conclus en 2005.....	95
I. Présentations de pays	100
J. Achats	102
K. Représentation hors Siège	103
L. Composition du Secrétariat et informations relatives au personnel.....	105
M. Perfectionnement du personnel	107
N. Liste de publications produites	108
O. Réunions d'experts, colloques, séminaires et autres réunions	113
P. Statistiques industrielles.....	121
ABRÉVIATIONS	123

Message du Directeur général

On se souviendra de 2005 comme de l'année où la réforme a porté ses fruits. Les chapitres du présent rapport parlent d'eux-mêmes, qu'il s'agisse du rôle actif de l'ONUDI au sein du système des Nations Unies, décrit au premier chapitre, ou des résultats qu'elle a obtenus, mesurés à l'aide de nombreux indicateurs et résumés au cinquième chapitre.

Dans tout le système des Nations Unies, l'effort de réforme est désormais évoqué comme un leitmotiv. L'approche adoptée par l'ONUDI pour l'évaluation de ses résultats, qui reste un défi à relever, ressort dans le rapport, en particulier au cinquième chapitre, preuve supplémentaire qu'elle est attachée à la gestion axée sur les résultats, instaurée en 2004, et considérablement affinée en 2005.

Le rapport témoigne de la volonté résolue de l'ONUDI d'améliorer les conditions de vie des populations dans les pays qu'elle dessert. Que les résultats obtenus soient mesurés sur la base de l'accroissement du volume des services qu'elle propose, de leur pertinence, de leur efficacité, de leur impact sur le développement ou en fonction de la confiance accrue que lui accordent la communauté des donateurs et ses partenaires stratégiques dans de nombreux domaines, l'Organisation est sur la bonne voie.

Le Directeur général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kandeh K. Yumkella', written in a cursive style.

Kandeh K. Yumkella

L'ONUDI dans le contexte multilatéral

En tant qu'élément du système multilatéral de coopération, l'ONUDI travaille, en étroite coopération avec toutes les composantes du système des Nations Unies, à la mise en œuvre conjointe des mandats confiés par les États Membres. En 2005, les efforts de l'Organisation ont principalement porté sur l'examen complet des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire aux niveaux mondial, régional et national. L'ONUDI a participé activement au processus déployé à l'échelle du système pour préparer le Sommet mondial 2005, au niveau intergouvernemental, c'est-à-dire au niveau de l'Assemblée générale, et au niveau interinstitutions. Dans le même temps, elle a continué d'établir et de renforcer des partenariats avec différents organismes du système afin de promouvoir des synergies et la complémentarité des efforts en tirant parti des avantages comparatifs mutuels.

L'ONUDI a présenté à la réunion préparatoire du Conseil économique et social, qui s'est tenue en mars, et à la réunion spéciale de haut niveau de ce dernier avec les institutions de Bretton Woods, la CNUCED et l'OMC, qui s'est tenue en avril, des contributions de fond qui soulignaient le rôle important de l'amélioration de la productivité et du développement du secteur privé pour la réduction durable de la pauvreté. La visite à l'ONUDI, en mai, du Président du Conseil économique et social, M. Munir Akram, a posé les jalons d'une participation fructueuse de l'Organisation à la session de fond.

Au débat de haut niveau du Conseil économique et social sur le thème "Réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris de ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée aux textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies: progrès accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir", le chef de la délégation de l'ONUDI, M. Kandeh K. Yumkella, a souligné la contribution apportée par l'Organisation à la réalisation des objectifs du Millénaire, notamment en Afrique subsaharienne, ainsi que son engagement vigoureux en faveur du processus de réforme des Nations Unies.

La participation de l'ONUDI à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale en septembre lui a fourni une occasion unique de renforcer sa visibilité, son rôle et sa place au sein du système des Nations Unies. L'ONUDI a fait connaître ses vues sur l'importance de la productivité et du développement industriel pour la croissance durable et l'atténuation de la pauvreté. En conséquence, le Document final du Sommet mondial de 2005 a souligné la nécessité de promouvoir une croissance économique soutenue pour éliminer la pauvreté, ainsi que l'engagement des États Membres "à promouvoir le développement des secteurs productifs des pays en développement afin de leur permettre de participer véritablement à la mondialisation et d'en tirer pleinement avantage"¹, ce qui est au cœur du mandat de l'ONUDI. Le Document final du Sommet mondial contient également d'autres éléments importants qui concernent

¹ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, "Document final du Sommet mondial de 2005", A/RES/60/1, par. 19.

directement le programme de l'ONUDI, notamment le développement des petites et moyennes entreprises, le renforcement des capacités productives et commerciales, la création d'emplois productifs, la promotion des investissements, le transfert et la diffusion des technologies, le développement rural et agricole, la production plus propre et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

D'une manière générale, le Document final du Sommet mondial de 2005 a réaffirmé la pertinence et l'importance du mandat de l'ONUDI, et a donné un nouvel élan aux activités de l'Organisation.

Au niveau interinstitutions, l'ONUDI a fait un grand pas vers le renforcement de son rôle au sein du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) et de son Comité de haut niveau chargé des programmes. Préconisant de mettre davantage l'accent sur le développement économique et de renforcer en conséquence la coordination entre les organismes des Nations Unies concernés, deux conditions essentielles de progrès concrets sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire, l'ONUDI a reçu le plein appui du CCS et du Comité de haut niveau chargé des programmes pour poursuivre ses activités dans ce domaine, en coopération avec les organismes intéressés du système.

L'ONUDI a présenté une proposition intitulée "Accroître la contribution du système des Nations Unies au développement économique dans l'optique des objectifs du Millénaire pour le développement", qui avait pour but de réunir les différents organismes du système menant des activités dans le domaine du développement économique autour d'un cadre commun de coopération. Cette proposition consistait à tirer parti de toutes les possibilités offertes par le système, grâce à un ensemble de mesures se renforçant mutuellement, pour aider à atteindre les objectifs du Millénaire, permettre de répartir de façon plus rationnelle les activités de développement économique au sein du système, accentuer la spécialisation autour des compétences de base des organisations concernées, renforcer les synergies et améliorer la contribution collective du système au développement économique.

Dans le cadre du CCS et du Comité de haut niveau chargé des programmes, l'ONUDI a pris une part active à l'élaboration du rapport du CCS intitulé "One United Nations: catalyst for progress and change" ("Un système des Nations Unies unique: catalyseur de progrès et de changement"), lancé dans le cadre des préparatifs du Sommet mondial de 2005. Le rapport montre comment la Déclaration du Millénaire a réuni le système autour d'une vision commune et met en évidence la contribution de l'ONUDI, en tant qu'élément du système, à la réalisation des objectifs du Millénaire.

Dans le cadre des efforts globaux visant à renforcer la coordination au niveau national, l'ONUDI a participé aux activités du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) visant à promouvoir des approches sectorielles auprès des organisations compétentes, l'accent étant mis en particulier sur le rôle clef que joue le secteur industriel dans l'atténuation de la pauvreté et le développement durable. L'ONUDI a participé activement aux discussions du GNUD sur les questions importantes pour les travaux de ce dernier, telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général intitulé "Dans une liberté plus grande: développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous", et sur les implications du Forum de haut niveau intitulé "Renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement", qui s'est tenu à Paris en février et mars.

L'ONUDI a continué de bâtir et de renforcer ses partenariats avec différents organismes du système afin d'accroître les synergies et d'assurer la complémentarité des atouts majeurs de chacun. La collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce dans le domaine des obstacles techniques au commerce est un bon exemple de ce type de partenariat. Comme indiqué au chapitre II.D, des progrès importants ont été réalisés en matière de coopération entre l'ONUDI et l'OMC dans ce domaine. L'ONUDI a intensifié le dialogue avec l'UNESCO pour renforcer leur coopération et lui insuffler une vigueur nouvelle. Un mémorandum de coopération centré en particulier sur la science et la technologie au service du développement, qui doit servir de base à une coopération nouvelle entre les deux organisations, est en cours d'élaboration.

La coopération avec la FAO a porté sur le renforcement des capacités dans le secteur agro-industriel, les projets en cours et en gestation se montant à plus de 15 millions de dollars. Des projets communs sont à l'étude pour quinze autres millions de dollars. La FAO assurant le secrétariat de plusieurs commissions internationales de produits de base, il existe des possibilités considérables d'étendre cette coopération au moyen de projets financés par le Fonds commun pour les produits de base.

Compte tenu de leur expérience positive en matière de coopération, de la complémentarité de leurs mandats et du fait qu'elles sont les seuls organismes du système qui interviennent directement dans le secteur productif, les chefs de l'ONUDI et de la FAO ont décidé de mettre en place un partenariat stratégique afin de contribuer davantage à la réalisation des objectifs du Millénaire. Un groupe consultatif bilatéral a été créé pour élaborer les modalités de travail ultérieures.

La coopération avec le PNUE a pour but de continuer de renforcer les capacités nationales de production plus propre dans les pays en développement et les pays à économie en transition. Le PNUE a invité l'ONUDI à participer à la revitalisation du Groupe de la gestion de l'environnement, lui permettant ainsi de se transformer en un mécanisme axé sur les résultats, susceptible d'aider le système à élaborer des approches multidisciplinaires plus cohérentes et à favoriser une action coordonnée sur des questions environnementales spécifiques.

La coopération de l'ONUDI avec l'OIT, la CNUCED, l'ONUDC et l'OMS portait, entre autres, sur la promotion des investissements, le transfert de technologies, la création d'emplois productifs, le développement de petites et moyennes entreprises et les cultures alternatives.

Cette année a également été celle de l'intensification de la mise en œuvre de l'accord de coopération conclu entre l'ONUDI et le PNUD en 2004, comme indiqué au chapitre III.H.



Élaboration des programmes et coopération technique

En 2005, l'ONUDI a exécuté des projets de coopération technique pour un montant record de 112,9 millions de dollars (à l'exclusion des projets financés par les ressources spéciales pour l'Afrique). Les retombées favorables de trois années de planification d'activités ont permis d'accroître d'une manière constante le nombre de projets exécutés. Cette réussite est due en grande partie aux efforts déployés pour formuler et soumettre des propositions de projet solides et pour reconstituer continuellement le stock de projets à l'étude. Ainsi, une gestion saine des projets de coopération technique en cours, pondérée par l'élaboration mûrement réfléchie d'un portefeuille des activités futures, a permis d'engranger des résultats très satisfaisants.

A. Programmes intégrés et cadres généraux de service

En 2005, cinq programmes intégrés et cadres généraux de services sont entrés dans leur deuxième phase. Avec deux nouvelles approbations de cadres généraux de services, l'Organisation mène au total 49 programmes intégrés et cadres généraux de service, dont trois pour des pays vivant des situations après une crise (Afghanistan, Burundi et Sierra Leone). Vingt programmes au total (41 %) couvraient des pays de l'Afrique subsaharienne tandis que 21 (43 %) concernaient les pays les moins avancés (PMA).

Fin 2005, le chiffre de planification pour ces programmes de l'ONUDI était de 463 millions de dollars (non compris les dépenses d'appui aux programmes), dont 191 millions étaient consacrés aux programmes en Afrique subsaharienne et 175 millions aux PMA. À cette date, les fonds mobilisés pour les programmes intégrés et cadres généraux de services s'élevaient au total à 206 millions de dollars.

Les programmes ont continué à porter sur le renforcement des capacités et visaient à accroître la compétitivité, une attention particulière étant accordée aux PME et à la protection de l'environnement. Les cinq programmes entrés dans leur deuxième phase en 2005 et les deux nouveaux programmes ont continué à s'inscrire dans cette orientation thématique. Si en 2004 l'exécution des projets de coopération technique a atteint son niveau le plus élevé dans le domaine de la réduction de la pauvreté grâce à des activités productives, le taux d'exécution le plus élevé en 2005 a été obtenu pour les programmes de renforcement des capacités commerciales, suivis des programmes de réduction de la pauvreté et des programmes d'énergie et d'environnement.

Les programmes intégrés et cadres généraux de services ont fait l'objet d'un contrôle et de bilans constants et une série d'évaluations indépendantes, portant sur la Colombie, l'Érythrée, l'Indonésie, la Jordanie, la Palestine, la Tunisie et le Viet Nam, ont été menées. Les conclusions et recommandations des rapports d'évaluation ont continué à

être des apports importants pour renforcer les programmes et préparer leur deuxième phase.

B. Agro-industries et appui sectoriel

Les activités agro-industrielles ont nettement augmenté, en particulier dans le domaine du relèvement après une crise. Elles ont eu un impact important sur le développement, comme le montrent les exemples ci-après.

Dans le cadre de son programme d'assistance technique sur la transition entre les secours, le relèvement et le développement dans la région des monts Nuba au Soudan qui sort d'un conflit, l'ONUDI a aidé les communautés rurales à accroître leur production alimentaire et à réduire leurs pertes après récolte grâce à l'utilisation d'outillage agricole, d'outils à main rudimentaires et du matériel essentiel pour la transformation des aliments. Un atelier mécanique a été créé pour renforcer les capacités locales de production et de réparation d'outils à main et d'outillage agricole. De plus, la formation à des méthodes de conception appropriées a permis d'améliorer les capacités techniques de plus de 80 forgerons locaux. Le projet a répondu aux besoins d'environ 6 000 ménages ruraux.

En Iraq, la promotion d'industries familiales et de micro-industries a favorisé les efforts de création d'emplois dans les gouvernorats du sud du pays. L'évaluation de référence a été menée à bien pour le gouvernorat de Thi Qar, 13 sous-secteurs de l'industrie familiale ayant été recensés sur la base de leur viabilité potentielle et de leur bonne localisation. En outre, 40 formateurs issus de trois ministères ont bénéficié d'une formation à la gestion d'entreprises et aux techniques de transformation de produits alimentaires et non alimentaires. Deux centres de formation professionnelle situés à Al-Qorna et à Nassiryah ont été remis en état et seront dotés d'usines pilotes pour la transformation de produits alimentaires (produits laitiers, dattes, fruits et légumes); ils hébergeront plusieurs ateliers (métaux, bois, textiles). Le projet contribuera à former 1 500 jeunes et créera des petites entreprises dans la région.

L'intervention de l'ONUDI dans le secteur laitier iraquien a permis de constituer un groupe de 20 formateurs aux bonnes pratiques d'hygiène, aux bonnes pratiques de fabrication et aux bonnes pratiques de fabrication et d'analyse des risques au point critique (HACCP) en vue de former les personnels des laiteries. Lors des deux premiers mois d'activités, 144 employés de laiteries ont été formés et des sessions de formation se tiennent encore à l'heure actuelle. Un programme de formation de formateurs a été élaboré à l'Université de Bagdad et sera proposé dès le semestre prochain.

Le centre de démonstration pour le développement du travail du bambou/rotin créé au Timor-Leste est devenu pleinement opérationnel. Doté d'une capacité de production de 90 m² de panneaux de bambou de 15 mm d'épaisseur, il fonctionne avec des équipes successives travaillant huit heures par jour et fournit des emplois directs à 20 personnes au total dans l'installation pilote et des emplois indirects à plus de 200 personnes dans les communautés rurales.

À la demande du Gouvernement éthiopien, un plan directeur et un plan de travail ont été établis pour l'industrie du cuir et des articles en cuir. Adoptés comme politique stratégique nationale, ces documents, qui sont en cours de mise en œuvre depuis le mois de juillet, visent à aider le secteur à accéder à la chaîne de valeur mondiale de l'industrie du cuir et des articles en cuir.

Les activités menées dans le secteur textile en Éthiopie ont permis de réduire de 50 % les gaspillages et d'accroître de 25 % la productivité dans les unités ayant bénéficié d'une aide. Dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), des tests sur la qualité du coton à l'aide du système de mesure HVI ont été introduits.

C. Énergie et production non polluante

Les activités dans le domaine de l'énergie et de la production non polluante étaient axées sur les domaines suivants: technologies d'exploitation des énergies renouvelables, utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, production non polluante, eaux internationales et biotechnologies.

Dans le cadre de la promotion des technologies modernes d'énergie de biomasse et de la coopération Sud-Sud en Afrique, une réunion de groupe d'experts s'est tenue à Bangalore en décembre en coopération avec l'Institut indien des sciences. L'un des principaux résultats a été de sensibiliser les responsables politiques et les experts africains à l'état d'avancement actuel des technologies de gazification de la biomasse qui produisent de l'électricité pour les zones rurales et de la chaleur pour les applications industrielles grâce à l'utilisation durable de résidus biologiques locaux ainsi qu'aux possibilités qu'offrent ces technologies.

Concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, 38 premières évaluations de site industriel ont été menées pour renforcer les capacités de la Chine à mettre en œuvre des projets d'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, ce qui a permis de constater une économie d'énergie annuelle de 40 millions de kilowatts. Un autre projet visant à développer un module de formation à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables a été lancé en Afrique. Il deviendra un outil au service des responsables politiques et des organismes de réglementation de l'énergie pour renforcer les capacités en vue d'améliorer la réglementation et de promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie et les énergies renouvelables.

Concernant la production non polluante, la plate-forme Internet du programme de l'ONUDI sur la production non polluante en Amérique latine et dans les Caraïbes a été finalisée et les structures régionales mises en place. Les membres du réseau ont partagé leurs expériences dans ce domaine et dans celui de technologies écologiquement rationnelles et ont élaboré des projets régionaux conjoints.

Deux projets de production non polluante ont été lancés en relation avec les concepts "boucler la boucle". Ils visent à aider des entreprises chimiques à adopter des modèles d'entreprises de "location" de produits chimiques, comme on l'a vu dans les centres de production non polluante en Égypte, au Mexique et dans la Fédération de Russie, et en renforçant le transfert de technologies écologiquement rationnelles vers les secteurs de l'alimentation, du tourisme et de la métallurgie, avec l'appui du centre national de production plus propre du Nicaragua.

De plus, des projets conjoints sur la responsabilité sociale de l'entreprise et la production non polluante ont été menés avec les centres de production non polluante du Costa Rica, de Croatie et du Viet Nam, et des experts de l'ONUDI ont participé au groupe de travail ISO chargé d'élaborer une nouvelle norme sur la responsabilité sociale.

De nouveaux fonds du Fonds pour l'environnement mondial ont été reçus, notamment ceux destinés à la phase préparatoire du projet relatif au grand écosystème marin du golfe du Mexique, une analyse diagnostique transfrontière et un programme d'action stratégique devant être élaborés en vue de l'utilisation durable des ressources du golfe.

Dans le cadre du projet sur l'établissement et l'exploitation du Centre international pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène (CITEH) en Turquie, un congrès-exposition international important, organisé à Istanbul, a rassemblé environ 1 800 participants de plus de 60 pays. L'une des principales stratégies portait sur la mise en place de 14 projets pilotes et de démonstration en 2005, principalement avec des partenaires de pays en développement.

Le Parc national impénétrable de Bwindi se met en ligne grâce à la stratégie de l'ONUDI relative à l'énergie rurale

L'initiative de l'ONUDI relative à l'exploitation de l'énergie rurale à des fins productives et aux fins de l'écotourisme durable par le biais des énergies renouvelables a transformé un village isolé dans l'ouest de l'Ouganda. Situé à 635 kilomètres de Kampala, Bwindi est réputé pour son Parc national impénétrable, zone de conservation de la faune sauvage unique en son genre pour les gorilles de montagne menacés d'extinction. La région n'ayant pas l'électricité, toute communication avec le monde extérieur était pratiquement impossible.

L'ONUDI a décidé d'amener l'électricité dans cette région et de la doter de moyens de communication modernes en y installant, dans un premier temps, un télécentre alimenté par des panneaux solaires photovoltaïques. Ce projet type est exécuté en collaboration avec la *Conservation Through Public Health* (CTPH), une organisation non gouvernementale, et a permis d'établir un centre de développement communautaire avec une connexion à l'Internet et aux technologies de l'information et de la communication et la télévision par satellite. Des formations informatiques, l'Internet haut débit sans fil et la téléphonie Internet sont disponibles par satellite. Les premiers stagiaires du centre informatique ont reçu, en octobre 2005, des certificats décernés par l'Université de Makerere.

Durant la deuxième phase, en cours d'exécution, l'ONUDI vise à mettre en œuvre un projet de minicentrale hydroélectrique d'une puissance de 50 kW afin d'amener l'électricité au Parc national de Bwindi, de mettre à niveau les structures éducatives et touristiques de la région, de fournir de l'énergie aux petites entreprises de manière à favoriser la production artisanale traditionnelle et les activités génératrices de revenus, et de fournir un appui au télécentre.

Les incidences sociales et économiques au niveau local sont tangibles, l'accès à l'information, aux soins de santé et à l'éducation ayant été amélioré dans les zones rurales et isolées. En outre, le projet a contribué à l'autonomisation de groupes de femmes et à l'ouverture de nouveaux débouchés dans les domaines de l'écotourisme et de l'artisanat.

En vue d'évaluer les perspectives qu'offrent les applications industrielles des biotechnologies, l'ONUDI a convoqué une réunion de groupe d'experts sur la transformation de la biomasse en matières premières combustibles et industrielles. Les participants ont recensé un certain nombre de priorités et des domaines potentiels d'intervention aux niveaux politique et institutionnel.

D. Promotion des investissements et de la technologie

Les capacités commerciales ont été renforcées et élargies grâce à la fourniture d'une assistance technique aux niveaux régional, sous-régional et national, et surtout en

facilitant l'accès aux marchés internationaux. Certains pays, ainsi que plusieurs groupes régionaux, ont bénéficié d'une assistance et d'un appui pour mettre en place et mettre à niveau leurs organismes de normalisation et leurs laboratoires de métrologie et d'essai et établir des systèmes d'accréditation reconnus au plan international. Des capacités nationales ont été développées et renforcées en ce qui concerne les normes ISO 9001, ISO 14001, les systèmes HACCP et la certification. Plus important programme de l'ONUDI, le programme de l'UEMOA a été mis en œuvre avec succès et une deuxième phase a été élaborée pour consolider les résultats obtenus et étendre les activités aux autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et à la Mauritanie.

En coopération avec l'OMC, des descriptifs de projets d'assistance technique sur la suite à donner au Programme de Doha pour le développement ont été élaborés pour neuf pays pilotes. Dans ce contexte, l'ONUDI et l'OMC ont organisé une manifestation en marge de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong. Elles ont en outre lancé conjointement le Programme de l'ONUDI pour le coton à l'intention des pays africains. Des consultations étroites ont également été engagées avec le Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie de l'OMC et avec l'OMPI.

En outre, l'ONUDI a commencé à mettre en œuvre la nouvelle norme ISO sur les systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires, ISO 22000, en vue d'améliorer la productivité et la qualité dans un certain nombre de pays et de régions.

Dans le domaine de la promotion des investissements, les principales activités ont porté sur l'Afrique. La troisième enquête sur l'investissement étranger direct (IED) en Afrique a été menée dans 15 pays subsahariens afin d'étudier l'incidence sur leurs économies des différentes catégories d'IED.

Concernant les investissements, un fonds d'investissement a été créé dans le cadre du programme intégré pour l'Équateur. Le volet investissement du programme intégré pour Cuba, axé sur le secteur des biotechnologies, a suscité un intérêt au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et a conduit à la création d'un fonds.

La délégation de l'ONUDI à la neuvième Foire internationale de la Chine pour l'investissement et le commerce a présenté 380 opportunités d'investissement en Afrique, recensées et formulées dans des programmes de l'ONUDI, à des investisseurs potentiels chinois.

La cinquième mission d'hommes et de femmes d'affaires d'Asie, organisée par le Centre Asie-Afrique de promotion des investissements et de la technologie, s'est rendue au Mozambique et en Ouganda.

Concernant les technologies, l'ONUDI a continué à promouvoir le transfert et la diffusion des technologies ainsi que la coopération Sud-Sud par la mise à niveau et l'innovation technologiques dans certains secteurs et industries conformément aux besoins des bénéficiaires. Ainsi, l'ONUDI et les gouvernements chinois et indien ont renforcé la coopération Sud-Sud en matière de transfert de technologies pour la construction de logements à faible coût en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Des projets de 8,2 millions de dollars devant être autofinancés ont été formulés à la demande de gouvernements et de donateurs.

En outre, un programme de formation à l'évaluation des besoins technologiques au niveau interrégional a été organisé au Sénégal, à la suite duquel des ateliers nationaux sur l'évaluation des besoins technologiques se sont tenus en Indonésie, au Kenya, aux Philippines et en République-Unie de Tanzanie. De plus, un grand projet portant sur le

transfert de technologies, la gestion et le développement des compétences a été lancé au profit du secteur des matériaux de construction en Palestine avec le soutien financier de l'Italie.

Quatre cours de formation liés au volet renforcement des capacités de prévision technologique et d'établissement de lignes directrices en matière de technologie ont été organisés en République tchèque, en Hongrie, en République islamique d'Iran et en Turquie et ont rassemblé 200 participants de 15 pays. Le programme a été enrichi par de nouveaux éléments et thèmes de discussion et se poursuivra au cours du prochain exercice biennal.

En octobre, le Centre international de Shenzhen pour la promotion de la technologie en vue du développement durable établi en coopération avec l'ONUDI a tenu un atelier sur les technologies et les investissements intéressant les sources d'énergie renouvelables. Pour la première fois, le prix "Blue Sky Award" a été décerné aux 10 meilleurs scénarios mondiaux visant à stimuler l'investissement dans l'application de nouvelles technologies à l'utilisation des énergies renouvelables.

E. Accords multilatéraux relatifs à l'environnement

Le groupe du Protocole de Montréal a atteint l'objectif de ses activités de base relatif à l'investissement de 35,4 millions de dollars (y compris les fonds d'affectation spéciale). La poursuite de l'élaboration de projets pour le portefeuille de projets à l'étude et leur soumission au comité exécutif du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal a facilité l'opérationnalisation de 80 projets en 2005. L'ONUDI a fait approuver un montant record de 53 810 000 dollars du Fonds multilatéral et de 7 580 000 dollars de fonds bilatéraux. Des négociations sont en cours concernant l'octroi de financements additionnels par des donateurs. L'organisation d'un nombre considérable de consultations et la réalisation de nombreux travaux conceptuels ont permis à l'ONUDI de mobiliser 33 360 000 dollars en faveur des projets approuvés à la seule quarante-septième réunion du comité exécutif, ce qui la rapprochait ainsi du niveau atteint par la Banque mondiale.

Dans le domaine des polluants organiques persistants, le Fonds pour l'environnement mondial a approuvé trois nouveaux projets à exécuter par l'ONUDI en Afrique, en Chine et en Roumanie pour un montant de 1 050 000 dollars. De plus, l'Organisation a lancé un programme mondial pour la promotion et la diffusion de technologies de destruction sans combustion des polluants organiques persistants en Chine, aux Philippines et en Slovaquie. L'Organisation régionale pour la protection de la mer Rouge et du golfe d'Aden a également contacté l'ONUDI en vue d'une assistance technique pour élaborer un projet du Fonds pour l'environnement mondial visant à éliminer les polluants organiques persistants en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, l'objectif étant de promouvoir et de faciliter l'élaboration d'un plan d'action et d'une stratégie destinés à introduire les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales en Égypte, en Jordanie et au Yémen.

L'ONUDI a fourni formation, conseils et assistance à 10 pays francophones subsahariens afin de mieux leur faire connaître les possibilités qu'offre le mécanisme pour un développement propre (MDP), de promouvoir l'investissement étranger direct et les technologies soucieuses du climat, d'améliorer leur capacité à gérer le cycle d'un projet MDP et à identifier, développer et élaborer des projets MDP industriels.

Le Mexique est le premier pays en développement à avoir totalement arrêté la production de CFC

En 2003, à la demande du Gouvernement mexicain, l'ONUDI a reçu une subvention du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal pour aider à la fermeture de Cydsa, le plus grand centre de production de chlorofluorocarbone (CFC) en Amérique latine et l'un des principaux exportateurs de CFC dans les pays en développement.

Ce projet, qui, en termes budgétaires (31,8 millions de dollars), était le plus important dans l'histoire de l'ONUDI, montre comment les activités exécutées au titre du Protocole de Montréal peuvent avoir de multiples effets:

- Le Gouvernement a fixé des orientations et adopté des mesures de sensibilisation pour réduire la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone, contrôler et réglementer le commerce de ces substances sur les plans interne et externe et indemniser les entreprises pour le manque à gagner;
- Grâce aux indemnisations reçues par Cydsa, les installations qui servaient à la production de CFC ont été transformées en vue de fabriquer d'autres produits chimiques qui ne sont pas interdits par le Protocole;
- Les marchés internes et externes ont été dûment approvisionnés en nouveaux types de réfrigérant, ce qui a permis de conserver les emplois au sein de l'entreprise;
- En août 2005, le Mexique s'est acquitté de l'obligation qu'il avait contractée à l'échelle internationale de cesser progressivement et complètement de produire et consommer du CFC d'ici au 1^{er} janvier 2010 – (soit avec plus de quatre ans d'avance) devenant ainsi le premier pays en développement à avoir totalement arrêté la production de CFC;
- La fermeture du site de production a aussi largement contribué à resserrer le marché mondial de CFC et, partant, à accélérer la réduction de l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone dans le monde entier.

Le Comité exécutif du Fonds multilatéral s'est tout particulièrement félicité de ce résultat obtenu conjointement par l'ONUDI et le Gouvernement mexicain dans la mesure où il appuie efficacement les efforts déployés au niveau international pour protéger l'environnement.

Un séminaire sur le lien entre les mécanismes fondés sur des projets du Protocole de Kyoto et le système d'échange des droits d'émission de l'Union européenne s'est tenu en coopération avec le Département du commerce et des investissements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement hongrois. Il a permis d'établir un réseau de contacts précieux et d'échanger des connaissances entre experts d'entreprises, de l'industrie, des pouvoirs publics et d'autres parties prenantes concernés par la mise en œuvre du système d'échange des droits d'émission de l'Union européenne.

F. Petites et moyennes entreprises

Le développement du secteur privé reste un aspect essentiel des efforts de l'ONUDI pour réduire la pauvreté et accroître la productivité industrielle des microentreprises et des petites entreprises, en particulier celles détenues par des chefs d'entreprise dans les régions rurales ou par des femmes chefs d'entreprises, ainsi que des petites et moyennes entreprises (PME) axées sur la croissance.

Créer son entreprise – un rêve d'enfant

M^{me} Amina Barbara travaillait dans une entreprise d'équipements informatiques et électriques en Jordanie où elle était responsable de la maintenance. Depuis son enfance, elle voulait fonder sa propre entreprise. En 2004, elle a effectué des recherches préliminaires sur les possibilités commerciales en Jordanie et constaté qu'il existait sur le marché local une forte demande d'huiles de graines oléagineuses, en particulier d'huiles fabriquées à partir de nigelle, de pépins de raisin et d'amandes. Elle a acheté une presse à huile en Allemagne, a démissionné de son poste et s'est mise à travailler à plein temps dans sa nouvelle entreprise, employant du personnel à temps partiel. Toutefois, elle a rencontré divers problèmes dans le cadre de la gestion de son entreprise, notamment pour ce qui est de l'accès aux marchés.

C'est alors qu'elle a entendu parler du programme de l'ONUDI relatif au développement des entreprises et a décidé d'y participer. Elle a suivi un stage de formation d'un mois portant sur divers aspects de la création d'entreprise, tels que les compétences en matière de gestion et d'entrepreneuriat et les moyens de recenser les possibilités commerciales et d'évaluer le potentiel des marchés. Au terme de la formation, l'ONUDI l'a aidée à élaborer une stratégie pour accéder plus facilement aux marchés, collecter des informations sur l'offre de matières premières par le biais de visites sur les sites et recenser des fournisseurs de machines d'emballage. Depuis, elle a réussi à régler un problème lié à la fixation des bouchons sur les bouteilles, qui lui avait fait perdre des commandes.

M^{me} Barbara vend à présent ses produits sur le marché local, mettant à profit divers circuits de distribution, et reçoit régulièrement des commandes de chaînes de magasins de vente au détail et de boutiques spécialisées dans les produits à base de plantes et les cosmétiques. Elle prévoit maintenant d'exporter ses produits en Europe, en particulier en Allemagne et en Autriche, grâce aux contacts qu'elle a récemment noués.

- **Promotion de l'entrepreneuriat rural et féminin**

Des programmes de perfectionnement des compétences techniques ont été menés en coopération avec le HCR à l'intention de 300 réfugiés au Ghana. Compte tenu de ces expériences concluantes, un programme de formation global portant sur les petites entreprises est à présent prévu pour 82 000 personnes. Au Mozambique et en Ouganda, l'ONUDI a appuyé les efforts des pouvoirs publics visant à promouvoir une culture d'entreprise chez les jeunes et à améliorer les connaissances de 54 000 étudiants dans la création d'entreprise et les possibilités de carrière qu'offre la propriété d'une entreprise. Ce programme se développe et s'élargit actuellement à d'autres pays.

- **Développement de regroupements de PME et consortiums d'exportation**

Un projet pilote visant à mettre à niveau la compétitivité de cinq regroupements de PME pakistanaïses a été à l'origine de la création d'un groupe restreint d'experts nationaux sur le développement de regroupements d'entreprises. Il a suscité l'intérêt de nombreuses institutions des secteurs public et privé et conduit à la mise en place, au niveau national, de capacités de formation d'agents de développement de regroupements d'entreprises. En conséquence, 25 autres regroupements sont en cours de mise à niveau et d'autres devraient l'être par la suite.

Le programme relatif à la promotion de consortiums a passé le cap du programme pilote et de nouveaux projets ont été lancés dans plusieurs pays. La première réunion du groupe d'experts sur les consortiums d'exportation a été organisée avec des représentants de 15 pays. Il s'agissait d'une étape importante pour mieux faire connaître les projets de promotion de consortiums d'exportation dans le monde et créer une demande dans ce domaine.

- **Partenariats d'entreprises et responsabilité sociale d'entreprise**

Au Nigéria, un programme de partenariats d'entreprises de l'ONUUDI, auquel participent un certain nombre de partenaires du secteur privé, a permis la création d'une usine de fabrication de véhicules motorisés à trois roues bon marché, dont le coût s'élève à 8 millions de dollars, qui emploie 80 personnes et qui devrait se développer et devenir une unité de production à grande échelle. En Croatie, un projet sur la responsabilité sociale d'entreprise a renforcé la capacité de l'État à promouvoir ce principe au sein des entreprises et permis d'élaborer un programme de formation au niveau de l'entreprise visant à améliorer la performance de l'entreprise tout en respectant les normes sociales et environnementales. Dans le même esprit, des plans relatifs à des centres de ressources sur la responsabilité sociale d'entreprise ont été élaborés en Indonésie, au Nicaragua, en République-Unie de Tanzanie et dans d'autres pays.

G. Programme postcrise

Le programme postcrise de relance et de développement du secteur industriel en Iraq, lancé en 2003-2004, est entré dans sa phase d'exécution après la réception de la dernière tranche de 4 millions de dollars allouée par le Fonds d'affectation spéciale du Groupe des Nations Unies pour le développement de l'Iraq en faveur de projets exécutés par l'ONUUDI. Ces ressources ayant été reçues, les activités opérationnelles de l'ONUUDI pour l'Iraq ont porté sur trois projets d'un coût de 14 970 000 dollars consacrés au développement d'agro-industries familiales, à la remise en état d'une laiterie et d'une installation de production de chlore pour le traitement de l'eau. D'autres projets de développement de l'entrepreneuriat, de remise en état d'installations de production de fournitures et produits médicaux et de restauration de l'environnement étaient en cours d'élaboration. L'exécution des projets s'est heurtée à des difficultés du fait que l'action de l'ONUUDI était entravée par une décentralisation insuffisante vers le terrain des capacités de mise en œuvre des projets, accentuée par de fréquents changements des décideurs des institutions partenaires.

Un programme d'appui au relèvement en sortie de crise pour Haïti a été élaboré en collaboration avec le gouvernement de transition, le coordonnateur résident des Nations Unies/coordonnateur des opérations humanitaires, la communauté des donateurs, le secteur privé haïtien et les organisations de la société civile. Il prévoit un appui au relèvement des communautés locales par le développement d'agro-industries familiales, l'approvisionnement en énergie rurale à petite échelle via des mini-centrales hydroélectriques, la facilitation du commerce et des activités de promotion des investissements plus efficaces par les pouvoirs publics.

Dans tous les pays touchés par le tsunami, un appui a été fourni par la formulation de deux projets: l'un sur la remise en état des pêcheries côtières de l'Inde du Sud, dans le cadre d'une action globale des Nations Unies, et l'autre, mené en coopération avec le BIT, sur une formation professionnelle des communautés touchées par le tsunami en Indonésie.

Une réunion consultative convoquée pour examiner le rôle que l'ONUUDI pourrait jouer pour rétablir l'approvisionnement en eau dans les situations après une crise a conclu que l'Organisation pourrait appuyer les capacités industrielles des régions touchées en leur fournissant des produits chimiques ou du matériel essentiels, ainsi qu'en apportant un appui organisationnel au rétablissement de l'approvisionnement en eau et en fournissant des conseils sur l'évaluation des technologies de purification de l'eau.



La dimension régionale

L'ONUDI a continué à concentrer son action sur le renforcement de son rôle d'acteur à part entière de la coordination sur le terrain, afin d'assurer une approche régionale cohérente des services et des interventions efficaces menés en réponse aux besoins des pays. Sa participation au processus en cours de réforme des Nations Unies a été principalement axée sur l'application de l'accord régissant la coopération avec le PNUD. Visant une approche plus cohérente et d'un meilleur rapport coût-efficacité de ses interventions au niveau national, l'Organisation s'est employée à fournir un appui en contribuant davantage à une approche de programmation conjointe, tout en veillant à maintenir des relations plus étroites avec ses États Membres.

A. Pays les moins avancés

Dans son souci d'améliorer la pertinence générale et l'impact de ses services, l'ONUDI a toujours reconnu l'importance des programmes en faveur des pays les moins avancés (PMA) comme cible prioritaire de ses services d'assistance technique. Conformément au Programme d'action en faveur des pays les moins avancés, l'Organisation a étendu le champ de sa coopération avec ce groupe de pays en mettant un accent particulier sur le renforcement des capacités, la facilitation du commerce, l'accès aux marchés internationaux et le développement du secteur privé, en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

En 2005, le processus visant à mieux cibler, recentrer et faire passer les programmes intégrés existants aux phases subséquentes a permis, d'une part, de réévaluer de manière critique de nombreuses activités en cours dans les PMA, d'autre part, de les développer. Parallèlement, les perspectives d'une expansion des activités de l'ONUDI dans les PMA n'ont cessé de croître. Ainsi, sur un total de 49 programmes intégrés et de cadres généraux de services en cours, 21 sont actuellement exécutés dans les PMA: Afghanistan, Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Madagascar, Mali, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan et Yémen. Par ailleurs, des projets sont en cours d'élaboration en Angola, en Haïti (après les conflits), au Timor-Leste (après les conflits) et au Togo.

Une caractéristique essentielle des activités de l'ONUDI est qu'elles sont bien ciblées, tiennent compte des besoins des clients et apportent des réponses aux problèmes critiques ou nouveaux du développement. Ainsi, en Sierra Leone, l'Organisation a lancé un programme postconflit de soutien aux PME aux fins du développement industriel et de la réduction de la pauvreté. Au Bangladesh, un cadre général de services doté d'un budget de plus de 16 millions de dollars porte sur des questions allant de l'introduction de technologies plus propres à l'amélioration de la productivité industrielle. À Haïti,

l'ONUDI prévoit d'aider à la reconstruction des communautés rurales par le développement de microentreprises et de petites entreprises, et d'appuyer le secteur formel par le renforcement institutionnel. Au Malawi, un projet de deux ans d'un montant d'un million de dollars financé par le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine a été lancé en août par l'Organisation. Il aidera des ménages de 17 villages du district de Salima à accroître leurs revenus et à améliorer leur bien-être en augmentant la productivité et la diversité de la production agricole et non agricole. Les organisations locales villageoises sont étroitement associées à la mise en œuvre du projet en vue d'en assurer la viabilité. Une fois le projet mené à terme, ces organisations devraient avoir la capacité d'étendre le champ des activités locales et de les développer davantage.

Outre son approche traditionnelle des programmes intégrés et des cadres généraux de services, l'ONUDI utilise d'autres modalités d'intervention, notamment, de manière plus importante, les programmes régionaux, qui couvrent un grand nombre de PMA, surtout en Afrique. Le programme qualité de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) financé par l'Union européenne (pour un budget de 10,8 millions d'euros), exécuté par l'ONUDI et achevé en décembre, constitue un bon exemple et en même temps une expérience concluante remarquable. L'ONUDI a fourni une assistance spécifique aux institutions et aux entreprises nationales intervenant dans le secteur de la pêche au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Il convient de noter que, dans ces pays, le secteur de la pêche emploie des milliers de travailleurs et exporte chaque année plus de 100 000 tonnes de produits vers l'Union européenne. L'assistance fournie par l'Organisation a permis d'améliorer la qualité et la sûreté des produits exportés en conformité avec les exigences sanitaires du marché. À la demande de l'UEMOA et de l'Union européenne, l'ONUDI prépare une deuxième phase afin de consolider les résultats obtenus dans les pays de l'UEMOA et d'étendre les activités du programme aux autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et à la Mauritanie.

En outre, les perspectives de coopération future paraissent encourageantes: en collaboration avec l'UEMOA, l'ONUDI continue d'élaborer un programme sous-régional de restructuration et de mise à niveau du secteur industriel. Ce programme contribuera à préparer les pays de l'UEMOA à la mise en place, à partir de 2008, d'accords de libre-échange avec l'Union européenne. Il sera financé par l'Union européenne et d'autres donateurs.

Un autre exemple de coopération interorganisations qui mérite d'être noté est l'initiative conjointe ONUDI/OMC pour le coton en faveur des pays africains, qui constitue une réponse au Programme de Doha pour le développement. L'objectif général de l'initiative est d'aider les producteurs africains de coton à améliorer leurs capacités à participer aux échanges multilatéraux, puis à contribuer à réduire la pauvreté et à réaliser de façon plus générale les objectifs du Millénaire pour le développement. L'initiative de coopération vise en particulier à améliorer la contribution du secteur de production du coton à la croissance économique, de l'emploi et des exportations. La proposition complète d'autres initiatives en cours et représente un domaine prometteur pour la coopération entre les institutions spécialisées et les donateurs régionaux et internationaux. L'initiative pour le coton (d'un budget total de 20 millions d'euros) a en outre été présentée le 28 octobre à Genève à la cinquième réunion de consultation sur le coton et dans le cadre de manifestations parallèles organisées à l'occasion des conférences générales de l'ONUDI et de l'OMC.

À une réunion parallèle organisée par l'OMC et l'ONUDI à la sixième session de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong, les participants ont salué et soutenu les efforts déployés par les deux organisations pour surmonter les défis liés à l'offre auxquels les pays en développement en général et les PMA en particulier font face.

Pour ce qui est de sa coopération avec les PMA d'Asie, l'Organisation a mené au Cambodge, au Népal et en République démocratique populaire lao un ensemble d'activités fonctionnellement reliées dans les domaines de l'accès aux marchés et de la facilitation du commerce – semblables aux projets exécutés au Bangladesh, au Bhoutan et dans les Maldives. Dans le cadre de ces activités, l'ONUDI s'efforce de renforcer les capacités nationales et institutionnelles dans les domaines de la normalisation, de la métrologie, des essais et de la qualité.

La Conférence générale, à sa dernière session, a souligné qu'il importait que l'ONUDI participe à l'évaluation globale et complète de la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en faveur des PMA. En envisageant l'avenir, l'ONUDI continuera donc à jouer un rôle actif dans le contexte des PMA, ce qui sera réalisé à la réunion ministérielle des PMA au Bénin en 2006, étape importante pour synchroniser davantage à l'échelle du système les activités de mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles.

Relance de l'industrie éthiopienne du cuir

Afin de remédier au recul des exportations dans l'industrie du cuir et des articles en cuir, l'ONUDI a adopté une stratégie fondée sur une approche "descendante" de la création des articles en cuir, dont l'objet est d'inciter le secteur de la tannerie à améliorer la qualité du cuir fini et à accroître les quantités produites.

En étroite partenariat avec l'ensemble des parties prenantes, l'ONUDI a élaboré un plan directeur qui a permis de définir une approche pertinente et d'identifier les objectifs en termes de recettes d'exportations, création d'emploi et investissements. Sous la direction du Premier Ministre, S. E. M. Meles Zenawi, le Comité national pour la coordination des exportations a fait du plan directeur le cadre stratégique du développement de l'industrie du cuir et des articles en cuir en Éthiopie. De plus, le Comité a recommandé de mettre en œuvre, en étroite coopération avec l'ONUDI, le plan de travail établi par cette dernière.

À ce jour, des résultats encourageants ont été atteints:

- Des accords de sous-traitance ont été conclus entre un grand fabricant de chaussures italien et un fabricant de chaussures à Addis-Abeba. Au mois de décembre, 100 000 paires de chaussures "Made in Ethiopia" étaient en vente sur le marché italien. Le sous-traitant italien a déjà annoncé que le volume des exportations vers l'Italie devrait augmenter en 2006.
- Un groupe de tannerie renommé du Royaume-Uni a transféré en Éthiopie sa production de cuir fini de qualité supérieure (mouton et chèvre) destiné à la fabrication de gants, pour une probable exportation dans des pays asiatiques, y compris le Japon. Le groupe a également fait connaître son intention d'ouvrir une fabrique de vêtements de cuir haut de gamme.
- En se fondant sur les prévisions d'exportations actuelles, l'Association éthiopienne de l'industrie du cuir a annoncé à l'Agence de presse éthiopienne que les exportations d'articles en cuir devraient rapporter 103 millions de dollars des États-Unis au cours du présent exercice financier, contre 66 millions environ pour l'exercice précédent.

B. Afrique subsaharienne

La résolution 59/249 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 22 décembre 2004 a déterminé dans une large mesure le rythme et la dimension des activités de l'ONUDI en Afrique en 2005. Dans le strict respect de cette résolution, l'ONUDI a continué d'appuyer énergiquement les stratégies et initiatives industrielles du NEPAD; l'Initiative pour le renforcement des capacités productives de l'Afrique a été fortement caractérisée par un aspect de programme régional dans sa mise en œuvre; au niveau régional, l'Organisation a adopté une approche plus dynamique pour ce qui est de l'appui aux initiatives sectorielles des gouvernements africains et de l'élaboration de plans sectoriels et de feuilles de route pour les sous-régions. Toutes ces activités reposaient sur une orientation stratégique selon laquelle l'ONUDI devait continuer à fournir une assistance technique à l'échelle du système et dans le cadre de la réforme.

L'Afrique, y compris les États arabes d'Afrique, ont représenté 27 % des dépenses totales au titre de la coopération technique en 2005 (voir chap. V.B). Cette part monte à 43 % si l'on exclut les fonds multilatéraux, les bureaux de promotion des investissements et de la technologie et institutions similaires, ainsi que les ressources spéciales pour l'Afrique.

Comme les années précédentes, les projets de coopération technique étaient pour l'essentiel concentrés en Afrique subsaharienne. Trente et un programmes intégrés et cadres généraux de services – dont 10 entament leur deuxième phase – étaient en cours d'exécution avec des budgets totaux qui se chiffraient à 191,4 millions de dollars. Bien que les pays couverts en 2005 soient restés les mêmes (Afrique du Sud, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, République-Unie de Tanzanie), une réévaluation critique – dans certains cas fondée elle-même sur une évaluation indépendante – a permis à l'ONUDI de lancer de nouveaux programmes ou d'engager les deuxièmes phases de programmes existants. Il en a été ainsi en 2005 du cadre général de services pour le Nigéria et du programme intégré pour Madagascar. La mise en œuvre des deuxièmes phases pour le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal et la République-Unie de Tanzanie a commencé ou est à mi-parcours.

Perspective régionale

Conformément au cadre conceptuel du NEPAD et de l'IRCPA, l'ONUDI a continué à renforcer l'approche régionale de son programme de coopération technique. Au total, 37 projets régionaux étaient en cours d'exécution pour un montant de 16 millions de dollars. Portant sur une vaste gamme de questions sectorielles et intersectorielles, ils ont été des outils efficaces pour promouvoir la coopération régionale en Afrique et pour traiter des questions environnementales.

Outre le nombre important de projets en cours d'exécution, un certain nombre de nouvelles initiatives régionales ont été lancées:

- Appui à la formation pour une politique de la science, de la technologie et de l'innovation en vue du développement industriel dans la sous-région de la Communauté de développement de l'Afrique australe;
- Amélioration de l'accès aux marchés par la conception concurrentielle et complète des produits en Afrique de l'Est;
- Renforcement des capacités et promotion d'une approche peu coûteuse du développement de l'énergie rurale;
- Adaptation aux changements climatiques – comprendre les risques et renforcer les capacités du secteur industriel (Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie);
- Formulation d'un programme régional de promotion des investissements en Afrique de l'Ouest;
- Formation axée sur la polyvalence et services collectifs de promotion de moyens de subsistance durables et de lutte contre la pauvreté en Afrique de l'Est;
- Création d'un observatoire de la compétitivité en Afrique de l'Ouest;
- Création d'un centre régional de gestion de l'information sur l'environnement à l'université de Lagos;
- Assistance au rapatriement, à l'intégration locale et à la réinstallation des réfugiés des camps du HCR à Buduburan et Krisan (Ghana) par le développement de microentreprises et de petites entreprises;
- Projet de démonstration sur le mécanisme pour un développement propre à l'intention de 10 pays africains francophones.

La mise en œuvre du plan de l'IRCPA a permis de donner une nouvelle impulsion aux activités de coopération régionale. Une conférence sous-régionale NEPAD/IRCPA sur l'amélioration de la compétitivité industrielle et la promotion de l'emploi dans le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) a abouti à la conclusion qu'il fallait resserrer la coopération entre l'ONUUDI et le COMESA dans l'identification de programmes régionaux visant à assurer la mise en œuvre efficace des objectifs de l'IRCPA et à faciliter l'appui que l'ONUUDI apporte au développement industriel de la sous-région. On est au dernier stade des préparatifs de conférences analogues pour l'Afrique centrale et l'Afrique australe.

Intégration des efforts de développement

La mise en œuvre du NEPAD et la coordination des activités du système des Nations Unies en Afrique ont fait l'objet d'un débat de fond au cours de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans ce contexte, l'ONUUDI a pris des initiatives sur la coopération et la coordination des activités, la mise en œuvre des programmes mondiaux des Nations Unies en faveur des PMA, des petits États insulaires en développement et de la coopération Sud-Sud.

En 2005, des programmes ont été élaborés pour le Ghana, l'Éthiopie et la République-Unie de Tanzanie pour donner suite à l'accord avec le PNUD sur le développement du secteur privé. D'autres pays pilotes retenus pour le lancement de programmes dans ce domaine, actuellement en cours d'élaboration, sont le Nigéria, le Rwanda et la Sierra Leone. En mars, l'ONUDI et le PNUD ont organisé un forum consultatif sur le renforcement des compétences en matière de gouvernance et de gestion économique au Ghana. Un autre domaine où l'expérience des activités conjointes s'est avérée concluante a été l'ouverture de cinq comptoirs de l'ONUDI pour appuyer les interventions de l'Organisation dans les pays concernés et créer une synergie dans la planification des activités avec le PNUD.

L'ONUDI a participé activement à la réunion internationale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (10-14 janvier 2005, Maurice). Un des résultats de cette réunion a été le renforcement de la coopération avec le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que de la position de l'Organisation concernant le suivi de la stratégie de Maurice en faveur de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action.

Le Programme Qualité de l'UEMOA

L'expertise reconnue de l'ONUDI en matière de renforcement des normes a été mise à profit dans un programme destiné à l'UEMOA et financé par l'Union européenne. Une assistance spécifique a été apportée dans le cadre de ce projet d'envergure au secteur de la pêche au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo, qui emploie des milliers de travailleurs et exporte annuellement plus de 100 000 tonnes de marchandises dans l'UE.

Le projet, qui a été achevé en 2005, a permis d'atteindre des résultats importants dans plusieurs domaines, notamment:

- Mise en place d'un secrétariat régional de l'accréditation reconnu au niveau international;
- Création d'un réseau de laboratoires et d'une base de données sur plus de 250 laboratoires;
- Renforcement de la capacité de 46 laboratoires pour l'analyse des produits;
- Assistance fournie à 16 laboratoires en vue de l'accréditation;
- Mise en place, pour les laboratoires, d'un groupe régional d'évaluateurs techniques qualifiés pour les évaluations de conformité avec la norme ISO 17025;
- Création d'un centre de documentation régional sur les normes;
- Création de centres de documentation nationaux dans huit pays;
- Harmonisation des politiques de promotion de la qualité dans l'ensemble des pays de l'UEMOA;
- Introduction des systèmes ISO 9001 et HACCP dans plus de 60 entreprises;
- Création, au niveau national et régional, de prix de la qualité;
- Constitution d'un groupe régional d'auditeurs formés et qualifiés ISO 9001;
- Mise en place d'un réseau d'associations de promotion de la qualité;
- Renforcement des capacités des associations de consommateurs.

Signe du succès de ce programme, l'UEMOA et l'UE ont prié l'ONUDI d'élaborer une deuxième phase pour consolider les résultats obtenus dans les pays de l'UEMOA et étendre les activités à d'autres pays de la CEDEAO et à la Mauritanie.

Dans le contexte de la planification de l'assistance qu'elle fournit au développement de toute la région, l'ONUDI a renforcé ses activités de coordination avec la Commission économique pour l'Afrique, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du NEPAD et de l'IRCPA. La coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime s'est poursuivie et s'est soldée par une lettre conjointe de collaboration qui fait mention de projets conjoints dans un certain nombre de pays, dont plusieurs en Afrique. Enfin, les sections A et G du chapitre III font le point des efforts que mène l'ONUDI dans le cadre de la coopération interorganisations en faveur des PMA et de la coopération Sud-Sud.

C. Les pays arabes

L'ONUDI a continué à fournir un appui aux pays arabes en vue de les faire accéder à un développement industriel durable et intégré, tout en apportant des réponses à leurs besoins différents, notamment en raison de la diversité des situations économiques et de développement. Les différentes sous-régions (pays arabes d'Afrique du Nord, d'Asie occidentale, pays arabes les moins avancés et pays arabes du Conseil de coopération du Golfe) ont enregistré un progrès régulier des activités de coopération technique, dont 11 programmes intégrés, un cadre général de services, des projets menés dans le cadre de protocoles internationaux et des projets régionaux.

Des efforts considérables ont été déployés dans les pays d'Asie occidentale (Jordanie, Liban, République arabe syrienne) en vue de la mise à niveau et de la gouvernance industrielles, de la qualité et de la protection des consommateurs, et sont restés axés sur les secteurs agroalimentaire et textile. Suite à l'évaluation du programme intégré pour la Jordanie, des mesures ont été prises pour aligner les éléments et les ressources autour de chaînes de valeur spécifiques dans les secteurs agroalimentaires, une attention spéciale étant accordée au développement rural et à la réduction de la pauvreté. En outre, un comptoir de l'ONUDI est devenu opérationnel en Jordanie.

Les interventions de l'ONUDI dans les pays arabes d'Afrique (Algérie, Égypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Tunisie) ont continué à être axées sur le renforcement de la productivité et de la compétitivité, en réponse à une priorité commune dans la sous-région tendant à maximiser les possibilités qu'offrent la libéralisation des échanges régionaux dans la perspective de la création d'une zone de libre-échange euroméditerranéenne. L'assistance de l'ONUDI a porté sur une vaste gamme de domaines dont l'appui aux institutions en matière de politiques, les PME, le renforcement des capacités commerciales, la traçabilité et la promotion des investissements.

De bons résultats ont été obtenus en matière de lutte contre la pauvreté, notamment au Maroc où des groupes de femmes et des PME ont, avec l'assistance de l'ONUDI, mis au point de nouvelles lignes de production et développé des relations commerciales avec des acheteurs locaux et étrangers. Des centres nationaux pour une production plus propre ont également été créés cette année au Maroc et en Égypte.

Dans les pays arabes du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar), l'accent a été mis sur la facilitation du développement industriel piloté par le secteur privé, grâce à la promotion de la gouvernance, à la diffusion des technologies, aux services d'appui aux entreprises, à la gestion de la qualité et à l'amélioration continue. Au cours de la mise en œuvre du

programme intégré en Arabie saoudite, l'étroite interaction des grands partenaires publics a permis de parvenir à un consensus sur la vision à long terme du renforcement de la compétitivité et de la diversification industrielle.

Dans des situations de développement particulières comme en Iraq, les activités de l'ONUDI devaient être coordonnées avec celles d'autres organismes des Nations Unies dans les domaines du relèvement et de la reconstruction de l'industrie. Quelques progrès ont été accomplis dans des conditions difficiles. Des progrès ont également été réalisés dans l'assistance que l'ONUDI apporte à la Palestine, grâce à la mise en œuvre d'un programme intégré portant essentiellement sur la mise à niveau technologique et la formation à la création d'entreprises.

Dans les PMA arabes, des progrès considérables ont été accomplis au Soudan et au Yémen où les programmes de l'ONUDI mettent l'accent sur la création de communautés économiquement viables grâce à la promotion de sources communautaires de moyens de subsistance durables. La priorité a été accordée à l'amélioration des capacités productives d'un certain nombre d'agro-industries dans les communautés rurales et à l'utilisation de sources d'énergie renouvelables à des fins productives. Au Soudan, grâce à un projet financé par le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'ONUDI est parvenu à éradiquer l'extrême pauvreté en termes de sécurité alimentaire dans 83 villages de la région montagneuse de Nuba. Un autre nouveau projet important porte sur la création d'un centre de formation professionnelle à Malakal. À Djibouti, de nouvelles possibilités de financement et de nouveaux partenariats stratégiques ont été étudiés pour mettre en œuvre le programme intégré axé sur la promotion des investissements privés et des stratégies sectorielles de lutte contre la pauvreté.

La promotion de la coopération dans les pays arabes a été un objectif important de la stratégie de l'ONUDI. Le Secrétariat du NEPAD et l'ONUDI ont ainsi jugé nécessaire de tenir en septembre à Tunis une conférence sous-régionale sur l'amélioration de la compétitivité industrielle et la création d'emplois en Afrique du Nord. Plus de 70 représentants de haut rang des secteurs public et privé des six pays d'Afrique du Nord ont participé à la conférence, qui a adopté la Déclaration de Tunis par laquelle les participants se sont engagés à renforcer l'intégration et la coopération régionales selon le principe de l'IRCPA. La conférence a également permis aux pays arabes d'Afrique du Nord d'élaborer des plans d'action nationaux sur des secteurs prioritaires comme le textile et l'agroalimentaire. Ces plans donnent lieu à la formulation d'une feuille de route régionale pour l'Afrique du Nord qui sera présentée pour être validée à la dix-septième réunion de la CAMI en 2006.

Une autre initiative régionale a été le lancement de la phase de consolidation du réseau arabo-méditerranéen de promotion des investissements, qui vise à faciliter les flux d'investissements et de technologies vers les pays de la sous-région par la promotion de partenariats d'entreprises et de transferts de technologies entre les pays européens et les pays arabes, en intégrant l'assistance technique et le renforcement des capacités. Les interventions du réseau sont soutenues par les Groupes de la promotion des investissements d'Égypte, de Jordanie, de Tunisie et du Maroc et leurs correspondants nationaux.

D. Asie et Pacifique

D'une manière générale, la coopération avec l'Union européenne et les organismes multilatéraux a été approfondie au cours de la période considérée, ce qui a donné lieu à un cofinancement important. Les aspects liés à l'environnement ont joué un rôle important dans les programmes que l'ONUUDI a mis en œuvre dans plusieurs pays, en particulier en Chine. Le programme relatif au renforcement des capacités commerciales a encore pris de l'ampleur dans la région. Le sous-chapitre suivant tente de donner une vue d'ensemble par sous-région.

Asie du Sud: Toutes les formalités concernant la mise en œuvre du programme de promotion de la qualité financé par l'UE au Bangladesh ont été accomplies début décembre, ce qui permettra de mettre en œuvre intégralement le programme en 2006. Cet exemple important de coopération entre l'ONUUDI et l'Union européenne est doté du plus gros budget à ce jour dans la région (7,7 millions d'euros pour la mise en œuvre par l'ONUUDI). Au Sri Lanka, la deuxième phase du programme intégré a été approuvée en octobre, et son lancement a été légèrement différé en raison des élections présidentielles de novembre. Une réunion de donateurs prévue pour début 2006 a pour objet de mobiliser des fonds pour les activités de la deuxième phase. Les heureux résultats de la coopération avec la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes et le Département indien de la politique et de la promotion industrielles dans le développement du secteur privé ont fait l'objet d'une manifestation spéciale au cours de la Conférence générale où ont été présentés l'approche et l'état de la mise en œuvre. La participation de l'ONUUDI à l'évaluation des besoins de relèvement rapide des régions gravement touchées au Pakistan après le tremblement de terre désastreux survenu en octobre lui permettra d'apporter une contribution importante à cet exercice dont l'exécution commencera en 2006. L'approbation d'un programme financé par l'Union européenne d'assistance technique lié au commerce en faveur du Pakistan (de près de 2,3 millions d'euros) a permis d'accélérer considérablement l'exécution de l'élément qualité du programme intégré.

L'Afghanistan a été au centre d'efforts importants déployés par l'ONUUDI, notamment l'ouverture d'un comptoir de l'ONUUDI au titre de l'accord de coopération avec le PNUD, avec lequel un programme conjoint sur le développement du secteur privé est également en cours d'examen. D'autres initiatives majeures en faveur de l'Afghanistan concernaient la préparation d'ateliers de formation aux métiers manuels et la formulation, avec l'ONUUDI, d'un programme conjoint sur les moyens de subsistance durable.

Mise en œuvre avec l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC), la première phase du projet d'aide à l'accès aux marchés et à la facilitation du commerce destiné aux PMA d'Asie du Sud, doté d'un budget de plus de 1,1 million de dollars, a produit de bons résultats en termes de renforcement des capacités d'établissement de stratégies et de structures visant à améliorer l'élaboration de normes, la métrologie et la certification. Un certain nombre de donateurs ont manifesté un vif intérêt pour le financement de la deuxième phase à hauteur d'environ 1,5 million de dollars au profit des PMA participant au projet.

Asie du Sud-Est et îles du Pacifique: En application de l'accord de coopération signé avec le PNUD, un comptoir de l'ONUUDI a été ouvert en République démocratique populaire lao. Il a également été formulé dans ce pays un programme conjoint sur le développement du secteur privé aux termes duquel l'ONUUDI apportait une contribution de 200 000 dollars et

le PNUD 100 000 dollars comme fonds de démarrage pour une mise en œuvre immédiate. Des réunions de mobilisation de fonds avec des donateurs potentiels ont été organisées pour un programme relatif à l'énergie rurale en République démocratique populaire lao. Au Cambodge, une analyse de la situation et une évaluation des besoins ont été menées en novembre en vue de l'élaboration d'un programme intégré. L'ONUDI a également mis à disposition un fonds de démarrage au titre de la coopération technique pour soutenir les efforts de relèvement et de reconstruction des provinces touchées par le tsunami et les conflits en Indonésie. Dans les Îles Salomon, un projet sur le développement de l'entrepreneuriat a été exécuté avec des ressources de l'ONUDI d'un montant de 75 000 dollars. Après une première phase concluante, la deuxième phase du programme intégré pour le Viet Nam touche à son terme. La mise en œuvre du programme régional relatif aux technologies d'exploitation des courants marins en Chine et en Asie du Sud-Est a commencé en Chine, en Indonésie et aux Philippines. Un atelier sur l'utilisation rationnelle de l'énergie à Bangkok a ciblé un certain nombre de pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), tandis que Bangkok et Kuala Lumpur accueillent chacune un atelier sur le transfert de technologies.

Asie du Nord-Est: En février, l'ONUDI a publié son évaluation du cadre général de services pour la Chine portant sur le développement durable écologiquement viable. Certaines recommandations de cette évaluation ont été mises en application en 2005. Un instrument de l'ONUDI de plus en plus prometteur pour réduire les disparités sociales et régionales est le programme relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat, qui s'est étendu à tout le pays avec des centres de liaison. Un nouveau programme a été approuvé pour Shanghai et la région du delta du fleuve Yangzi (première phase). Il est financé par l'organisme homologue de l'ONUDI en Chine, Shanghai Industrial Investment (Holdings) Co., Ltd. Harbin, capitale de la province de Heilongjiang (région du Nord-Est (Dongbei)), où les niveaux de revenus sont relativement bas par rapport au Sud-Est) a également manifesté de l'intérêt pour un programme relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat et Chongqing prépare la deuxième phase. Le programme relatif aux bourses de sous-traitance et de partenariat répond ainsi à une des premières priorités du Gouvernement chinois dans le domaine du développement économique et social. Dans ce contexte, le Gouvernement a incorporé dans des parties de son onzième plan quinquennal certaines suggestions du rapport publié en octobre par l'ONUDI sur l'amélioration de la compétitivité industrielle et la situation de l'emploi en Asie occidentale.

Cette année a été marquée par l'approbation et la mise en œuvre de grands projets d'élimination des bromométhane dans le secteur du tabac, ce qui permettra à l'ONUDI de cesser ses interventions dans ce secteur en 2006. Le projet portant sur un plan d'application national sur les polluants organiques persistants, d'un montant de 4 millions de dollars, a accompli des progrès considérables et sera présenté en janvier 2006. En République démocratique populaire de Corée, le programme intégré de renforcement du secteur de l'industrie agroalimentaire a nettement progressé, avec le lancement d'un projet visant à créer, dans le comté de Songchon, une unité de transformation du lait de chèvre alimentée par un générateur hydroélectrique. Une mission d'information effectuée en Mongolie en décembre a permis de déclencher une demande officielle d'un programme intégré, qui est en cours d'élaboration. Le projet relatif aux polluants organiques persistants visant à faciliter la prise de mesures rapide en vue de l'application de la Convention de Stockholm a été finalisé et le Gouvernement mongol attend avec intérêt que l'ONUDI participe à la phase de mise en œuvre.

E. Europe et nouveaux États indépendants

Dans le cadre de son programme régional de prévision technologique, l'ONUDI a mis en œuvre des programmes de formation en Fédération de Russie, Hongrie, République tchèque et Turquie. Destinés aux organisateurs, aux praticiens, aux décideurs et aux spécialistes institutionnels de la prévision, ces programmes ont fourni des connaissances de base sur l'application des outils de prévision technologique dans la prise de décisions stratégiques en vue du développement technologique, les modalités de mise en œuvre d'initiatives de prévision technologique, les méthodologies disponibles, l'expérience et les perspectives dans ce domaine dans la région.

Pour appuyer la mise en œuvre du programme, l'ONUDI a créé un centre virtuel régional de prévision technologique. Organisé en réseau d'institutions et de personnes, le centre donnera des conseils et coordonnera les activités de prévision technologique, fera établir des études, organisera des programmes de formation et des réunions de sensibilisation, recueillera et transmettra des informations, gèrera un portail et une base de données sur l'Internet, et fournira des services aux partenaires institutionnels.

Des projets visant à promouvoir une production plus propre ont démarré en Arménie, en ex-République yougoslave de Macédoine et en Serbie-et-Monténégro. Ils contribueront à renforcer la compétitivité et la productivité industrielle, et à promouvoir un progrès social durable compatible avec la protection de l'environnement. Ils favoriseront la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement, fourniront aux entreprises nationales les outils nécessaires pour faciliter leur accès aux marchés nationaux et régionaux avec des produits écologiques, et amélioreront leur capacité à bien négocier leur position sur les marchés mondiaux.

Le cadre général de services 2003-2005 pour la Fédération de Russie est en voie d'achèvement. Il a grandement contribué à promouvoir de manière durable le traitement des aliments, le développement de la technologie, l'industrie de la chaussure, le développement des PME, la production plus propre et le développement régional.

L'ONUDI a également entamé en Fédération de Russie la mise en œuvre d'un projet financé par l'Union européenne pour élaborer des méthodologies de statistiques des technologies de l'information et de la communication. Ce projet a pour objectif d'assurer la conformité et la comparabilité avec les concepts, définitions et méthodologies utilisés au niveau international, d'introduire des techniques et des outils modernes de collecte de statistiques des technologies de l'information et de la communication, d'appuyer les entreprises, les utilisateurs des technologies de l'information et de la communication et d'autres partenaires économiques dans l'exploitation des statistiques en vue d'améliorer leurs capacités d'analyse et de prise de décisions.

En coopération avec le Gouvernement hongrois et l'organisation gouvernementale britannique UK Trade and Investment, l'ONUDI a organisé à l'intention de participants des nouveaux États Membres de l'Union européenne, des pays adhérents, des pays candidats et d'autres pays, un séminaire sur le lien entre les mécanismes de Kyoto basés sur des projets et le système européen d'échange de droits d'émission. Le séminaire a donné l'occasion aux entreprises et à l'industrie de mieux comprendre et mieux opérationnaliser les échanges de droits d'émission dans le cadre du Protocole de Kyoto, afin de promouvoir une réduction efficace des gaz à effet de serre.

Après avoir aidé la Roumanie à élaborer un plan national d'élimination des polluants organiques persistants conformément à la Convention de Stockholm, l'ONUDI s'est lancée dans un projet relatif au rejet des biphenyles polychlorés. Financé par le Fonds pour l'environnement mondial, le projet aidera à réduire les risques sur la santé humaine de ces substances et à éviter de futures émissions en Roumanie.

En Croatie, l'ONUDI met en œuvre un projet visant à introduire la production de biodiesel comme source d'énergie renouvelable afin de réduire la consommation de combustibles fossiles et les émissions de CO₂, et d'accroître la rentabilité du secteur agricole. Dans ce cadre, la faisabilité d'une usine de production de biodiesel a été évaluée, des conseils ont été donnés pour permettre de prendre des décisions en pleine connaissance de cause sur la chaîne de production et le modèle économique appropriés à adopter.

En Ukraine, l'ONUDI a continué à apporter une assistance à la ville de Lviv dans les domaines de la gestion de l'environnement et de l'aménagement des réseaux d'eau et d'égouts. S'appuyant sur les résultats obtenus au cours de la première phase, le projet vise actuellement à renforcer le centre d'aménagement des canalisations, à élaborer un plan directeur pour la remise en état des réseaux d'eau de la ville et à présenter aux entreprises locales de nouvelles approches et technologies de remise en état des canalisations d'eau.

Le Centre international pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène (CITEH), créé en Turquie en 2004 grâce à des contributions de ce pays qui devraient atteindre 40 millions de dollars sur la période de cinq ans prévue pour le projet, élabore actuellement un certain nombre de projets axés sur la production d'hydrogène "vecteur d'énergie propre", les petites centrales hydroélectriques en Chine, l'énergie solaire en Jamahiriya arabe libyenne, l'énergie éolienne en Argentine et la biomasse en Inde.

En coopération avec le PNUD, un comptoir de l'ONUDI, ouvert à Yerevan (Arménie), élabore actuellement des projets de coopération technique de l'ONUDI axés sur plusieurs domaines stratégiques.

F. Amérique latine et Caraïbes

Suite à l'accord de coopération avec le PNUD, l'ONUDI s'est engagée dans une nouvelle forme de représentation en Amérique latine et dans les Caraïbes avec la nomination, dans les comptoirs qu'elle a ouverts dans les locaux du PNUD en Bolivie, en Équateur et au Nicaragua, de trois responsables de ses opérations, chargés pour l'essentiel de l'élaboration des programmes.

Des mémorandums d'accord ont également été signés en Argentine avec le Ministère de la planification générale, de l'investissement public et des services dans le domaine de la coopération technique, avec la province de Córdoba en vue d'établir un cadre de coopération pour le secteur de la haute technologie et avec la province de Buenos Aires pour la fourniture par l'ONUDI de services de consultants qui seront financés au titre d'un prêt de la Banque mondiale. Un mémorandum d'accord signé avec l'Organisation des États américains a porté sur l'établissement d'un cadre de coopération.

Dans la région, des programmes intégrés étaient exécutés dans les quatre pays suivants: Colombie, Cuba, Équateur et Guatemala. À l'issue d'une évaluation indépendante, un plan

de transition en vue de l'élaboration de la deuxième phase du programme intégré pour la Colombie, dont les activités devraient démarrer début 2006, a été approuvé.

La deuxième phase du programme intégré pour Cuba a été signée et les activités ont démarré. Outre les volets relatifs au développement de l'entrepreneuriat, à l'énergie et à l'agro-industrie, un grand volet qui porte sur la gestion des déchets solides à la Havane et est intégralement financé par la Suisse est actuellement en cours d'exécution.

En Équateur, la mise en œuvre du projet s'est poursuivie avec la participation active et le cofinancement du Gouvernement. En particulier, le volet relatif au renforcement des capacités commerciales est passé à un stade plus avancé avec la création d'un groupe d'études industrielles au sein du ministère agissant comme interlocuteur. La première phase était en passe d'être achevée, avec une évaluation indépendante des résultats obtenus à ce jour et l'élaboration ultérieure d'une deuxième phase prévue pour début 2006.

Dans le programme intégré pour le Guatemala, la remise au Gouvernement d'un laboratoire complet de métrologie a marqué la fin de la première phase. Compte tenu de l'évaluation positive, la deuxième phase devrait être négociée début 2006.

S'agissant des polluants organiques persistants, les activités habilitantes relatives à l'élaboration de plans nationaux de mise en œuvre en Bolivie ont été finalisées et le projet de suivi soumis au secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial.

Des missions de formulation de programmes se sont penchées sur la situation précaire à Haïti, le seul PMA de la région, et des activités concrètes de coopération technique devraient démarrer en 2006.

Des missions de programmation ont été effectuées en Bolivie (traitement des fruits et solutions d'énergie renouvelable pour la région de Chapare), Équateur (traitement des fruits) et Paraguay (compétitivité industrielle).

Dans toute la région, l'ONUUDI a continué de faire une large place, dans les activités de coopération technique, à son programme d'application du Protocole de Montréal, avec de nouvelles approbations qui ont atteint des niveaux records.

G. Coopération Sud-Sud

Les différents chapitres du présent rapport confirment qu'une vaste gamme des activités de l'ONUUDI comportent des éléments de la coopération Sud-Sud. En 2005, les exemples comprennent notamment le système régional d'accréditation et de certification, de normalisation et de qualité, dans le cadre duquel les pays arabes d'Afrique ont mis des experts à la disposition des pays d'Afrique de l'Ouest membres de l'UEMOA. Des activités de promotion des investissements comportent aussi des éléments de coopération Sud-Sud, comme on l'a vu avec la Foire internationale du commerce et de l'investissement de la Chine, où ont été présentées 380 possibilités d'investissement en Afrique. En collaboration avec la Chine et l'Inde, l'ONUUDI a renforcé la coopération Sud-Sud dans le domaine du transfert de la technologie de construction de logements bon marché en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'Inde a également accueilli une réunion de groupe d'experts qui a

sensibilisé les décideurs et experts africains à l'état d'avancement des technologies de gazéification de la biomasse et aux possibilités qu'elles offrent.

Soulignant l'importance qu'accordent les États Membres de l'ONUDI à la coopération Sud-Sud, la Conférence générale, à sa dixième session, a recommandé que le forum sur le développement industriel qui sera organisé à sa onzième session ait pour thème "Développement industriel, commerce et atténuation de la pauvreté au moyen de la coopération Sud-Sud". Conformément à cette recommandation, le forum organisé à la onzième session s'est penché sur ce sujet.

Un document thématique du forum a mis en exergue les principales questions relatives à la coopération Sud-Sud (commerce industriel, technologie et flux d'investissement, négociations commerciales mondiales) ainsi qu'une réponse commune à la réduction de la pauvreté. Par la suite, les principaux éléments déterminants ont été développés dans un rapport plus détaillé intitulé "Développement industriel, commerce et atténuation de la pauvreté au moyen de la coopération Sud-Sud" comme document de travail du forum.

Les délibérations se sont poursuivies dans le cadre de deux tables rondes au cours desquelles les secteurs public et privé ont fait des présentations sur:

- Promotion du commerce par le renforcement des capacités industrielles; et
- Coopération en matière de transfert de technologie.

Inversion de rôles: coopération Sud-Nord

La technique agricole du sursemis offre une occasion intéressante de transférer le savoir-faire et la technologie des pays en développement vers les pays développés. L'Argentine et le Brésil viennent en tête dans le monde dans l'application de cette technique, mise au point pour améliorer l'utilisation de ressources naturelles dans l'agriculture. En minimisant la perturbation de la structure et de la composition des sols, cette pratique réduit aussi l'érosion et la contamination de l'eau tout en maintenant des niveaux de revenu pour les agriculteurs. Dans le cadre du programme de l'ONUDI consacré au redressement du secteur industriel argentin, une mission de producteurs de machines agricoles argentins a présenté les avantages que peut offrir le sursemis en Europe. L'intérêt manifesté, par exemple par l'Association italienne pour une gestion durable des sols, montre que le savoir-faire et la technologie disponibles en Argentine peut contribuer de manière appréciable à combler un vide dans les pays développés. Plus de 200 réunions d'affaires ont été organisées et avaient pour objectif d'établir des accords en vue du transfert vers leurs homologues européennes de solutions techniques mises au point par des entreprises argentines.

H. Représentation hors Siège

La nouvelle initiative lancée en 2004 pour élargir le réseau des bureaux extérieurs de l'ONUDI a atteint sa phase d'exécution au cours des premiers mois de 2005. L'objectif visant à faire participer davantage les partenaires de l'Organisation et à améliorer la coopération au sein du système, notamment avec le PNUD, grâce à des initiatives de programmation conjointe sur le terrain, a été officialisée au cours de l'année par l'ouverture effective de comptoirs de l'ONUDI.

Depuis qu'elle a été lancée, cette initiative a fait l'objet de nombreux rapports aux organes directeurs. À la fin de 2005, 12 nouveaux comptoirs au total avaient été ouverts (5 en

Afrique, 1 dans les pays arabes, 2 en Asie et dans le Pacifique, 1 en Europe et dans les nouveaux États indépendants, et 3 en Amérique latine et dans les Caraïbes). Vers la fin de l'année, 5 autres comptoirs devaient être ouverts et devenir opérationnels. En conséquence, en 2005, l'ONUUDI a renforcé sa présence physique sur le terrain d'environ 40 % et était présente à travers des bureaux et comptoirs dans 42 pays au total. En ce qui concerne la programmation conjointe, l'ONUUDI a, au cours de la même période, lancé ou élaboré au total 10 programmes conjoints dans le domaine du développement du secteur privé. La mise en œuvre de l'ensemble de l'initiative, y compris son suivi, son évaluation et ses ajustements nécessaires, se poursuivront au cours de l'exercice biennal 2006-2007.

Le personnel des bureaux pour les régions au Siège et les représentants sur le terrain ont continué à assumer leur rôle de chefs d'équipe pour les programmes intégrés et les cadres généraux de services. La facilitation de la coordination et de la supervision nécessaires des programmes et projets exécutés dans les différents pays desservis et les pouvoirs accrus délégués aux bureaux extérieurs ont permis aux États Membres de profiter davantage d'un mode opératoire plus cohérent. L'accroissement de l'autonomie financière, par la gestion de comptes d'avances temporaires, a également contribué à améliorer encore l'efficacité des bureaux extérieurs, ce qui a par ailleurs été nettement bénéfique pour l'exécution des projets sur le terrain.

Enfin, l'ONUUDI a également veillé à ce que la quasi-totalité des bureaux extérieurs modernisent leur infrastructure et obtiennent les équipements de sécurité additionnels nécessaires pour se conformer aux normes minimales de sécurité opérationnelle applicables à leurs lieux d'implantation.

IV

Activités de forum mondial

En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'ONUDI a une double responsabilité: a) fournir des services de coopération technique susceptibles d'accroître la productivité et la croissance industrielles; et b) exercer des fonctions de forum mondial afin de générer et de diffuser des connaissances sur les processus d'industrialisation et leurs incidences sur la productivité et la croissance économique, ainsi que de lancer et conduire des débats sur de tels mécanismes de développement.

Les activités de forum mondial se nourrissent de la recherche conduite au sein de l'Organisation et en collaboration avec elle ainsi que de toute l'expérience accumulée dans le cadre de ses vastes activités de coopération technique. L'objectif des travaux de recherche de l'ONUDI est de répondre à des problèmes prioritaires spécifiques et de renforcer les fondements analytiques de son programme de coopération technique.

Les paragraphes qui suivent mettent en lumière des activités portant plus particulièrement sur le programme relatif aux statistiques industrielles, le programme de recherche pour le cadre de programmation à moyen terme 2004-2007 et d'autres activités de recherche, y compris la production de la publication phare de l'ONUDI, le *Rapport sur le développement industriel*, et les partenariats de recherche.

A. Statistiques industrielles

Au sein de la communauté mondiale des statisticiens, l'ONUDI est seule responsable de la compilation, du stockage et de la diffusion de statistiques industrielles structurelles ayant une portée mondiale. À ce titre, elle a mené à bien le cycle 2005 de collecte annuelle des principales statistiques industrielles en coopération avec l'OCDE. Elle a amélioré la comparabilité internationale des données communiquées par les pays et les a incorporées dans ses bases de données avant de les diffuser dans le monde entier sous plusieurs formes (voir appendice P). En outre, elle a mis à jour sa base de données de séries chronologiques à prix constants de la valeur ajoutée manufacturière au niveau des sous-secteurs sur lesquelles se fondent les estimations d'agrégats internationaux concernant la valeur ajoutée manufacturière détaillée. Chargée au niveau interinstitutions de l'élaboration et de la promotion d'une méthodologie et d'une pratique types pour les opérations de statistiques, l'ONUDI, en conjonction avec la Division de statistique des Nations Unies, a joué un rôle de premier plan dans l'établissement du rapport pour la Commission de statistique des Nations Unies en vue de l'examen en 2006 du programme relatif aux statistiques industrielles et dans l'élaboration de deux nouveaux manuels des Nations Unies sur les statistiques industrielles structurelles et les indicateurs de production industrielle. L'Organisation a également mené des activités de coopération technique en Arabie saoudite, au Ghana et

au Sri Lanka en vue du renforcement des capacités dans le domaine des opérations relatives aux statistiques industrielles.

Dans le cadre de ses travaux statistiques, l'ONUDI a modifié, mis à jour et diffusé sur CD-ROM le tableau de bord du développement industriel qui était publié jusqu'ici dans le *Rapport sur le développement industriel*. Le tableau de bord vise à évaluer et suivre la performance compétitive de l'industrie dans divers pays et à établir des comparaisons internationales.

B. Programme de recherche pour le cadre de programmation à moyen terme

Les travaux de recherche ont donné des résultats significatifs dans chacun des quatre volets du programme de recherche de l'ONUDI qui avait été présenté à la dixième session de la Conférence générale en 2003 à l'occasion de l'examen du cadre de programmation à moyen terme, 2004-2007.

Le volet de recherche 1 vise à fournir une analyse comparative de la performance des pays en développement en matière de productivité. À cette fin, un vaste projet de recherche intitulé "Résultats de la productivité dans 17 pays" a été exécuté. Depuis son lancement en 2004 jusqu'au 31 décembre 2005, ce projet a donné lieu à un certain nombre de documents de recherche et à un rapport détaillé. Le rapport, qui a été présenté à une manifestation tenue en marge de la onzième session de la Conférence générale, était intitulé "Productivité dans les pays en développement: tendances et politiques" et se fondait essentiellement sur des informations générales sur les pays tirées d'analyses comparatives et de 15 monographies nationales concernant quatre régions différentes, à savoir les pays arabes, l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne. Les documents de travail établis portent sur les concepts et les mesures de productivité et rendent compte de nombreux résultats empiriques. Un des résultats les plus notables est la création de la plus grande base de données mondiale sur la productivité qui se trouve actuellement sur le nouveau site Web détaillé de l'ONUDI consacré au thème de la productivité.

Le volet de recherche 2 est destiné à évaluer le rôle de la diffusion de la technologie dans l'amélioration de la productivité et le développement industriel écologiquement rationnel. En 2005, les activités de recherche ont été axées sur le deuxième aspect. Un projet qui visait à examiner l'adoption de techniques écologiquement rationnelles dans neuf pays en développement a montré que les facteurs déterminants à cet égard étaient spécifiques à l'entreprise. En effet, des facteurs tels que l'engagement en faveur de l'environnement, les capacités technologiques, la rentabilité et le degré de participation au capital jouent un rôle important dans l'adoption de technologies de pointe plus propres. Les politiques pour l'amélioration de la gestion industrielle écologique devraient par conséquent être axées sur certains de ces déterminants. Une version finale du rapport de recherche comprenant neuf monographies nationales sera publiée début 2006 conjointement par l'ONUDI et Edward Elgar.

Le volet de recherche 3 porte sur les choix politiques dans le cadre du nouvel ordre économique. Le projet de recherche en cours, intitulé "Biens publics pour le développement économique", fournit des outils modernes pour analyser les problèmes

collectifs qui sont imputables aux dysfonctionnements du marché dans des domaines tels que la gestion de l'environnement, l'intégration du marché, le transfert de technologies et la stabilité financière, et les incidences de ces problèmes aux niveaux national, régional et international. Les conclusions de ces travaux de recherche ont été discutées lors d'une conférence de l'ONUDI tenue à l'Université Harvard en septembre. Les documents de travail de la conférence sont disponibles sur le site Web de l'ONUDI. Les premières publications sur ce thème comprennent: *Regional innovation systems as public goods*, *Capacity-building to meet international standards as public goods* et *The role of intellectual property rights in technology transfer and economic growth: Theory and evidence*. Une publication intitulée *Public goods for economic development* qui récapitule tous les résultats ainsi que les principales informations contenues dans les documents de travail est en préparation.

Les travaux menés pour évaluer comment les chaînes de valeur mondiales peuvent le mieux contribuer au développement industriel ont donné lieu à de nombreux documents de recherche portant sur de nouveaux secteurs et de nouvelles questions. Un volume complet, *Global value chains and production networks: Prospect for upgrading by developing countries*, est en préparation. Il fournira des informations exhaustives et présentera les mesures recommandées pour l'analyse des chaînes de valeur mondiales et son application à divers secteurs, tels que l'agroalimentaire, le cuir, le textile et l'habillement, le bois, l'automobile et l'électronique. De nouveaux documents de travail dans la même série, tels que *GVCs in the agrifood sector* et *Decoding organic standard-setting and regulation in Europe*, sont en préparation.

Au titre du volet de recherche 4 est exécuté un projet visant à examiner et à évaluer l'importance des stratégies de responsabilité sociale d'entreprises et tous les problèmes connexes auxquels sont confrontés les PME pour accéder à de nouveaux marchés comme il est indiqué au point D (Université Harvard) ci-dessous.

C. COMPID

Le programme de recherche stratégique intitulé "Combattre la marginalisation et la pauvreté par le développement industriel" (COMPID), lancé pour une durée de trois ans et axé sur les pays à faible revenu exclus des avantages de la mondialisation, a été conclu avec succès.

Lancé dans le cadre de la réponse de l'ONUDI au défi que pose la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, l'intention première de ce programme de recherche financé par le Danemark était de fournir des informations et des connaissances susceptibles d'améliorer l'efficacité et l'impact des activités de l'Organisation dans les pays à faible revenu, en ce qui concerne tant l'assistance technique que les activités de forum mondial. C'est pourquoi l'accent a été mis avec force sur la troisième et dernière phase du projet au cours de laquelle les résultats généraux des recherches obtenus dans les deux premières phases ont permis de dégager les implications qui en découlaient pour l'ONUDI. Les conclusions et les incidences pour l'ONUDI ont été présentées et examinées lors d'une réunion consultative en avril. La prochaine étape prévoit notamment l'application de certaines recommandations dans les activités de coopération technique, les séminaires, les ateliers et les autres travaux de recherche.

D. Partenariats de recherche

Des accords de coopération ont été conclus avec des établissements de recherche de premier plan afin de renforcer les activités à titre de forum mondial menées par l'Organisation.

Université Complutense

L'ONUDI a mis au point un programme de recherche en coopération avec l'Université Complutense de Madrid. Les objectifs étaient de mettre l'accent sur le stock actuel de connaissances dans le domaine des biens publics et d'identifier ceux qui sont considérés comme essentiels pour promouvoir le développement économique des pays en développement mais qui sont rares, ce qui a eu une incidence sur la vitesse et la qualité de ce développement. L'objectif final était de formuler des propositions et des recommandations concrètes sur les mesures à prendre aux niveaux local, national, régional et international. À l'échelon international, une importance particulière a été accordée au rôle du système multilatéral et de l'ONUDI.

Université Harvard

Un projet en coopération avec l'Université Harvard a été lancé en septembre 2004. Il vise à examiner et évaluer l'importance des stratégies de responsabilité sociale de l'entreprise et des problèmes qui se posent à cet égard aux PME qui s'efforcent d'avoir accès à de nouveaux marchés. Il servira aussi à repérer les sous-secteurs industriels pour lesquels l'adoption par les PME de pratiques de responsabilité sociale est susceptible d'accroître leurs parts de marché à cause de la préférence des acheteurs pour la consommation responsable et durable. Le projet, qui devrait être achevé début 2006, traitera aussi des relations qui existent au niveau de l'entreprise entre la responsabilité sociale d'entreprise, les alliances d'entreprises et les types novateurs de partenariat entre le public et le privé.

Université de Californie à Berkeley

Un mémorandum d'accord a été signé entre l'ONUDI et l'Université de Californie à Berkeley en mars. Les travaux de recherche conjoints prévus dans ce mémorandum d'accord contribueront au programme de recherche de l'ONUDI pour le cadre de programmation à moyen terme, 2004-2007. Ils comprendront des projets de recherche exécutés par des équipes constituées d'étudiants de troisième cycle et de membres du corps enseignant ainsi que des conférences et des stages de formation sur les aspects technologiques.

La deuxième conférence sur le thème "Comblé le fossé" a été organisée conjointement par l'ONUDI et l'Université de Californie en avril. Elle était axée sur la technologie, l'innovation et l'apprentissage dans les pays en développement. En outre, elle a été l'occasion pour les étudiants de troisième cycle de présenter les résultats des projets exécutés dans le cadre du programme de coopération.

E. Rapport sur le développement industriel

Le *Rapport sur le développement industriel 2005*, intitulé *Capability-building for catching-up: Historical, empirical and policy dimensions* et publié en novembre, examine les besoins des pays en développement en matière de renforcement des capacités pour combler le fossé économique et technologique. Dans une section spécialement consacrée à la question, le rapport évalue les enseignements tirés des efforts déployés jusqu'à ce jour pour combler le fossé. À la lumière de ces efforts, il propose un cadre d'analyse des politiques opérationnelles ainsi qu'une méthodologie d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités, comblant ainsi une lacune majeure dans l'état actuel des connaissances du développement économique. Le rapport comprend également une section sur le suivi et l'évaluation des tendances industrielles mondiales, dans la tradition des rapports précédents.

F. Conférence internationale sur l'innovation et l'apprentissage dans les villes et régions dynamiques

Cette conférence a été organisée par l'ONUUDI en coopération avec le Gouvernement de la République de l'Inde et le Gouvernement de l'État indien de Karnataka à Bangalore en juillet. Plus de 250 délégués ont examiné les systèmes de gouvernance des villes et régions dynamiques en Afrique du Sud, en Chine, au Costa Rica, en Inde, en Indonésie, au Mexique et en République de Corée. Des monographies internationales établies dans le cadre d'initiatives de l'Union européenne ont été présentées comme modèle pour les pays en développement. Sur la base des présentations faites et des discussions menées lors de la conférence, les participants ont adopté la Déclaration de Bangalore, qui met l'accent sur le rôle de l'innovation et de l'apprentissage dans le développement de villes et régions dynamiques. La Déclaration souligne en outre l'importance des "technopreneurs" dans le développement dynamique des villes et la nécessité de continuer à explorer les moyens de transformer le "savoir-faire" en matière de technologie et d'innovation en "faire savoir" pour les PME et autres parties prenantes.

G. Activités conjointes avec certaines organisations multilatérales

L'ONUUDI a renforcé sa coopération avec un certain nombre d'organisations multilatérales, l'accent étant mis sur l'élaboration de stratégies à l'appui de la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Elle a accordé une attention spéciale à l'Afrique par le biais de la promotion du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de son volet industriel, l'Initiative pour le renforcement des capacités productives de l'Afrique (IRCPA), tout en se consacrant pleinement aux domaines centraux que sont l'innovation, l'apport de valeur ajoutée et la compétitivité.

Les institutions suivantes ont conclu des partenariats avec l'ONUDI: le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des employeurs africains, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que l'Université des Nations Unies et l'Institut pour les technologies nouvelles.

V

Gestion de la performance

L'amélioration de la performance, mesurée à l'aune de nombreux indicateurs, est un fait dont l'ONUDI peut, à juste titre, tirer fierté. Le présent chapitre donne des exemples éloquentes et examine également l'approche adoptée par l'Organisation pour s'employer à mesurer et à améliorer l'impact de ses activités en faveur des pays bénéficiaires.

A. Gestion axée sur les résultats

Programme et budgets, 2006-2007

La gestion axée sur les résultats ayant été introduite graduellement, ces deux dernières années, comme un moyen d'institutionnaliser l'amélioration de la performance, l'élaboration du projet de programme et de budgets en application des principes et des concepts de ce type de gestion a constitué une étape importante en 2005. La retraite de la Direction en décembre 2004, consacrée exclusivement à la gestion axée sur les résultats, a permis de faire un travail de fond considérable en vue de l'élaboration du projet de programme et de budgets pour le prochain exercice biennal. Pour faire bien comprendre au personnel les principes de ce type de gestion et leur application, une approche participative a été adoptée et on a fait appel à des spécialistes externes ayant une expérience approfondie en matière d'introduction de la budgétisation axée sur les résultats dans le système des Nations Unies.

Après des débats internes exhaustifs, des lignes directrices générales ont été établies en vue de l'adoption d'une approche commune et interactive pour l'élaboration de propositions de programmes et de budgets. Dans ce contexte, l'établissement des propositions de programmes et de budgets a été une étape importante vers l'adoption d'une culture nouvelle de gestion, axée sur les résultats et allant au-delà de l'exécution des activités – une avancée reconnue aussi bien par les organes directeurs que par le Commissaire aux comptes.

L'introduction de la gestion axée sur les résultats dans une organisation exige la mise en place d'une culture interne axée sur les résultats. À cette fin, les fonctionnaires à tous les niveaux doivent se familiariser avec les concepts et les modalités de ce type de gestion et prendre conscience de ses avantages et ses implications pour leur travail. Dans cet esprit, on s'est attaché à l'intégrer davantage dans tous les domaines d'activité. Durant la deuxième moitié de 2005, et avec l'appui de spécialistes externes, une série de réunions ont été organisées au Siège en vue d'examiner avec les principaux acteurs, y compris les hauts fonctionnaires sur le terrain, les mesures nécessaires pour faire avancer la gestion axée sur les résultats au Siège et sur le terrain. Des mesures spécifiques visant à garantir la fiabilité de l'approche ont été arrêtées.

Défis à relever en 2006

La gestion axée sur les résultats est un processus évolutif qui prend du temps pour parvenir à un stade où les décideurs peuvent tirer parti des résultats pour prendre des décisions. L'Organisation s'est engagée à institutionnaliser la gestion axée sur les résultats et, forte de l'expérience acquise, elle continuera d'affiner les résultats et les indicateurs de performance, d'identifier les sources de données et les moyens de collecte de données, de mettre au point les systèmes nécessaires et de communiquer des informations qui permettront aux différentes parties prenantes de prendre des décisions éclairées. Les enseignements tirés de ce processus aideront également l'Organisation à mieux présenter son programme et ses budgets pour 2008-2009 qu'elle commencera à élaborer fin 2006. On note également que des facteurs externes, tels que la disponibilité d'informations au niveau national et les données de base, pourraient avoir des incidences sur l'établissement de rapports à ce stade de l'application de la gestion axée sur les résultats.

Lignes directrices pour les programmes et projets de coopération technique

Des mesures spéciales ont été prises pour appliquer pleinement les principes de la gestion axée sur les résultats dans les activités de coopération technique, notamment l'élaboration de nouvelles lignes directrices pour la coopération technique qui permettent de veiller à ce que les processus internes influent de façon positive sur la performance de l'organisation et que les ressources financières soient utilisées de façon rationnelle et efficace pour financer des activités prioritaires donnant des résultats clairement identifiables et mesurables. Les lignes directrices visent en outre à assurer l'élaboration et l'exécution d'activités de coopération technique qui ont un impact sur le développement économique, grâce à l'harmonisation effective des politiques et priorités générales de l'ONUDI avec les besoins et les plans de développement des pays bénéficiaires au titre des stratégies de réduction de la pauvreté, et prévoient une interaction avec d'autres organisations internationales et multilatérales dans le cadre des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, des organismes nationaux et bilatéraux de coopération technique ainsi que des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile.

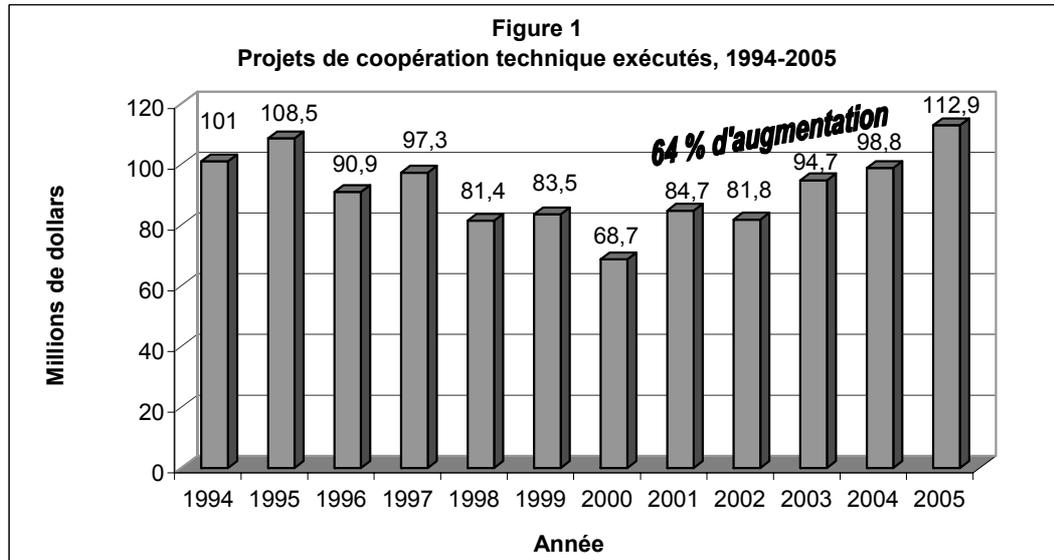
Parmi les thèmes abordés à l'occasion de la retraite élargie du Conseil de direction en décembre figurait un examen initial de l'application des lignes directrices environ six mois après leur mise en œuvre, à l'issue duquel des ajustements devraient être opérés en vue de nouvelles améliorations. Les lignes directrices affinées devraient être publiées au cours de la première moitié de 2006.

B. Résultats obtenus dans le domaine de la coopération technique

Amélioration de l'exécution

La figure 1 donne une analyse de l'exécution de la coopération technique de 1994 à 2005. À cet égard, il convient de noter que le mécanisme de financement par les ressources extrabudgétaires a considérablement évolué au fil des ans (par exemple, en 1994, les projets financés par le PNUD représentaient environ 26 % du montant total des projets exécutés contre seulement 1 % en 2005) et que les effectifs ont fortement

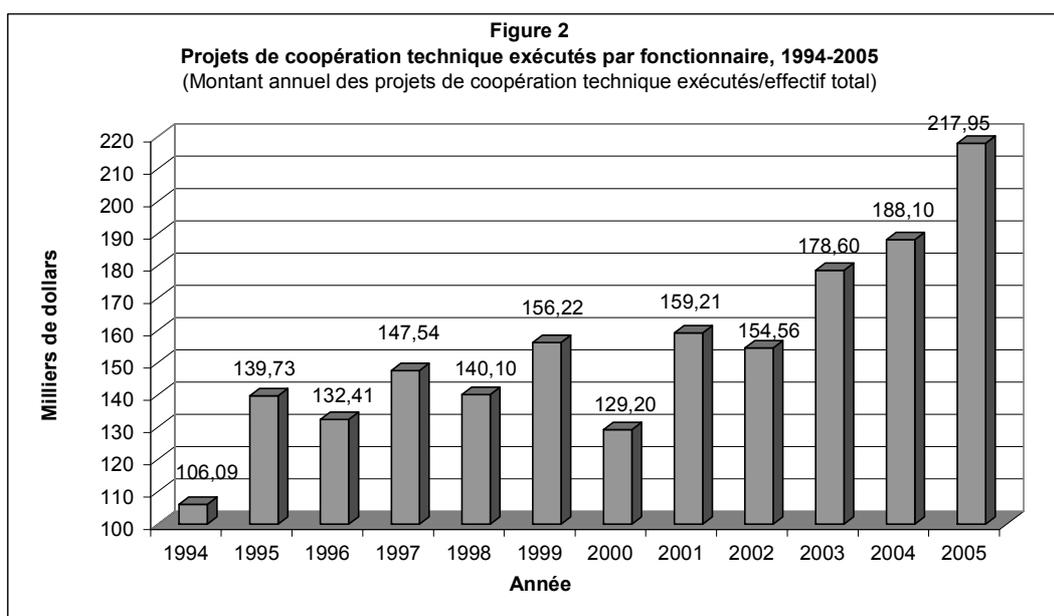
baissé (en 1994, le nombre de postes effectivement occupés au Siège s'établissait à 952 contre 517 en 2005, soit une baisse de 46 %).



En 2005, le taux d'exécution de projets de coopération technique a dépassé le niveau record précédent de 1995, ce qui confirme une inversion de tendance dans l'exécution des activités de coopération technique de l'ONUUDI. Elle montre en outre une augmentation d'environ 64 % par rapport à 2000. Les perspectives semblent donc encourageantes pour les années à venir.

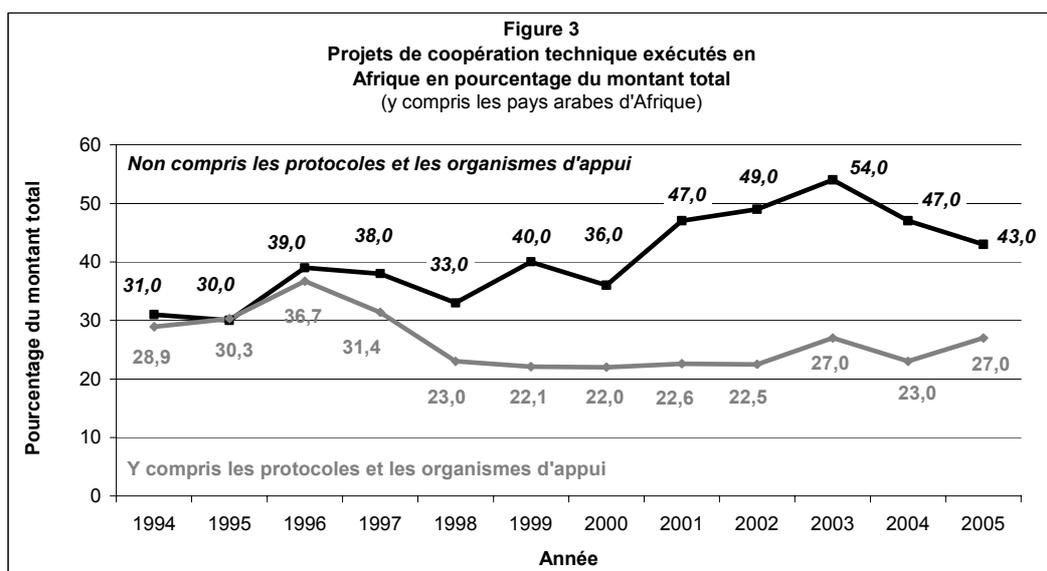
La productivité des fonctionnaires s'améliore

Comme le montre la figure 2, qui analyse le taux effectif d'exécution des projets par rapport au total réel des effectifs (administrateurs et agents des services généraux), la productivité par fonctionnaire s'est améliorée de 105 % depuis 1994, ce qui signifie qu'elle a plus que doublé. Par rapport à 1997, elle a progressé de 48 %, autre preuve de la volonté constante de la direction et des fonctionnaires de rendre l'Organisation plus efficace et plus productive.



Priorité à l'Afrique

Comme le montre la figure 3, on a continué à faire une place de choix aux projets de coopération technique en faveur de l'Afrique, notamment en faveur des pays arabes d'Afrique. En dépit de l'évolution du mécanisme de financement, le montant des projets exécutés dans cette région depuis 1998 représente entre 23 % et 27 % du montant total, non compris le montant des projets exécutés au titre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et des ressources spéciales pour l'Afrique.



Le montant des projets exécutés en 2005 a atteint 30,4 millions de dollars contre 22,7 millions de dollars en 2004 et 25,6 millions de dollars en 2003. Toutefois, si l'on exclut les fonds multilatéraux, les bureaux de promotion des investissements et de la technologie et les institutions similaires, le montant des projets exécutés en faveur de l'Afrique s'établit à 43 % en 2005, non compris le montant des projets exécutés au titre des ressources spéciales pour l'Afrique prévues dans le budget ordinaire. Bien qu'en pourcentage il représente une diminution de 4 % par rapport à 2004, le montant des projets exécutés en 2005 a augmenté de 3 millions de dollars (17,2 millions de dollars en 2005; 14,2 millions de dollars en 2004; 16,1 millions de dollars en 2003).

Quelques résultats des activités de coopération technique

Le tableau 1 présente quelques résultats obtenus ces dernières années en matière de coopération technique, mettant l'accent sur la promotion des investissements et les aspects des activités menées dans les domaines de l'environnement et des petites et moyennes entreprises. Dans la perspective de l'application des principes de la gestion axée sur les résultats dans le domaine de la coopération technique et dans le programme et les budgets pour 2006-2007, il est prévu de modifier graduellement les rapports sur l'exécution du budget ordinaire et sur les activités de coopération technique.

Tableau 1
Quelques résultats des activités de coopération technique, 2004-2005

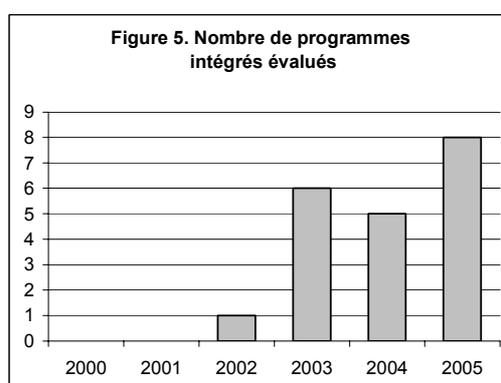
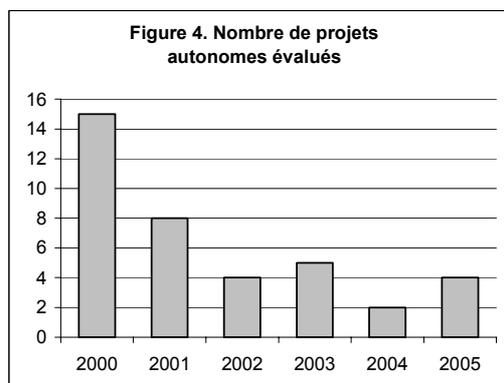
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Compétitivité de l'économie	Investissements: 221 millions de dollars	67 projets (39 pour l'Afrique, 39 pour les PME). Investissements: 78,6 millions de dollars en Afrique	Investissements: 304 millions de dollars	Investissements: 241,2 millions de dollars	Investissements: 245 440 000 dollars	Investissements: 486,3 millions de dollars dont 424 280 000 dollars par le réseau des bureaux de promotion des investissements et de la technologie
Environnement sain	Élimination de 4 000 tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone	Élimination de 2 480 tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone	Élimination de 3 370 tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone	Élimination de 5 650 tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone	Élimination de 6 300 tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone	Élimination de 9 385 tonnes de substances appauvrissant la couche d'ozone Introduction de techniques de production plus propres dans 50 entreprises de transformation alimentaire
Emploi productif	Démarrage de 563 PME Expansion de l'activité dans 1 160 PME Assistance à 1 191 femmes chefs d'entreprise Création d'environ 5 000 emplois grâce à la promotion des investissements	Démarrage de 428 PME Expansion de l'activité dans 1 306 PME Assistance à 1 207 femmes chefs d'entreprise Création d'au moins 2 732 emplois grâce à la promotion des investissements, dont 1 050 en Afrique	Démarrage de 512 PME Expansion de l'activité dans 1 432 PME Assistance à 1 609 femmes chefs d'entreprise Création d'environ 4 782 emplois grâce à la promotion des investissements	Démarrage de 434 PME Expansion de l'activité dans 1 844 PME Assistance à 2 003 femmes chefs d'entreprise Création d'environ 4 551 emplois grâce à la promotion des investissements	Démarrage de 268 PME Expansion de l'activité dans 3 033 PME Assistance à 3 443 femmes chefs d'entreprise Création d'environ 5 732 emplois grâce à la promotion des investissements	Démarrage de 296 PME Renforcement ou expansion de l'activité dans 2 704 PME Assistance à 3 359 femmes chefs d'entreprise Création d'environ 9 199 emplois grâce à la promotion des investissements, dont 8 149 par le réseau des bureaux de promotion des investissements et de la technologie Environ 200 centres créés ou entreprises renforcées dans le secteur des agro-industries Création ou sécurisation d'environ 1 675 emplois dans le secteur des agro-industries

Amélioration de la coopération technique grâce aux activités d'évaluation

L'accent mis par l'ONUDI sur l'évaluation de la coopération technique correspond à l'importance accrue accordée à l'évaluation à l'échelle du système. En particulier, le Sommet mondial 2005 a souligné qu'il importait d'améliorer en permanence les activités dans ce domaine. L'Assemblée générale des Nations Unies a encouragé tous les organismes du système à renforcer leurs activités d'évaluation et à promouvoir des approches concertées dans ce domaine en vue de mieux évaluer l'impact du système sur le développement.

Les figures 4 et 5 indiquent le nombre de projets autonomes et de programmes intégrés évalués depuis 1997 et montrent clairement le passage progressif de l'ONUDI vers les programmes intégrés comme principal mode de fourniture de services d'assistance

technique. En 2005, huit programmes intégrés et quatre projets autonomes ont été évalués.



En moyenne, un programme intégré représente un budget total pouvant atteindre plusieurs millions de dollars. Avec près de 30 millions de dollars, le cadre général de services pour la Chine est actuellement le plus grand programme de l'ONUDI. Le fait qu'il fasse partie des programmes évalués en 2005 porte le volume total des activités évaluées à plus de 50 millions de dollars. La tendance en faveur des programmes intégrés a donc entraîné une hausse significative des activités évaluées pour ce qui est du nombre de projets et du volume financier.

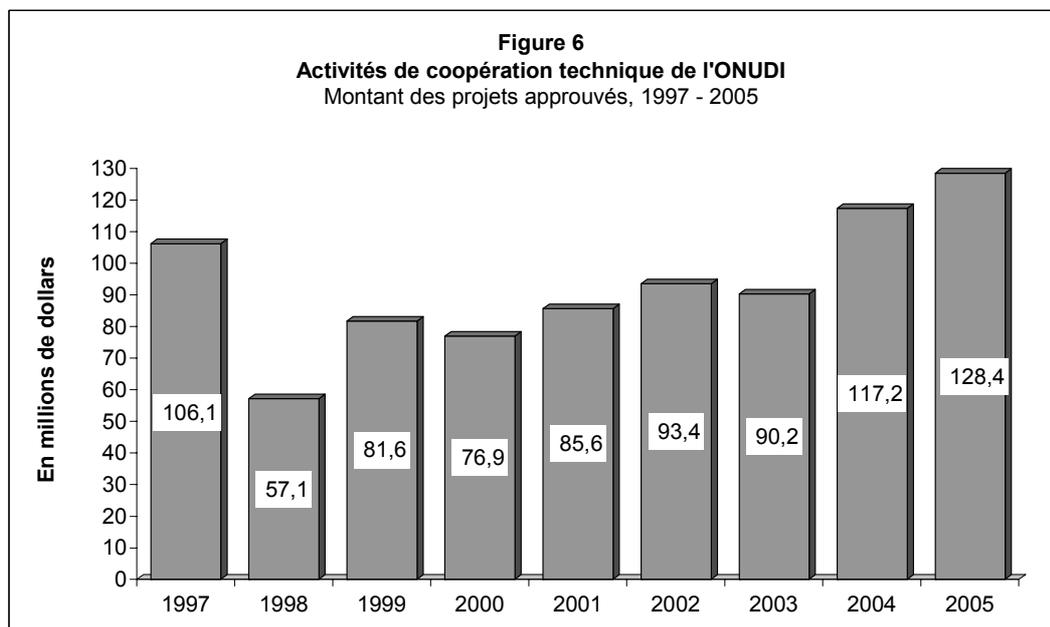
Par ailleurs, l'ONUDI a participé à l'évaluation conjointe du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Cette évaluation devrait permettre d'harmoniser davantage les procédures de l'Organisation et du Fonds, ce qui est essentiel pour accroître les ressources financières du Fonds dans le portefeuille de financement de l'ONUDI.

Le Groupe de l'évaluation a participé à l'élaboration des lignes directrices pour les programmes et projets de coopération technique et à l'introduction de la gestion axée sur les résultats. Il a également accordé une attention accrue à l'amélioration de ses propres procédures et produits d'évaluation en participant activement aux travaux du Groupe des Nations Unies sur l'évaluation, au rôle moteur qu'il joue en tant que coprésident de l'équipe spéciale du Groupe chargée de l'application de normes d'évaluation de qualité, à la publication par le Groupe des règles et normes des Nations Unies en matière d'évaluation, au projet de manuel sur la qualité définissant les normes de qualité du Groupe de l'évaluation et ses modes d'interaction avec les autres services de l'ONUDI. Ce manuel contient la nouvelle "matrice de qualité des programmes intégrés" qui permettra de mener des évaluations plus transparentes et de mieux orienter les consultants pour les évaluations externes.

C. Résultats obtenus en matière de financement

Enregistrant une progression d'environ 10 % (figure 6), le montant total net des programmes et projets de coopération technique approuvés au titre de l'ensemble des sources de financement s'est établi en 2005 à 128,4 millions de dollars contre 117,2 millions de dollars en 2004, ce qui représente le montant le plus élevé depuis 1990. Le montant des projets approuvés dépassant d'environ 16 millions de dollars celui des projets exécutés, le solde relatif aux projets en cours d'exécution a continué d'augmenter, ce qui devrait également entraîner une hausse du nombre de projets

exécutés. À plus long terme, le montant des projets approuvés était supérieur de 30 % à la moyenne des quatre années précédentes.



Les financements au titre du Fonds de développement industriel et des fonds d'affectation spéciale (presque tous de source gouvernementale) ont atteint 79,6 millions de dollars (non compris les dépenses d'appui). Le montant total des contributions de source gouvernementale (y compris les dépenses d'appui) se chiffrait à 87,8 millions de dollars, dont 5,6 millions de dollars provenaient des fonds d'affectation spéciale constitués par les pays "bénéficiaires". Accusant un accroissement de 23 % par rapport aux 62,8 millions de dollars de 2004, ce montant a été multiplié par deux en quatre ans pour atteindre le niveau le plus élevé de l'histoire de l'ONUUDI.

L'Italie reste l'État Membre qui verse la contribution la plus élevée, soit 15,9 millions de dollars (non compris les dépenses d'appui). La Turquie s'est classée en deuxième position en 2005, avec une contribution de 9,9 millions de dollars pour le Centre international pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène, suivie de la Commission européenne (8,2 millions), de la Suisse (7,6 millions) et de l'Autriche (5 millions de dollars). Parmi les autres bailleurs de fonds publics importants figurent l'Arabie saoudite, la Finlande, la France, l'Inde, le Japon et la Norvège qui ont chacun versé une contribution égale ou supérieure à 1 million de dollars. À côté de l'Arabie saoudite, de l'Inde et de la Turquie, la Chine, l'Égypte, la Fédération de Russie, le Nigéria, la République islamique d'Iran et le Soudan ont été parmi les pays bénéficiaires ayant versé des contributions importantes. En outre, près de 5,9 millions de dollars ont été versés au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Iraq, 700 000 dollars au titre des fonds posturgence pour l'Afghanistan et 3,2 millions au titre de trois projets financés par le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, alimenté par le Japon. On trouvera à l'appendice B la ventilation des projets approuvés au titre du FDI et des fonds d'affectation spéciale par région et par objet.

Les fonds mobilisés en 2005 pour les programmes intégrés et les cadres généraux de services au titre de l'ensemble des sources de financement ont atteint 39,6 millions de dollars.

Le montant net des projets approuvés au titre du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal s'est établi à 40 millions de dollars, montant le plus élevé depuis 1997, qui illustre les bons résultats que continue d'enregistrer l'Organisation. À côté du montant variable des projets approuvés au titre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les fonds versés par ces deux sources spéciales se stabilisent entre 40 et 50 millions de dollars par an.

Comme signalé l'année précédente, l'accent mis sur les priorités du développement mondial et la présentation plus claire des programmes de l'ONUDI visant à donner effet à ces priorités continuent d'avoir un effet positif considérable sur la mobilisation de fonds, en particulier de ceux des bailleurs de fonds publics. Cette tendance devrait se poursuivre, par une coopération plus étroite dans des priorités thématiques avec certains bailleurs de fonds et avec d'autres partenaires qui renforcent davantage le message.

En ce qui concerne le financement des priorités thématiques, la majeure partie des fonds sont allés à l'énergie et à l'environnement, soit 65,1 millions de dollars, dont 40 millions au titre du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal. Un montant de 39,2 millions de dollars a été consacré au renforcement des capacités et 15,4 millions de dollars à la réduction de la pauvreté au moyen d'activités productives. Enfin, le programme relatif à la sécurité humaine a mobilisé 9,8 millions de dollars, la plupart des activités menées à ce titre visant essentiellement à réduire la pauvreté.

La coopération avec le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine s'est intensifiée grâce à l'approbation de trois nouveaux projets pour le Bangladesh, la Guinée et le Malawi, et à d'autres projets prévus pour 2006. L'ONUDI continue également de coopérer avec le Fonds commun pour les produits de base, par le biais de nouveaux projets dans toute l'Afrique visant à améliorer le secteur des cuirs et peaux, à promouvoir le bambou par le marché et à poursuivre la production de sisal. Elle a engagé des consultations avec le Fonds pour participer au programme sur le coton en Afrique de l'Ouest, en cours d'élaboration en collaboration avec l'OMC.

D. Processus et contrôles internes

Services administratifs d'appui

Les efforts déployés pour réduire les frais de gestion de l'information et des communications ont abouti à la signature d'un accord important visant à faire assurer par l'ONUDC les services de maintenance et d'appui des systèmes de gestion des états de paie et des ressources humaines de l'ONUDI. Cette externalisation s'inscrit dans une stratégie à plus long terme de l'ONUDI et de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble tendant à réduire les dépenses grâce au partage, dans la mesure du possible, des ressources et des compétences en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle permet en outre à l'ONUDI de mieux faire face aux évolutions futures, à l'échelle du système, de la planification des ressources.

À côté des programmes en cours de mise à niveau des technologies de l'information et des communications, un certain nombre d'améliorations innovantes ont été mises en œuvre ou engagées:

- Un réseau privé virtuel en ligne d'authentification forte et qui permet à tous les fonctionnaires du Siège et des bureaux extérieurs d'avoir accès de manière sécurisée et conviviale aux technologies de l'information et de la communication à partir de n'importe quel navigateur Internet partout dans le monde;
- Un nouveau système informatisé de gestion des documents avec des fonctionnalités de saisie automatique pour réduire l'entrée de données par les utilisateurs;
- Le système de contrôle de l'exécution du budget a été perfectionné et élargi, notamment grâce à un système d'achat et de contrat et à un module d'évaluation du capital fixe aux fins d'inventaire;
- Élaboration d'une politique globale régissant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au sein de l'Organisation, dans le dessein de fournir aux utilisateurs un document qui définit clairement leurs droits, leurs responsabilités, les restrictions qui leur sont imposées et l'utilisation escomptée des technologies de l'information et de la communication et leur accessibilité; de veiller à ce que tous les fonctionnaires aient accès dans leur bureau à des technologies sûres, fiables et sécurisées; de garantir la sécurité, la disponibilité et la continuité de tous les systèmes informatiques sur lesquels reposent les procédures de fonctionnement de l'Organisation et de favoriser un flux contrôlable des informations et des données.

Le **Service des bâtiments** est géré par l'ONUUDI au nom des organisations internationales sises au Centre international de Vienne (CIV). Son budget pour 2004-2005, auquel contribuent toutes les organisations sises au CIV, s'élevait à environ 48 millions d'euros. Grâce à une gestion et des contrôles rigoureux, les dépenses de fonctionnement ont été réduites et parallèlement on a maintenu, voire amélioré, la qualité et/ou la quantité des services fournis. Les économies opérées sur les dépenses d'électricité et de maintenance par souci d'efficacité ont également joué un rôle majeur dans la réduction des coûts.

Les travaux de désamiantage dont l'objectif est d'éliminer les éventuels risques sanitaires que présentent les installations du CIV contenant de l'amiante constituent une activité importante. Ces travaux, essentiellement financés par le Gouvernement autrichien, entraînent l'évacuation des bureaux étage par étage, ce qui constitue une excellente opportunité de procéder à un certain nombre de travaux de rénovation et de réfection qui s'imposaient depuis longtemps: installation de nouveaux câblages pour les systèmes informatiques et l'infrastructure, remplacement des vitres, des appareils d'éclairage, des revêtements de sol, peinture et installation d'un tout nouveau système de protection complète, d'alarme et de détection des incendies.

Entre novembre 2004 et fin 2005, les travaux de désamiantage, de rénovation et de réfection effectués simultanément ont été achevés pour 18 étages dans deux bâtiments, et ils devraient être entièrement terminés d'ici à mi-2010.

Gestion des ressources humaines

L'ONUUDI continue d'offrir des possibilités de formation aux fonctionnaires dans les domaines traditionnels des programmes d'initiation, du perfectionnement des cadres et de la direction, de la mise à niveau des compétences techniques et générales, de l'utilisation de logiciels bureautiques et de l'amélioration des compétences linguistiques.

Pour satisfaire la demande croissante dans le domaine du développement organisationnel qu'impose la réalisation des objectifs du Millénaire pour le

développement et de ses objectifs stratégiques à long terme, l'ONUDI a élaboré et organisé un certain nombre d'ateliers et de séminaires bien ciblés. Afin d'appliquer les principes de la gestion axée sur les résultats au système d'évaluation du comportement professionnel, une série d'ateliers a été organisée à l'intention de plus de 60 fonctionnaires pour les aider à utiliser le nouveau système. D'autres ateliers ont été consacrés à l'application de l'approche du cadre logique pour améliorer la qualité de la formulation et de l'élaboration des programmes et des projets, et appuyer l'examen des lignes directrices relatives au cycle d'élaboration et de gestion des programmes et des projets. Un séminaire sur l'amélioration du développement et de la participation du secteur privé a porté sur l'avantage comparatif des activités de coopération technique de l'Organisation dans un environnement de plus en plus exigeant. Une autre activité d'apprentissage a servi de cadre à un échange de vues de haut niveau entre experts du monde entier. Enfin, deux programmes d'orientation généraux ont été mis en œuvre à l'intention des nouveaux chefs des opérations de l'ONUDI en vue de les intégrer dans l'Organisation.

Le programme de stages de l'ONUDI a atteint un niveau record avec 117 stagiaires totalisant 435 mois de stage. La bonne qualité du programme s'est manifestée dans la contribution de fond qu'ont apportée les stagiaires aux travaux de l'Organisation, ce qui a en même temps été une expérience utile pour leur perfectionnement professionnel.

Contrôle

Le Commissaire aux comptes note que les activités de contrôle sont utiles pour ce qui est de propager les principes du gouvernement d'entreprise, une large place étant faite à l'intégrité et à la responsabilité. Conformément à l'engagement pris par l'Organisation en faveur de ces principes, les activités de contrôle ont porté sur de nombreux domaines, y compris:

- **Institutionnalisation de la gestion axée sur les résultats:** Les travaux visant à institutionnaliser la gestion axée sur les résultats dans toutes les activités de l'Organisation se sont poursuivis, notamment en ce qui concerne le programme et les budgets pour 2006-2007, les activités de coopération technique, la formation des agents de liaison et d'autres fonctionnaires, la vision à long terme et l'élaboration d'un plan d'action pour la période 2005-2007.
- **Finalisation et affinement des lignes directrices pour la coopération technique:** Les lignes directrices pour la coopération technique couvrant le cycle des programmes et projets tout entier ont été finalisées en tenant compte des principes de la gestion axée sur les résultats. Elles ont permis d'améliorer encore la gestion des programmes et des projets de coopération technique; de simplifier les procédures; de normaliser les modes de présentation et les documents; d'introduire l'approche du cadre logique; de renforcer la délégation de pouvoirs et d'améliorer la responsabilité des résultats. Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de leur application, ces lignes directrices sont actuellement affinées avec le soutien du Groupe consultatif sur les comités d'approbation des programmes.
- **Contribution à l'évaluation de l'ONUDI:** Des informations détaillées ont été fournies aux fins de l'établissement du rapport publié en mars 2005 sur l'évaluation de l'ONUDI par le Ministère du développement international du Royaume-Uni et les travaux menés dans les domaines identifiés pour un suivi se sont poursuivis. Compte tenu de ses évolutions et de ses résultats, l'ONUDI a été considérée comme la meilleure des organisations normatives des Nations Unies et, d'après cette

évaluation, elle est l'une des plus efficaces des 23 organisations évaluées par le Ministère.

- **Élaboration et publication de documents d'orientation:** Un certain nombre de documents ont été établis, en tenant compte des meilleures pratiques tant au sein qu'en dehors du système des Nations Unies, notamment sur la sensibilisation à la fraude et la prévention de ce phénomène, la politique relative aux technologies de l'information et de la communication et l'évaluation des risques destinée à l'usage interne.
- **Affirmation du principe de la vérification unique:** Des efforts considérables ont été nécessaires pour garantir le respect du principe de la vérification unique, conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONUDI.
- **Conseil, suivi, évaluation et établissement de rapports:** Des rapports sur un certain nombre d'évaluations et d'examen ont été présentés à la direction en vue de faciliter la prise de décisions éclairées. Le suivi de l'exécution du budget de l'ONUDI et l'établissement de rapports sur ce sujet, notamment la formulation de recommandations sur des mesures correctives, ont permis à l'Organisation de réaliser divers objectifs d'efficacité.
- **Évaluations indépendantes et objectives** de la justification, de l'adéquation, de l'efficacité et de l'efficacé de diverses opérations au moyen de la vérification de la conformité des opérations financières et des activités exécutées au Siège et par les bureaux extérieurs, de l'inspection et de l'enquête.
- **Meilleure coordination des activités avec des entités et des agents de liaison externes:** Afin de mieux couvrir l'ensemble des activités de l'Organisation et veiller à un contrôle efficace, les activités ont été soigneusement coordonnées avec celles de l'équipe de vérification externe des comptes, ce qui a permis de mieux appliquer les recommandations du Commissaire aux comptes. Des liens étroits ont également été maintenus avec le Corps commun d'inspection et le Conseil des chefs de secrétariat en ce qui concerne les rapports établis par le Corps commun d'inspection.

Les résultats obtenus en 2005 montrent que l'Organisation est sur la bonne voie. Son attachement à l'amélioration de l'efficacité et de l'impact de ses services a suscité une confiance accrue de la communauté des donateurs, ce qui augure d'un avenir prometteur.

Appendices

TABLE DES MATIÈRES

- A. Statistiques opérationnelles
- B. Projets approuvés au titre des contributions volontaires
- C. État des programmes intégrés et cadres généraux de services
- D. Assistance technique fournie aux pays les moins avancés
- E. Programme ordinaire de coopération technique
- F. Répartition géographique des experts
- G. Activités de formation
- H. Accords, mémorandums d'accord et communiqués communs conclus en 2005
- I. Présentations de pays
- J. Achats
- K. Représentation hors Siège
- L. Composition du Secrétariat et informations relatives au personnel
- M. Perfectionnement du personnel
- N. Liste de publications produites
- O. Réunions d'experts, colloques, séminaires et autres réunions
- P. Statistiques industrielles

APPENDICE A

STATISTIQUES OPÉRATIONNELLES

Liste des tableaux

- 1A. Dépenses, 2002 à 2005
- 1B. Dépenses 2005, par donateur
2. Programmes de coopération technique: crédits approuvés au titre des projets et dépenses, 2002 à 2005
- 3A. Activités de coopération technique: projets approuvés en 2004 et 2005, par source de financement
- 3B. Activités de coopération technique: montant net des projets approuvés en 2005, par région et par source de financement
4. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2004 et 2005, par source de financement et par élément de projet
5. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2005, par module de services et par région
6. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique par région, 2002 à 2005
7. Activités de coopération technique: dépenses au titre des projets en 2005, par région
8. Dépenses imputées au budget ordinaire et au budget opérationnel par programme et par objet en 2005

Tableau 1A
Dépenses, 2002 à 2005

	2002	2003	2004	2005 ^g
	(En millions de dollars)			
Programmes de coopération technique ^a				
Budget ordinaire de l'ONUUDI ^b	1,6	4,7	4,9	5,2
Fonds du PNUD ^c	3,4	3,1	2,0	1,2
FDI	18,4	21,2	19,5	20,0
Protocole de Montréal	27,8	32,8	36,9	34,8
Fonds d'affectation spéciale autofinancés	2,3	5,3	3,5	4,2
Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	15,0	12,0	17,1	20,2
Fonds pour l'environnement mondial ^d		9,9	10,0	14,1
Autres fonds d'affectation spéciale ^e	13,1	5,6	2,6	7,4
Union européenne ^f			2,3	5,8
Total, programmes de coopération technique	81,6	94,6	98,8	112,9
	(En millions d'euros)			
Siège				
Budget ordinaire (à l'exclusion de la coopération technique) ^h	54,5	61,0	54,9	62,8
Dépenses d'appui aux programmes	10,9	8,5	8,7	7,6
Total, Siège	65,4	69,5	63,6	70,4

^a Le montant total s'élève en 2005 à 118,1 millions de dollars, y compris les ressources spéciales pour l'Afrique.

^b Y compris les dépenses au titre du programme ordinaire de coopération technique.

^c Comprend tous les fonds du PNUD, à l'exclusion des fonds PNUD/FEM.

^d Dépenses précédemment comptabilisées sous les rubriques "Autres fonds d'affectation spéciale" et "Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD".

^e Y compris les fonds du COMFAR, les projets financés par d'autres organismes et fonds des Nations Unies, le Fonds commun pour les produits de base, les activités cofinancées des services de promotion des investissements et les soldes non utilisés.

^f Dépenses précédemment comptabilisées sous la rubrique "Autres fonds d'affectation spéciale".

^g Dont les dépenses en euros consacrées aux projets s'élèvent à 4,3 millions d'euros sous la rubrique "Budget ordinaire", 7,3 millions d'euros sous la rubrique "FDI", 6,2 millions d'euros sous la rubrique "Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers", 1,1 million d'euros sous la rubrique "Autres fonds d'affectation spéciale" et 4,7 millions d'euros sous la rubrique "Fonds de l'Union européenne".

^h Les données relatives au budget ordinaire ne tiennent pas compte des crédits additionnels ouverts et des dépenses correspondantes liées au renforcement des mesures de sécurité. Les informations figureront dans les états financiers pour la période 2004-2005.

Tableau 1B
Dépenses 2005, par donateur

	<i>Dépenses en dollars</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Dépenses en euros</i> <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Total en équivalent</i> <i>dollars</i> <i>(en milliers de dollars)</i>
FDI, contributions à des fins spéciales			
Autriche	562	1 785	2 733
Allemagne	10		10
Bahreïn	430		430
Belgique	64	159	261
Brésil	4		4
Chine	114		114
Danemark	883		883
Espagne	22	226	306
Fédération de Russie	188		188
Finlande	32		32
France	4	678	844
Grèce		480	599
Guatemala	482		482
Hongrie	40	23	68
Inde	712		712
Indonésie	14		14
Irlande	2		2
Italie	468	3 560	4 876
Japon	1 555		1 555
Luxembourg		47	58
Norvège	18		18
Pays-Bas	27		27
Pologne	480		480
Portugal	84		84
République de Corée	527		527
République démocratique populaire de Corée	37		37
République tchèque	65		65
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	175		175
Slovénie	4		4
Suède	32		32
Suisse	3 942	109	4 072
Turquie	26		26
Autres	47	222	321
	<u>11 050</u>	<u>7 289</u>	<u>20 039</u>
Fonds d'affectation spéciale autofinancés			
Algérie	-9		-9
Arabie saoudite	669		669
Bahreïn	100		100
Brésil	65		65
Chine	32		32
Colombie	108		108
Côte d'Ivoire	-1		-1
Égypte	61	-4	58
Équateur	185		185
Fédération de Russie	14		14
Inde	1 764		1 764

	<i>Dépenses en dollars (en milliers de dollars)</i>	<i>Dépenses en euros (en milliers d'euros)</i>	<i>Total en équivalent dollars (en milliers de dollars)</i>
Iran (République islamique d')	197		197
Kenya	-2	5	4
Liban	-5		-5
Lituanie	4		4
Mexique	-6		-6
Nigéria	663		663
Pakistan	37		37
République de Corée	160		160
République populaire démocratique de Corée	96		96
République-Unie de Tanzanie	48		48
Soudan		4	5
Thaïlande	-1		-1
Autres, y compris les sources non gouvernementales	41		41
	<u>4 220</u>	<u>5</u>	<u>4 228</u>
Fonds d'affectation spéciale convertibles			
Autriche	124		124
Allemagne	164		164
Belgique	111		111
Brésil	1		1
Chine	57		57
Danemark	230		230
Égypte	21	737	935
Espagne	75		75
Fédération de Russie	109		109
Finlande	16	641	805
France	-3	732	906
Inde	8		8
Iran (République islamique d')	24		24
Iraq	76		76
Italie	2 183	4 022	7 144
Japon	1 626		1 626
Kenya	-5		-5
Norvège	2 619		2 619
Pays-Bas	380	34	419
République de Corée	39		39
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	709		709
Suède	111		111
Suisse	57		57
Turquie	1 722		1 722
Autres, y compris les sources non gouvernementales	1 214	13	1 230
	<u>11 668</u>	<u>6 179</u>	<u>19 296</u>
Fonds d'affectation spéciale non convertibles			
Chine	294		294
Égypte	353		353
Nigéria	214		214
	<u>861</u>		<u>861</u>
Union européenne		4 762	5 803

Tableau 2
Programmes de coopération technique: crédits approuvés au titre des projets et dépenses, 2002 à 2005
 (En millions de dollars)

	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
	<i>Ensemble des sources de financement</i>				<i>Budget ordinaire de l'ONU</i>				<i>PNUD/fonds destinés aux activités de base, fonds d'affectation spéciale^a</i>				<i>Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers</i>			
	<i>FDI</i>				<i>Protocole de Montréal^b</i>				<i>Fonds d'affectation spéciale autofinancés</i>							
Report des crédits non utilisés	139,2	151,0	146,6	165,0	0,9	1,6	2,7	4,9	30,0	19,5	18,8	5,0	14,9	17,0	23,0	26,7
Montant net des crédits approuvés pour l'année	93,4	90,2	117,2	128,4	2,3	5,8	7,1	4,3	0,7	2,4	(1,4)	(0,2)	17,1	18,0	20,8	29,7
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	232,6	241,2	263,8	293,4	3,2	7,4	9,8	9,2	30,7	21,9	17,4	4,8	32,0	35,0	43,8	56,4
Dépenses	81,6	94,6	98,8	112,9	1,6	4,7	4,9	5,2	3,4	3,1	2,0	1,2	15,0	12,0	17,1	20,2
Crédits non utilisés à reporter	151,0	146,6	165,0	180,5	1,6	2,7	4,9	4,0	27,3	18,8	15,4	3,6	17,0	23,0	26,7	36,2
	<i>FDI</i>				<i>Protocole de Montréal^b</i>				<i>Fonds d'affectation spéciale autofinancés</i>							
Report des crédits non utilisés	34,0	37,3	33,0	36,3	49,7	49,2	45,2	43,7	3,4	3,7	5,6	6,0				
Montant net des crédits approuvés pour l'année	21,7	16,9	22,8	26,9	27,3	28,8	31,3	40,0	2,6	7,2	3,9	5,1				
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	55,7	54,2	55,8	63,2	77,0	78,0	76,5	83,7	6,0	10,9	9,5	11,1				
Dépenses	18,4	21,2	19,5	20,0	27,8	32,8	36,9	34,8	2,3	5,3	3,5	4,2				
Crédits non utilisés à reporter	37,3	33,0	36,3	43,2	49,2	45,2	39,6	48,9	3,7	5,6	6,0	6,9				
	<i>Fonds pour l'environnement mondial^c</i>				<i>Autres fonds d'affectation spéciale^d</i>				<i>Union européenne^e</i>							
Report des crédits non utilisés	0,0	9,5	5,4	29,4	6,3	13,2	12,3	10,2	0,0	0,0	0,6	2,7				
Montant net des crédits approuvés pour l'année	0,0	5,8	17,5	4,7	21,7	5,3	10,7	9,7	0,0	0,0	4,5	8,3				
Montant total des crédits approuvés pour les projets en cours d'exécution	0,0	15,3	22,9	34,1	28,0	18,5	23,0	19,9	0,0	0,0	5,1	11,0				
Dépenses	0,0	9,9	9,9	14,1	13,1	5,6	2,6	7,4	0,0	0,0	2,4	5,8				
Crédits non utilisés à reporter	0,0	5,4	13,0	20,0	14,9	12,9	20,4	12,5	0,0	0,0	2,7	5,2				

^a Comprend tous les fonds du PNUD, à l'exclusion des fonds PNUD/FEM. Chiffres revus en 2005 aux fins de prise en compte du report des crédits non utilisés.

^b Chiffres revus en 2005 aux fins de prise en compte des crédits non utilisés.

^c Comprend tous les fonds du FEM. Chiffres également revus en 2005 aux fins de prise en compte du report des crédits non utilisés provenant des fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD et d'autres fonds d'affectation spéciale.

^d Comprend les fonds du COMFAR, les projets financés par d'autres organismes et fonds des Nations Unies, les activités cofinancées des services de promotion des investissements et le Fonds commun pour les produits de base et les soldes non utilisés. Chiffres revus en 2003 et en 2005 aux fins de prise en compte du FEM et en 2004 aux fins de prise en compte des fonds de l'Union européenne. Chiffres également revus en 2005 aux fins de prise en compte du report des crédits non utilisés.

^e Sommes précédemment comptabilisées sous la rubrique "Autres fonds d'affectation spéciale".

Tableau 3A
Activités de coopération technique: projets approuvés en 2004 et 2005, par source de financement

Source de financement	Nouveaux projets approuvés			Projets révisés			Montant total net des projets approuvés/révisions (milliers de dollars)
	Nombre de projets	Montant des projets (milliers de dollars)	Montant moyen des projets (milliers de dollars)	Nombre de projets	Montant des révisions (milliers de dollars)	Montant moyen des révisions (milliers de dollars)	
2004							
Budget ordinaire de l'ONUUDI	67	7 057	105	370	-13	-0	7 044
PNUD/fonds destinés aux activités de base ^a	7	1 164	166	273	-2 572	-9	-1 408
Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	0	0	n.d.	2	0	0	0
FDI	117	34 733	297	504	-11 880	-24	22 853
Protocole de Montréal	45	33 774	751	858	-2 456	-3	31 318
Fonds d'affectation spéciale autofinancés	18	1 954	109	122	1 922	16	3 876
Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	48	14 401	300	278	6 412	23	20 813
Fonds pour l'environnement mondial	8	18 561	2 320	63	-1 075	-17	17 486
Autres fonds d'affectation spéciale ^b	11	10 370	943	97	347	4	10 717
Union européenne	5	5 271	1 054	4	-729	-182	4 542
TOTAL	326	127 285	390	2 571	-10 044	-4	117 241
2005							
Budget ordinaire de l'ONUUDI	60	4 116	69	320	153	0	4 269
Fonds du PNUD ^a	4	1 134	284	269	-1 336	-5	-202
FDI	104	19 834	191	653	7 173	11	27 007
Protocole de Montréal	62	40 316	650	646	-281	-0	40 035
Fonds d'affectation spéciale autofinancés	30	4 231	141	106	788	7	5 019
Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	51	17 206	337	280	12 414	44	29 620
Fonds pour l'environnement mondial	4	1 671	418	68	3 047	45	4 718
Autres fonds d'affectation spéciale ^b	9	4 897	544	104	4 853	47	9 750
Union européenne	10	3 580	358	13	4 625	356	8 205
TOTAL	334	96 985	290	2 459	31 436	13	128 421

^a Comprend les projets d'exécution nationale réalisés par l'ONUUDI. En 2005, comprend tous les fonds du PNUD, à l'exclusion des fonds PNUD/FEM.

^b Comprend les fonds du COMFAR, les projets financés par d'autres organismes et fonds des Nations Unies, le Fonds commun pour les produits de base et les soldes non utilisés. À l'exclusion du FEM et des fonds de l'Union européenne.

^c Dont les dépenses en euros consacrées aux nouveaux projets s'élèvent en 2005 à 3,3 millions d'euros sous la rubrique "Budget ordinaire de l'ONUUDI", 8,7 millions d'euros sous la rubrique "FDI", 6,6 millions d'euros sous la rubrique "Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers" et 3 millions d'euros sous la rubrique "Fonds de l'Union européenne".

Tableau 3B
Activités de coopération technique: montant net des projets approuvés en 2005, par région et par source de financement
 (En milliers de dollars)

Source de financement	Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)	États arabes d'Afrique	Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)	États arabes d'Asie occidentale	Région arabe	Europe et NEI	Amérique latine et Caraïbes	Projets mondiaux et interrégionaux	Total
Budget ordinaire de l'ONUUDI	61	10	1 758	278	44	554	654	910	4 269
Fonds du PNUD ^a	552	-378	-55	-41	-4	-91	-184	-1	-202
FDI	5 425	1 170	3 420	231	3 114	868	5 001	7 778	27 007
Protocole de Montréal	625	3 529	10 621	608		950	23 583	119	40 035
Fonds d'affectation spéciale autofinancés	732	139	1 698	1 702		31	-88	805	5 019
Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	5 318	824	7 577	3 579		-45	867	11 500	29 620
Fonds pour l'environnement mondial	3 626		75			44	973		4 718
Autres fonds d'affectation spéciale ^b	2 707	136	954	5 899			68	-14	9 750
Union européenne	3 586		4 078	1		521		19	8 205
TOTAL	22 632	5 430	30 126	12 257	3 154	2 832	30 874	21 116	128 421
Total, Afrique	28 062								
Total, États arabes	20 841								

^a Comprend tous les fonds du PNUD, à l'exclusion des fonds PNUD/FEM.

^b Comprend les fonds du COMFAR, les projets financés par d'autres organismes et fonds des Nations Unies et le Fonds commun pour les produits de base.

Tableau 4
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2004 et 2005, par source de financement et par élément de projet

Source de financement	Personnel engagé au titre des projets							Matériel (milliers de dollars)	Dépenses diverses (milliers de dollars)	Total (milliers de dollars)
	Nombre de mois de services d'experts ^a	En milliers de dollars	Sous-traitance (milliers de dollars)	Bourses et formation (milliers de dollars)	Sous-traitance (milliers de dollars)	Matériel (milliers de dollars)	Dépenses diverses (milliers de dollars)			
2 0 0 4										
Budget ordinaire de l'ONU	109,0	2 171	1 108	527	934	200	4 940			
PNUD/fonds destinés aux activités de base ^b	35,0	1 207	60	259	205	74	1 805			
Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	2,0	132	0	42	12	9	195			
FDI	411,0	13 440	1 259	1 461	2 122	1 231	19 513			
Protocole de Montréal	42,0	1 914	23 213	448	10 830	488	36 893			
Fonds d'affectation spéciale autofinancés	66,0	2 211	83	254	663	271	3 482			
Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	337,0	10 271	2 504	2 142	1 567	582	17 066			
Fonds pour l'environnement mondial	84,3	2 315	5 259	226	1 899	239	9 938			
Autres fonds d'affectation spéciale ^c	24,0	705	1 530	247	69	72	2 623			
Union européenne	89,0	1 583	25	93	536	111	2 348			
TOTAL	1 199,3	35 949	35 041	5 699	18 837	3 277	98 803			
2 0 0 5										
Budget ordinaire de l'ONU	177,0	2 963	984	508	577	192	5 224			
Fonds du PNUD/fonds destinés aux activités de base ^b	30,0	791	41	61	244	48	1 185			
FDI	333,0	13 031	1 468	1 519	3 016	1 005	20 039			
Protocole de Montréal	44,0	1 907	18 037	573	13 874	413	34 804			
Fonds d'affectation spéciale autofinancés	108,0	2 097	318	162	1 438	213	4 228			
Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	454,0	11 741	3 330	1 781	2 395	909	20 156			
Fonds pour l'environnement mondial	222,0	3 898	6 624	1 999	1 102	490	14 113			
Autres fonds d'affectation spéciale ^c	66,0	1 349	2 885	544	2 380	201	7 359			
Union européenne	122,0	2 806	79	769	1 605	544	5 803			
TOTAL	1 556,0	40 583	33 766	7 916	26 631	4 015	112 911			

^a Experts et consultants recrutés sur le plan international: mois de travail: 1 556.

^b Comprend les projets d'exécution nationale réalisés par l'ONU. En 2005, comprend tous les fonds du PNUD, à l'exception des fonds PNUD/FEM.

^c Comprend les fonds de l'ONUDC, du COMFAR, les projets financés par d'autres organismes et fonds des Nations Unies, le Fonds commun pour les produits de base, les activités cofinancées des services de promotion des investissements et les soldes non utilisés. A l'exclusion des fonds de l'Union européenne.

Tableau 5
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 2005, par module de services et par région
 (En milliers de dollars)

Nouveaux modules de services	Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)		Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)		États arabes d'Asie occidentale	Région arabe	Europe et NEI	Amérique latine et Caraïbes	Projets mondiaux et inter-régionaux	Total
	États arabes d'Afrique	États arabes d'Asie occidentale	Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)	États arabes d'Asie occidentale						
Gouvernance industrielle et statistiques (MS1)	697	100	228	393	24	230	971	2 643		
Promotion des investissements et de la technologie (MS2)	1 096	482	907	936	293	254	13 400	17 807		
Compétitivité industrielle et commerce (MS3)	5 309	1 541	2 960	169	33	1 334	97	11 443		
Développement du secteur privé (MS4)	1 790	666	2 423	243	294	770	1 147	7 333		
Agro-industries (MS5)	4 005	1 020	1 426	3 887	21	187	-5	10 541		
Énergies durables et changements climatiques (MS6)	1 231		4 854	-5	51	344	1 843	8 318		
Protocole de Montréal (MS7)	686	4 112	15 069	1 012	2 611	12 483	98	36 071		
Gestion de l'environnement (MS8)	7 187	486	5 396	751	4	846	2 016	18 304		
Divers		5	31	67	4	148	196	451		
TOTAL	22 001	8 412	33 294	7 453	4 177	17 766	19 365	112 911		
Total, Afrique	30 413									
Total, États arabes	16 308									

Tableau 6
Dépenses consacrées aux activités de coopération technique par région, 2002 à 2005
 (En milliers de dollars)

Région	2002	2003	2004	2005
Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)				
Projets de pays	11 274	13 832	10 792	9 962
Projets régionaux	2 210	6 582	4 293	12 039
Total partiel	13 484	20 414	15 085	22 001
États arabes d'Afrique	4 924	5 142	7 595	8 412
Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)				
Projets de pays	32 287	27 861	29 774	31 899
Projets régionaux	382	663	1 014	1 395
Total partiel	32 669	28 524	30 788	33 294
États arabes d'Asie occidentale	3 690	2 702	2 539	7 453
Région arabe	2	571	843	443
Europe et NEI				
Projets de pays	5 183	5 662	3 960	3 848
Projets régionaux	1 091	1 154	472	329
Total partiel	6 274	6 816	4 432	4 177
Amérique latine et Caraïbes				
Projets de pays	7 848	14 753	17 933	16 978
Projets régionaux	522	1 064	526	788
Total partiel	8 370	15 817	18 459	17 766
Projets mondiaux et interrégionaux	12 201	14 637	19 062	19 365
TOTAL	81 614	94 623	98 803	112 911

Tableau 7
Activités de coopération technique: dépenses au titre des projets en 2005, par région
 (En milliers de dollars)

	Afrique (à l'exclusion des États arabes d'Afrique)		États arabes d'Afrique		États arabes des États arabes d'Asie occidentale)		Asie et Pacifique (à l'exclusion des États arabes d'Asie occidentale)		Région arabe		Europe et NEI		Amérique latine et Caraïbes		Projets mondiaux et interrégionaux		Total
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	
A. Par source de financement																	
Budget ordinaire de l'ONU	1 063	4,8	11	0,1	1 194	3,6	167	2,2	10	2,3	548	13,1	601	3,4	1 630	8,4	5 224
Fonds du PNUD ^a	863	3,9	149	1,8	111	0,3	62	0,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1 185
FDI	3 137	14,3	1 133	13,5	3 545	10,6	233	3,1	413	93,2	529	12,7	3 549	20,0	7 500	38,7	20 039
Protocole de Montréal	685	3,1	4 121	49,0	14 032	42,1	1 012	13,6	0	0,0	2 449	58,6	12 407	69,8	98	0,5	34 804
Fonds d'affectation spéciale autofinancés	735	3,3	55	0,7	1 494	4,5	763	10,2	20	4,5	18	0,4	284	1,6	859	4,4	4 228
Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	3 677	16,7	2 682	31,9	6 046	18,2	774	10,4	0	0,0	209	5,0	267	1,5	6 501	33,6	20 156
Fonds pour l'environnement mondial	6 065	27,6	164	1,9	5 725	17,2	0	0,0	0	0,0	384	9,2	376	2,1	1 399	7,2	14 113
Autres fonds d'affectation spéciale ^b	943	4,3	97	1,2	347	1,0	4 312	57,9	0	0,0	0	0,0	282	1,6	1 378	7,1	7 359
Union européenne	4 833	22,0	0	0,0	800	2,4	130	1,7	0	0,0	40	1,0	0	0,0	0	0,0	5 803
TOTAL	22 001		8 412		33 294		7 453		443		4 177		17 766		19 365		112 911
Total, Afrique	30 413																
Total, États arabes	16 308																
B. Par élément de projet																	
Personnel engagé au titre des projets	9 625	43,7	2 879	34,2	7 941	23,9	2 377	31,9	407	91,9	1 060	25,4	3 608	20,3	12 686	65,5	40 583
Sous-traitance	3 059	13,9	2 212	26,3	13 124	39,4	1 613	21,6	0	0,0	1 080	25,9	9 843	55,4	2 835	14,6	33 766
Bourses et formation	3 562	16,2	363	4,3	1 650	5,0	526	7,1	12	2,7	164	3,9	428	2,4	1 211	6,3	7 916
Matériel	4 208	19,1	2 625	31,2	9 985	30,0	2 690	36,1	13	2,9	1 796	43,0	3 582	20,2	1 732	8,9	26 631
Divers	1 547	7,0	333	4,0	594	1,8	247	3,3	11	2,5	77	1,8	305	1,7	901	4,7	4 015
TOTAL	22 001		8 412		33 294		7 453		443		4 177		17 766		19 365		112 911

^a Comprend tous les fonds du PNUD, à l'exclusion des fonds PNUD/FEM.

^b Comprend les fonds du COMFAR, les projets financés par d'autres organismes et fonds des Nations Unies, le Fonds commun pour les produits de base, les activités cofinancées des services de promotion des investissements et les soldes non utilisés.

Tableau 8
Dépenses imputées au budget ordinaire et au budget opérationnel par programme
et par objet en 2005
 (En milliers d'euros)

<i>Programme</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	<i>Consultants</i>	<i>Réunions</i>	<i>Frais de voyage</i>	<i>Programme ordinaire de coopération technique^a</i>	<i>Dépenses diverses</i>	<i>Total</i>
Dépenses							
A ORGANES DIRECTEURS							
A.1 Réunions des organes directeurs	83,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2 081,2	2 164,3
A.2 Secrétariat des organes directeurs et relations extérieures	612,7	33,0	0,0	0,0	0,0	120,3	766,0
Total partiel	695,8	33,0	0,0	0,0	0,0	2 201,5	2 930,3
B GESTION GÉNÉRALE							
B.1 Direction exécutive et gestion	2 355,1	186,0	47,1	246,8	0,0	158,7	2 993,7
B.2 Coordination avec les organismes des Nations Unies	1 131,1	0,0	0,0	49,4	0,0	221,4	1 401,9
B.3 Communication et information	303,9	3,3	0,0	0,0	0,0	265,5	572,7
B.4 Contrôleur général	1 451,9	41,8	0,0	14,5	0,0	7,4	1 515,6
Total partiel	5 242,0	231,1	47,1	310,7	0,0	653,0	6 483,9
C RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES							
C.1 Gouvernance industrielle et statistiques	3 060,0	286,4	90,0	58,4	111,9	220,8	3 827,5
C.2 Promotion des investissements et de la technologie	2 512,4	107,7	92,7	58,1	718,3	594,7	4 083,9
C.3 Qualité et productivité	1 031,9	23,3	16,0	31,5	513,1	551,1	2 166,9
C.4 Développement des petites entreprises	2 431,5	59,2	26,3	28,4	1 175,9	1 184,7	4 906,0
C.5 Direction et gestion	912,8	10,2	16,4	15,1	0,0	11,2	965,7
Total partiel	9 948,6	486,8	241,4	191,5	2 519,2	2 562,5	15 950,0
D DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DURABLE ET PLUS PROPRE							
D.1 Agro-industries	2 307,9	72,9	79,6	44,1	790,7	201,0	3 496,2
D.2 Utilisation de l'énergie dans l'industrie et Protocole de Kyoto	2 907,1	71,7	83,9	83,9	709,0	78,6	3 934,2
D.3 Protocole de Montréal	2 473,0	90,8	0,0	96,2	0,0	391,1	3 051,1
D.4 Gestion de l'environnement	2 106,7	162,7	219,7	60,8	325,0	222,9	3 097,8
D.5 Direction et gestion	302,6	0,0	0,0	16,2	0,0	0,3	319,1
Total partiel	10 097,3	398,1	383,2	301,2	1 824,7	893,9	13 898,4
E PROGRAMME RÉGIONAL							
E.1 Bureaux régionaux	3 519,8	101,3	99,6	83,4	0,0	22,6	3 826,7
E.2 Bureaux extérieurs	6 039,8	42,0	0,0	61,4	0,0	2 803,2	8 946,4
E.3 Mobilisation de fonds	606,4	0,0	5,5	22,3	0,0	0,0	634,2
E.4 Direction et gestion	1 915,2	31,6	0,0	182,3	0,0	42,6	2 171,7
Total partiel	12 081,2	174,9	105,1	349,4	0,0	2 868,4	15 579,0

<i>Programme</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	<i>Consultants</i>	<i>Réunions</i>	<i>Frais de voyage</i>	<i>Programme ordinaire de coopération technique^a</i>	<i>Dépenses diverses</i>	<i>Total</i>
F ADMINISTRATION							
F.1 Gestion des ressources humaines	2 958,9	13,4	0,0	16,8	0,0	16,5	3 005,6
F.2 Services financiers	2 982,5	0,0	0,0	6,3	0,0	8,5	2 997,3
F.3 Services généraux	2 302,7	0,0	0,0	0,0	0,0	825,5	3 128,2
F.4 Services juridiques	438,4	59,0	0,0	2,3	0,0	0,0	499,7
F.5 Réseaux d'information et gestion des connaissances	1 607,3	0,0	0,0	0,0	0,0	2 661,4	4 268,7
F.6 Direction et gestion	596,2	31,1	0,0	19,6	0,0	5,3	652,2
Total partiel	10 886,0	103,5	0,0	45,0	0,0	3 517,2	14 551,7
H.1 Coûts indirects ^b	2 003,9	0,0	0,0	0,0	0,0	6 335,0	8 338,9
TOTAL, dépenses	50 954,8	1 427,4	776,8	1 197,8	4 343,9	19 031,5	77 732,2
Recettes							
E PROGRAMME RÉGIONAL							
E.2 Bureaux extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	371,4	371,4
Recettes accessoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 634,6	2 634,6
TOTAL, recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 006,0	3 006,0
TOTAL GÉNÉRAL MONTANTS NETS	50 954,8	1 427,4	776,8	1 197,8	4 343,9	16 025,5	74 726,2

GESTION DES BÂTIMENTS

Dépenses

G GESTION DES BÂTIMENTS

G.1 Gestion commune des bâtiments	6 148,5	56,6	0,0	1,6	0,0	16 792,7	22 999,4
G.2 Gestion conjointe des bâtiments	156,9	0,0	0,0	0,0	0,0	595,2	752,1
Total, dépenses	6 305,4	56,6	0,0	1,6	0,0	17 387,9	23 751,5

Les coûts totaux de gestion des bâtiments sont partagés entre tous les utilisateurs; les dépenses indiquées ci-dessus sont intégralement recouvrées. La part nette de l'ONUDI est comptabilisée dans le programme H ci-dessus.

Les données relatives au budget ordinaire ne tiennent pas compte des crédits additionnels ouverts et des dépenses correspondantes liées au renforcement des mesures de sécurité. Ces informations figureront dans les états financiers pour la période 2004-2005.

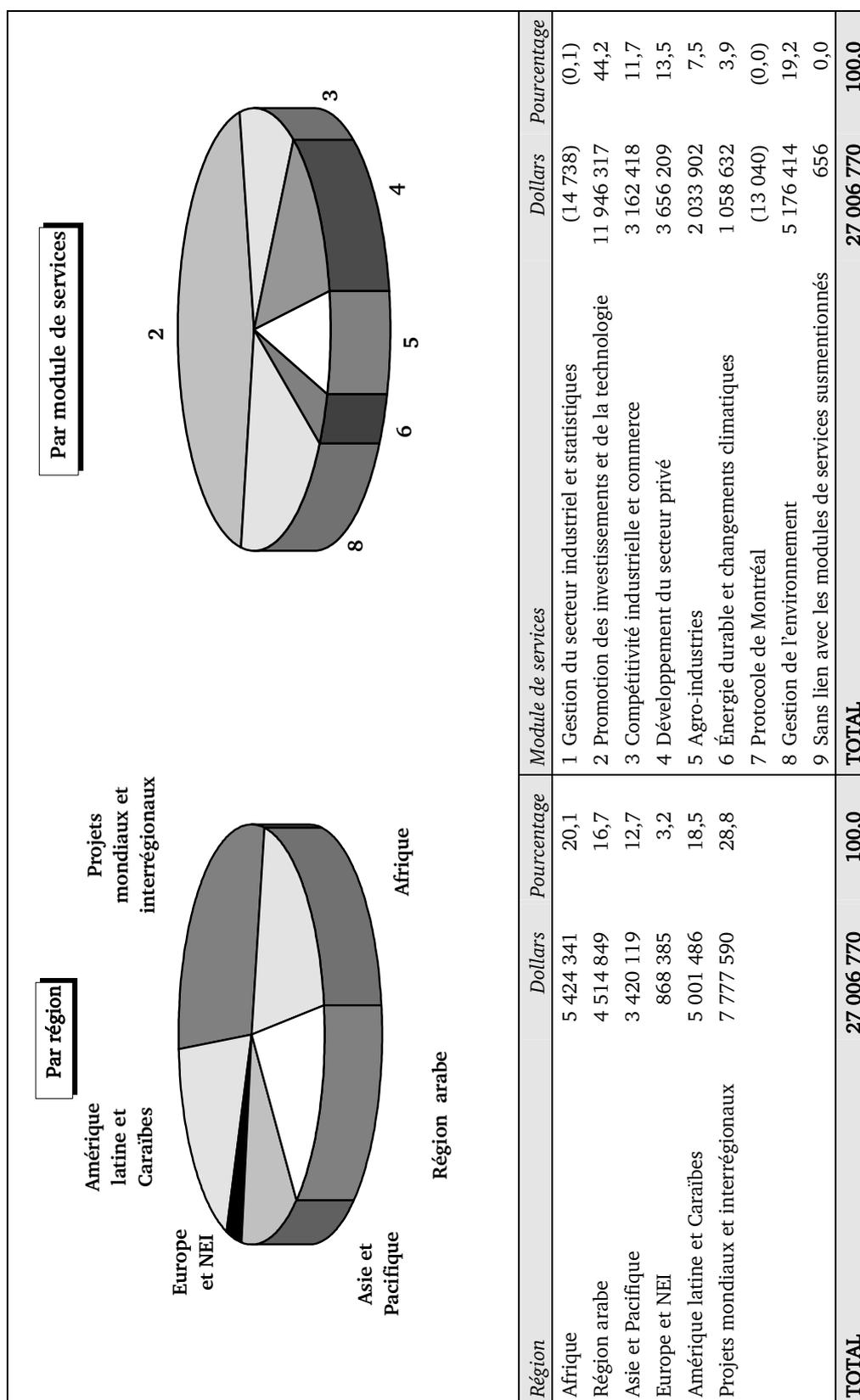
^a Représente l'intégralité des crédits ouverts pour 2005 qui ont été transférés au compte spécial du programme ordinaire de coopération technique.

^b Depuis le 1^{er} janvier 2004, l'assurance maladie après la cessation de service figure sous le programme "H.1 Coûts indirects". Avant cette date, ces coûts étaient répartis entre les différents programmes pertinents.

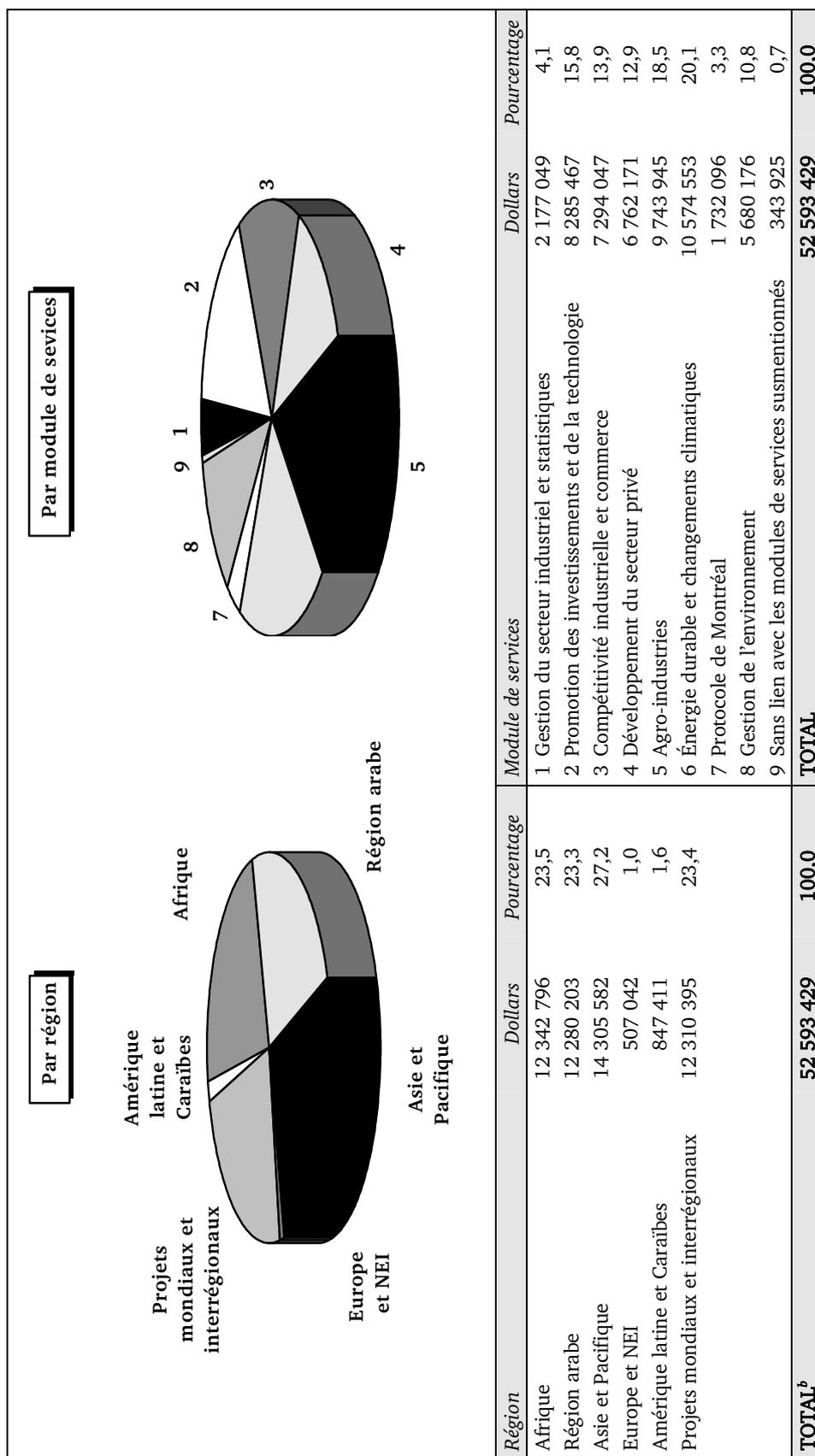
APPENDICE B

PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

B.1 FONDS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL: MONTANTS NETS APPROUVÉS EN 2005 (Non compris les dépenses d'appui au programme)



B.2 FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE: MONTANTS NETS APPROUVÉS EN 2005^a (Non compris les dépenses d'appui au programme)



^a Concerne les projets financés au titre du Fonds commun pour les produits de base, de l'Union européenne et du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, ainsi qu'au titre des contributions de fonds d'affectation spéciale autofinancés et financés par des tiers.

^b Comprend un montant de 923 259 dollars pour le programme relatif aux experts adjoints et aux administrateurs auxiliaires.

APPENDICE C

ÉTAT DES PROGRAMMES INTÉGRÉS ET CADRES GÉNÉRAUX DE SERVICES

(Au 31 décembre 2005)

(En dollars, y compris les dépenses d'appui)

<i>Région</i>	<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant des fonds alloués</i>	<i>Financement recherché</i>	
AFRIQUE	Afrique du Sud	5 277 100	2 621 003	2 656 097
	Burkina Faso phase 2	4 542 487	1 225 778	3 316 709
	Burundi	4 588 139	762 008	3 826 131
	Cameroun	6 605 415	565 390	6 040 025
	Érythrée	7 594 730	2 470 469	5 124 261
	Éthiopie phase 2	11 092 864	4 195 881	6 896 983
	Ghana phase 2	4 854 220	3 500 485	1 353 735
	Guinée	3 359 603	3 098 880	260 723
	Kenya	4 536 385	1 670 550	2 865 835
	Madagascar phase 2	3 830 700	792 034	3 038 666
	Mali phase 2	4 596 840	523 027	4 073 813
	Mozambique phase 2	4 697 618	3 309 222	1 388 396
	Namibie	1 953 770	159 889	1 793 881
	Niger	2 188 810	316 739	1 872 071
	Nigéria phase 2	20 770 232	1 400 153	19 370 079
	Ouganda phase 2	8 953 894	7 144 418	1 809 476
	République-Unie de Tanzanie phase 2	8 435 563	5 753 815	2 681 748
	Rwanda	5 571 917	2 861 946	2 709 971
	Sénégal phase 2	11 187 000	2 471 624	8 715 376
	Sierra Leone	5 815 771	591 511	5 224 260
Total partiel	130 453 058	45 434 822	85 018 236	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	Colombie	1 797 830	2 053 206	-255 376
	Cuba phase 2	4 916 630	2 628 067	2 288 563
	Équateur	6 235 623	1 607 308	4 628 315
	Guatemala	12 870 371	6 290 616	6 579 755
	Total partiel	25 820 454	12 579 197	13 241 257
ASIE ET PACIFIQUE	Afghanistan	8 157 345	1 630 785	6 526 560
	Bangladesh	18 503 524	4 835 616	13 667 908
	Chine*	31 640 000	32 983 151	-1 343 151
	Inde*	13 334 000	12 244 934	1 089 066
	Indonésie phase 2	9 831 000	761 341	9 069 659
	Iran (République islamique d')	3 517 461	1 886 869	1 630 592
	Pakistan	5 142 485	2 753 753	2 388 732
	Philippines	8 701 000	786 140	7 914 860
	République démocratique populaire lao phase 2	6 434 819	1 460 297	4 974 522
	République populaire démocratique de Corée	1 371 820	516 941	854 879
	Sri Lanka phase 2	9 393 690	189 545	9 204 145
Viet Nam	11 707 026	11 656 719	50 307	
Total partiel	127 734 170	71 706 091	56 028 079	

<i>Région</i>		<i>Montant estimatif</i>	<i>Montant des fonds alloués</i>	<i>Financement recherché</i>
ÉTATS ARABES D'AFRIQUE	Algérie	11 442 000	4 753 602	6 688 398
	Djibouti	2 869 070	486 507	2 382 563
	Égypte	13 040 338	10 966 115	2 074 223
	Maroc	10 550 608	9 505 034	1 045 574
	Soudan	5 813 850	2 698 460	3 115 390
	Tunisie	7 558 510	4 848 624	2 709 886
	Total partiel	51 274 376	33 258 342	18 016 034
ÉTATS ARABES D'ASIE OCCIDENTALE	Arabie saoudite	2 178 640	2 437 128	-258 488
	Jordanie	3 312 878	2 396 298	916 580
	Liban	6 735 365	2 110 707	4 624 658
	Palestine	7 996 150	4 633 408	3 362 742
	République arabe syrienne	3 932 683	662 370	3 270 313
	Yémen	5 994 368	249 670	5 744 698
Total partiel	30 150 084	12 489 581	17 660 503	
EUROPE ET NEI	Fédération de Russie	17 505 028	2 754 490	14 750 538
	Total partiel	17 505 028	2 754 490	14 750 538
TOTAL GÉNÉRAL		382 937 170	178 222 523	204 714 647

* Ajusté aux cadres généraux de services.

APPENDICE D

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS

Tableau 1
Assistance fournie, par pays et par source de financement, 2005^a
 (En dollars)

Région/pays	Budget ordinaire	PNUD: fonds destinés aux activités de base	Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	FDI ^b de Montréal	Protocole de Montréal	Fonds d'affectation spéciale autofinancés	Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	Autres sources ^c	Total
Afrique									
Angola	(5 623)	0	0	0	0	0	133 431	0	127 808
Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	51 805	0	0	193 220	0	0	0	0	245 025
Burundi	0	0	0	136 785	2 022	0	0	71 718	210 525
Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comores	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Érythrée	(4 302)	46 881	0	53 402	0	0	171	0	96 152
Éthiopie	19 698	0	0	328 718	12 336	0	566 300	104 756	1 031 809
Gambie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée	7 752	0	0	6 881	0	0	82 770	0	97 402
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lesotho	0	(131 206)	0	0	0	0	0	19 287	(111 919)
Libéria	0	0	0	0	0	0	0	63 461	63 461
Madagascar	(3 288)	204 168	0	106 158	2 050	0	(10 007)	0	299 082
Malawi	0	25 521	0	(389)	0	0	226 864	84 085	336 081
Mali	29 097	0	0	116 856	0	0	0	0	145 952
Mauritanie	0	0	0	0	0	0	5 301	0	5 301
Mozambique	97 238	271 798	0	79 776	0	0	279 817	0	728 629
Niger	0	0	0	40 102	0	0	0	28 974	69 075
Ouganda	105	0	0	284 763	16 180	0	707 616	0	1 008 664
République centrafricaine	0	0	0	0	0	0	0	4 954	4 954
République démocratique du Congo	0	0	0	0	155	0	0	0	155
République-Unie de Tanzanie	(120)	997	0	174 786	0	47 619	187 858	13 094	424 235
Rwanda	210 178	0	0	1 542	0	0	616	53 574	265 910
Sao Tomé-et-Principe	0	0	0	0	0	0	0	57 481	57 481
Sénégal	20 340	223 786	0	278 214	0	0	451 773	0	974 112
Sierra Leone	41 648	0	0	63 321	0	0	0	0	104 969
Tchad	0	(5 760)	0	0	0	0	0	109 355	103 595
Togo	0	0	0	0	0	0	0	10 100	10 100
Zambie	24 599	0	0	0	3 566	0	0	15 694	43 860
Total partiel	489 128	636 185	0	1 864 135	36 310	47 619	2 632 510	636 533	6 342 420

Région/pays	Budget ordinaire	PNUD: fonds destinés aux activités de base	Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	FDI ^b	Protocole de Montréal	Fonds d'affectation spéciale autofinancés	Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	Autres sources ^c	Total
Amérique latine et Caraïbes									
Haiti	57 083	0	0	0	0	0	0	0	57 083
Total partiel	57 083	0	0	0	0	0	0	0	57 083
Asie et Pacifique									
Afghanistan	75 522	0	0	(8 991)	0	0	399 340	0	756 700
Bangladesh	(1 049)	0	0	0	0	0	130 668	0	129 619
Bhoutan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cambodge	0	0	0	304 071	0	0	50 751	0	354 822
Îles Salomon	66 711	0	0	0	0	0	0	0	66 711
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maldives	0	0	0	61 621	0	0	2 230	0	63 851
Myanmar	0	0	0	0	4 094	0	0	0	4 094
Népal	0	0	0	0	0	0	814	46 435	47 249
République démocratique populaire lao	47 118	0	0	282 746	0	0	0	28 789	358 652
Samoa	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Timor-Leste	188 942	0	0	83 999	0	0	114 910	0	387 851
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	377 244	0	0	723 445	4 094	0	698 712	75 224	2 169 548
États arabes d'Afrique									
Djibouti	486	0	0	26 713	0	0	0	74 511	101 711
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	0	0	0	0	97 718	5 136	405 607	0	605 338
Total partiel	486	0	0	26 713	97 718	5 136	405 607	74 511	707 048
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	67 133	0	0	0	20 227	0	0	0	87 360
Total partiel	67 133	0	0	0	20 227	0	0	0	87 360
TOTAL	991 075	636 185	0	2 614 293	158 350	52 755	3 736 828	786 268	9 363 459

^a À l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe dont les PMA bénéficient en même temps que d'autres pays en développement.

^b Hors 13 % au titre des frais généraux.

^c Comprend les projets exécutés par d'autres organisations, pour lesquels l'ONUDI fait office d'organisme partenaire ou coopérateur.

Tableau 2
Projets nouveaux approuvés, par pays et par source de financement, 2005^a
 (En dollars)

Région/pays	Budget ordinaire	PNUD: fonds destinés aux activités de base	Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	FDI ^b	Protocole de Montréal	Fonds d'affectation spéciale autofinancés	Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	Autres sources ^c	Total
Afrique									
Angola	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Burundi	0	0	0	119 573	2 042	0	0	0	121 615
Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comores	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Érythrée	0	0	0	132 457	0	0	0	0	132 457
Éthiopie	0	0	0	301 393	12 424	0	732 270	0	1 046 088
Gambie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée	0	0	0	0	0	0	303 875	0	303 875
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lesotho	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Libéria	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Madagascar	0	426 750	0	161 726	40 000	0	0	0	628 476
Malawi	0	150 000	0	0	0	0	275 250	0	425 250
Mali	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mauritanie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mozambique	0	0	0	0	0	0	21 740	0	21 740
Niger	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouganda	0	0	0	227 638	0	0	484 391	0	712 029
République centrafricaine	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République démocratique du Congo	0	0	0	0	155	0	0	0	155
République-Union de Tanzanie	0	0	0	25 000	0	47 619	0	0	72 619
Rwanda	223 213	0	0	0	0	0	0	0	223 213
Sao Tomé-et-Principe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sénégal	0	0	0	274 837	0	0	510 610	0	785 448
Sierra Leone	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tchad	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Zambie	0	0	0	0	3 578	0	0	0	3 578
Total partiel	223 213	576 750	0	1 242 625	58 199	47 619	2 328 136	0	4 476 543

Région/pays	Budget ordinaire	PNUD: fonds destinés aux activités de base	Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	FDI ^b	Protocole de Montréal	Fonds d'affectation spéciale autofinancés	Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	Autres sources ^c	Total
Amérique latine et Caraïbes									
Haiti	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Asie et Pacifique									
Afghanistan	104 641	0	0	38 000	0	0	0	0	142 641
Bangladesh	0	0	0	0	0	0	1 038 400	0	1 038 400
Bhoutan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cambodge	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Salomon	70 997	0	0	0	0	0	0	0	70 997
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maldives	0	0	0	133 400	0	0	133 400	0	266 800
Myanmar	0	0	0	0	80 000	0	0	0	80 000
Népal	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République démocratique populaire lao	16 226	0	0	0	0	0	0	0	16 226
Samoa	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Timor-Leste	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	191 864	0	0	171 400	80 000	0	1 171 800	0	1 615 064
États arabes d'Afrique									
Djibouti	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	0	0	0	0	0	14 765	68 603	0	83 368
Total partiel	0	0	0	0	0	14 765	68 603	0	83 368
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	147 624	0	0	0	44 992	0	0	0	192 616
Total partiel	147 624	0	0	0	44 992	0	0	0	192 616
TOTAL	562 702	576 750	0	1 414 025	183 191	62 384	3 568 539	0	6 367 591

^a À l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe dont les PMA bénéficient en même temps que d'autres pays en développement.

^b Hors 13 % au titre des frais généraux.

^c Comprend les projets exécutés par d'autres organisations, pour lesquels l'ONUDI fait office d'organisme partenaire ou coopérateur.

Tableau 3
Total net pour les projets approuvés, par pays et par source de financement, 2005^a
 (En dollars)

Région/pays	Budget ordinaire	PNUD: fonds destinés aux activités de base	Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	FD ^b de Montréal	Protocole de Montréal	Fonds d'affectation spéciale autofinancés	Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	Autres sources ^c	Total
Afrique									
Angola	(12 758)	0	0	0	0	0	0	0	(12 758)
Bénin	0	(5 076)	0	0	0	0	0	0	(5 076)
Burkina Faso	7 303	0	0	(4 929)	0	0	-1	0	2 373
Burundi	0	0	0	(54 316)	35 000	0	0	0	(19 316)
Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comores	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Érythrée	(1 497)	26 600	0	(120)	0	0	0	0	24 983
Éthiopie	(61 948)	(20 980)	0	861 970	40 000	0	532 460	0	1 351 502
Gambie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée	4 803	(1)	0	(7 469)	0	0	995 065	0	992 398
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lesotho	0	(1 434)	0	0	0	0	0	0	(1 434)
Libéria	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Madagascar	(3 274)	322 362	0	48 710	40 000	0	0	0	407 798
Malawi	0	34 378	0	(3 340)	0	0	1 055 915	0	1 086 954
Mali	4 376	0	0	(51 749)	0	0	0	0	(47 373)
Mauritanie	0	(9 908)	0	0	0	0	0	0	(9 908)
Mozambique	(25 032)	391 624	0	1 971 500	0	0	369 386	0	2 707 478
Niger	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouganda	(2 102)	(17 093)	0	277 653	0	0	1 032 372	0	1 290 830
République centrafricaine	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République démocratique du Congo	0	0	0	0	30 000	0	0	0	30 000
République-Unie de Tanzanie	(2 087)	(75 182)	0	1 752 553	0	47 619	184 537	185 738	2 093 178
Rwanda	241 636	0	0	(10)	0	0	0	0	241 626
Sao Tomé-et-Principe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sénégal	1 043	(51 994)	0	19 018	0	0	454 617	(18 000)	404 684
Sierra Leone	10 289	0	0	0	0	0	0	0	10 289
Tchad	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Zambie	(3 781)	(173 633)	0	0	40 000	0	0	0	(137 414)
Total partiel	156 971	419 664	0	4 809 471	185 000	47 619	4 624 352	167 738	10 410 815

Région/pays	Budget ordinaire	PNUD: fonds destinés aux activités de base	Fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD	FD ^b de Montréal	Protocole de Montréal	Fonds d'affectation spéciale autofinancés	Fonds d'affectation spéciale financés par des tiers	Autres sources ^c	Total
Amérique latine et Caraïbes									
Haïti	2 716	(66 699)	0	0	0	0	0	0	(63 982)
Total partiel	2 716	(66 699)	0	0	0	0	0	0	(63 982)
Asie et Pacifique									
Afghanistan	219 274	0	0	(1 869)	0	0	(229 903)	673 651	661 154
Bangladesh	126	0	0	0	0	0	1 423 000	3 040 882	4 464 008
Bhoutan	0	(12 165)	0	0	0	0	0	0	(12 165)
Cambodge	(1 141)	0	0	0	30 000	0	0	0	28 859
Îles Salomon	75 188	0	0	0	0	0	0	0	75 188
Kiribati	0	(1)	0	0	0	0	0	0	(1)
Maldives	0	0	0	133 400	0	0	133 400	0	266 800
Myanmar	0	0	0	0	80 000	0	0	0	80 000
Népal	0	0	0	(1 937)	0	0	0	0	(1 937)
République démocratique populaire lao	248 796	0	0	(25 457)	0	0	0	(18 750)	204 589
Samoa	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Timor-Leste	8 721	0	0	0	0	0	0	0	8 721
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total partiel	550 964	(12 165)	0	104 137	110 000	0	1 326 497	3 695 784	5 775 216
États arabes d'Afrique									
Djibouti	(94)	0	0	0	0	0	0	0	(94)
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	0	0	0	0	(779)	139 971	232 446	136 408	508 045
Total partiel	(94)	0	0	0	(779)	139 971	232 446	136 408	507 952
États arabes d'Asie occidentale									
Yémen	249 670	(30 226)	0	0	58 518	0	0	0	277 962
Total partiel	249 670	(30 226)	0	0	58 518	0	0	0	277 962
TOTAL	960 229	310 574	0	4 913 607	352 739	187 590	6 183 295	3 999 930	16 907 963

^a À l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux, ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe dont les PMA bénéficient en même temps que d'autres pays en développement.

^b Hors 13 % au titre des frais généraux.

^c Comprend les projets exécutés par d'autres organisations, pour lesquels l'ONUDI fait office d'organisme partenaire ou coopérateur.

APPENDICE E

PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Tableau 1
Exécution par programme, 2004-2005

		Exécution (en milliers de dollars)	Dont exécution (en milliers d'euros)
Programme C.1	Gouvernance industrielle et statistiques	1 516,3	1 162
Programme C.2	Promotion des investissements et de la technologie	1 669,2	639
Programme C.3	Qualité et productivité	417,5	266
Programme C.4	Développement des petites entreprises	1 474,6	914
Programme D.1	Agro-industries	1 528,7	696
Programme D.2	Utilisation de l'énergie dans l'industrie et Protocole de Kyoto	1 368,8	772
Programme D.4	Gestion de l'environnement	634,3	440
Grand programme E	Programme régional	741,9	600
Divers		832,2	625
	TOTAL	10 183,5	6 117,7
		<i>Montant équivalent en euros</i>	
		8 216,5	

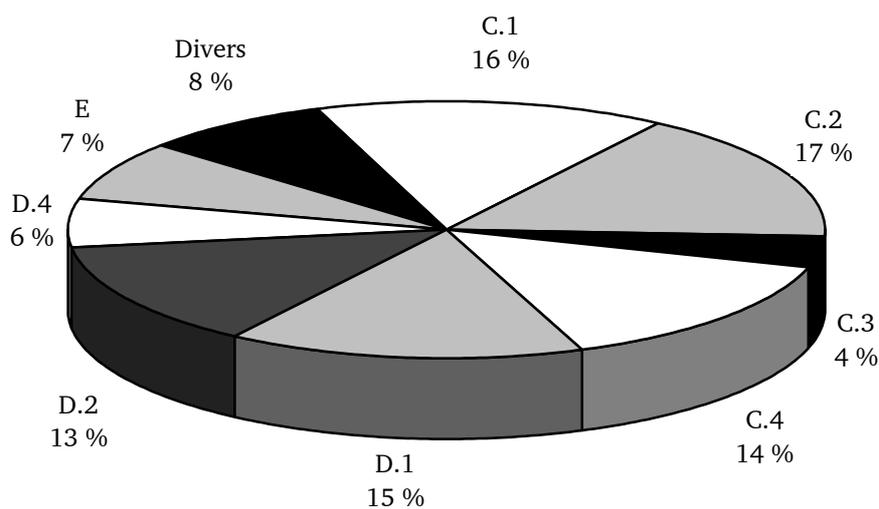
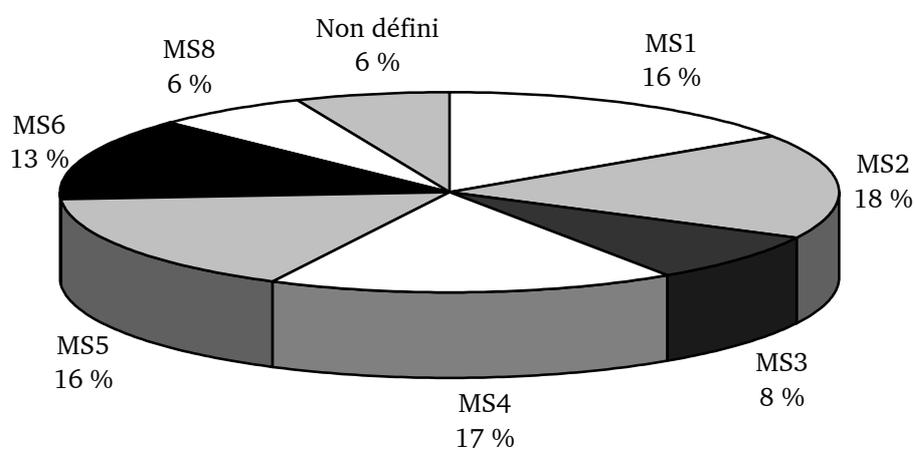


Tableau 2
Exécution par module de services, 2004-2005

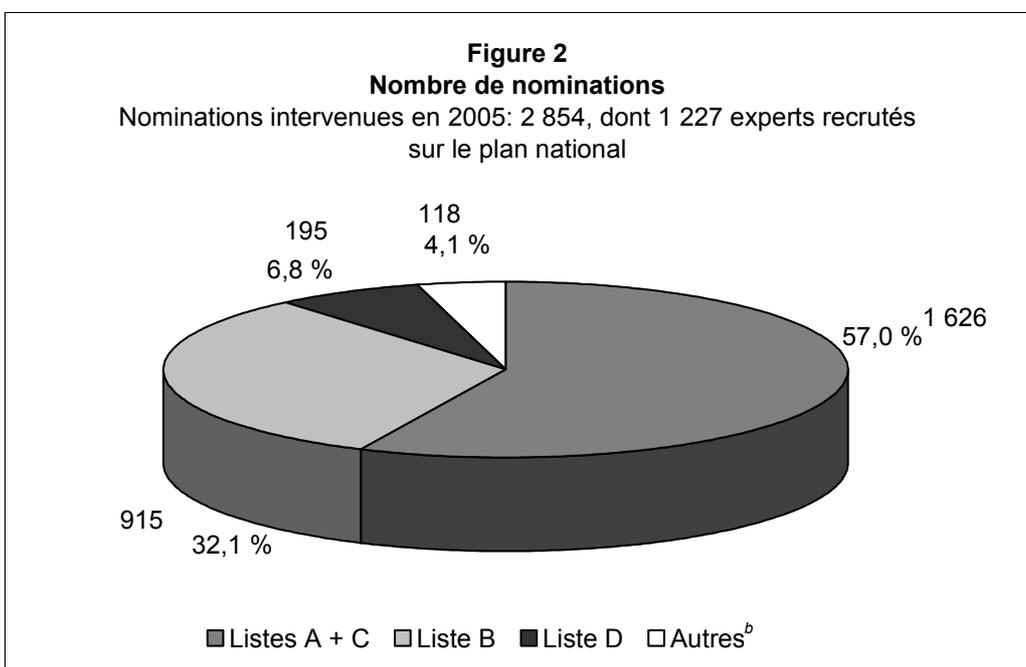
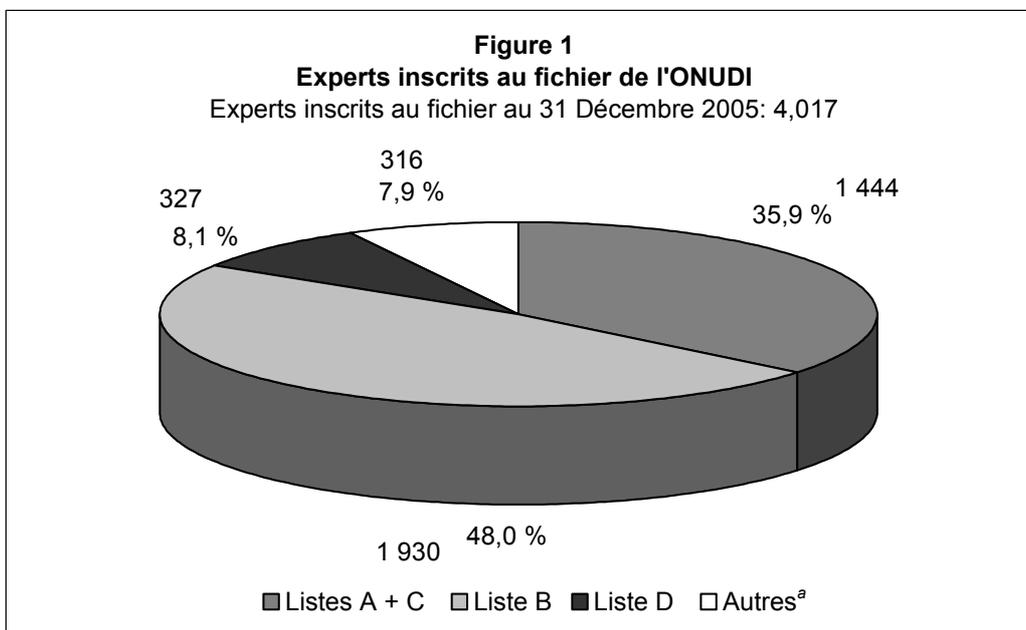
<i>Modules de services (2004-2007)</i>	<i>Exécution (en milliers de dollars)</i>	<i>Dont exécution (en milliers d'euros)</i>
Gouvernance industrielle et statistiques (MS1)	1 585,0	1 170,1
Promotion des investissements et de la technologie (MS2)	1 726,5	734,4
Compétitivité industrielle et commerce (MS3)	805,7	532,4
Développement du secteur privé (MS4)	1 732,5	1 124,4
Agro-industries (MS5)	1 673,6	815,4
Énergies durables et changements climatiques (MS6)	1 368,8	772,4
Gestion de l'environnement (MS8)	639,8	440,3
Non défini	651,6	528,3
TOTAL	10 183,5	6 117,7
<i>Montant équivalent en euros</i>	8 216,5	



APPENDICE F

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPERTS

Répartition des experts par groupes régionaux de pays



^a Y compris des candidats sans indication précise de nationalité et 52 candidats de l'Australie, 96 du Canada et 160 des États-Unis d'Amérique.

^b Y compris 9 experts de l'Australie, 27 experts du Canada et 61 experts des États-Unis d'Amérique.

Nomination d'experts, 2005

<i>Pays/zone/territoire</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/zone/territoire</i>	<i>Nombre de nominations</i>	<i>Pays/zone/territoire</i>	<i>Nombre de nominations</i>
Inde	186	République démocratique populaire lao	16	Slovénie	3
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	182	Niger	16	ex-République yougoslave de Macédoine	3
Italie	146	Pologne	16	Albanie	2
Autriche	129	Ukraine	16	Comores	2
France	112	Guinée	15	Costa Rica	2
Ouganda	84	Guatemala	14	Géorgie	2
Nigéria	78	Nicaragua	14	Lesotho	2
Égypte	73	Liban	13	Namibie	2
Allemagne	71	Équateur	12	Népal	2
États-Unis d'Amérique	61	Guinée-Bissau	12	Azerbaïdjan	1
Chine	53	Jordanie	12	Bhoutan	1
Sénégal	50	Portugal	12	Bosnie-Herzégovine	1
Espagne	50	Roumanie	12	République centrafricaine	1
Sri Lanka	50	Uruguay	12	Tchad	1
Ghana	49	Bolivie	11	Timor-Leste	1
Viet Nam	45	Croatie	11	Djibouti	1
Burkina Faso	42	République tchèque	11	Érythrée	1
Suisse	40	Yémen	11	Gambie	1
Fédération de Russie	39	Chili	10	Libéria	1
Côte d'Ivoire	38	Rwanda	10	Luxembourg	1
République-Unie de Tanzanie	36	Serbie-et-Monténégro	10	Malte	1
Pays-Bas	35	République arabe syrienne	10	Paraguay	1
Hongrie	34	Australie	9	Sao Tomé-et-Principe	1
Indonésie	32	Japon	9	Seychelles	1
Belgique	31	Burundi	8	Singapour	1
Colombie	28	Pérou	8	Swaziland	1
Éthiopie	28	Zimbabwe	8	Venezuela (République bolivarienne du)	1
Philippines	28	Congo, République du	7		
Slovaquie	28	Bangladesh	6	Total (135 pays)	2 854
Canada	27	Finlande	6		
Algérie	26	Maurice	6		
Iran, République islamique d'	26	Sierra Leone	6		
Kenya	26	Ouzbékistan	6		
Mozambique	23	Iraq	5		
Tunisie	23	Malawi	5		
Brésil	22	République de Corée	5		
Turquie	22	Afghanistan	4		
Argentine	21	Angola	4		
Bénin	21	Bahreïn	4		
Maroc	21	Cuba	4		
Suède	21	Grèce	4		
Togo	21	Israël	4		
Mali	20	Mauritanie	4		
Mexique	20	Norvège	4		
Palestine	20	Arabie saoudite	4		
Cambodge	19	Thaïlande	4		
Irlande	19	Bélarus	3		
Madagascar	19	Bulgarie	3		
Afrique du Sud	19	République populaire démocratique de Corée	3		
Soudan	19	Gabon	3		
Cameroun	18	Kirghizistan	3		
Danemark	17	Jamahiriya arabe libyenne	3		
Pakistan	17	Malaisie	3		
Zambie	17	Nouvelle-Zélande	3		

APPENDICE G

ACTIVITÉS DE FORMATION

Tableau 1
Programmes de formation en groupe

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants				
	National	Régional	Inter-régional	Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Éléments fondamentaux de métrologie	X			Afghanistan	45	45	4	
Machines agricoles	X			Afghanistan	12	12		
Audit de la qualité ISO 9001	X			Algérie	49		10	49
HACCP	X			Algérie	20		4	20
Logiciel COMFAR III Expert – niveau de base	X			Allemagne	6			
Techniques de réfrigération	X			Allemagne	7	7		7
Formation de techniciens sur les bonnes pratiques en matière de réfrigération	X			Argentine	980		79	
Logiciel COMFAR III Expert – niveau de base (2 activités)			X	Autriche	32	7	7	4
Logiciel COMFAR III Expert – niveau avancé (2 activités)			X	Autriche	30	6	5	5
Mesure, évaluation comparative et gestion des entreprises industrielles à l'aide du logiciel de l'ONUUDI sur la gestion de la performance des entreprises			X	Autriche	20		3	
Cycle de projet MDP		X		Autriche	22	16	3	22
Audit HACCP	X			Bangladesh	19	19	3	
Qualité du coton			X	Bénin	40	40		40
Accréditation		X		Burkina Faso	8			8
Obstacles techniques au commerce: site Internet de l'ISO		X		Burkina Faso	21		15	21
Gestion d'une structure nationale de certification de produits		X		Burkina Faso	16		15	16
Tissage à la main, teinture de textiles et couture	X			Burkina Faso	60	60	50	60
Séchage de fruits et de légumes	X			Burkina Faso	89	89	87	89
Gestion et comptabilité	X			Burkina Faso	18	18	16	18
Bonnes pratiques d'hygiène et analyse des risques aux points critiques	X			Burkina Faso	496	496	334	496
Amélioration des cuirs et des peaux		X		Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal	60	60		60

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants			
	National	Régional	Inter-régional Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Artisanats du cuir	X		Burundi	15	15	2	15
Techniques de tannage ((traitement des effluents)	X		Burundi	5	5		5
Traitement du lait	X		Cameroun	28			28
Traitement du gingembre	X		Cameroun	36		34	36
Formation de formateurs de groupements d'assistance mutuelle	X		Cameroun	159		159	159
Environnement administratif des micro-, petites et moyennes entreprises	X		Cameroun	75		75	75
Indicateurs de compétitivité	X		Cameroun	19		5	19
Gestion intégrée des zone côtières		X	Cameroun	50	50	12	50
Récupération de produits réfrigérants	X		Cameroun et Italie	50			50
Production plus propre		X	Costa Rica	17		8	
Production plus propre		X	Cuba	21		9	
Logiciel COMFAR III Expert	X		Égypte	21		10	
Audit principal	X		Égypte	20			20
Gestion de la qualité et certification ISO 9001	X		Égypte	14			14
Mise en œuvre pratique du manuel de traçabilité	X		Égypte	52		15	
Sensibilisation des associations agricoles à la traçabilité (2 activités)	X		Égypte	105		25	
Traçabilité de l'exportation de produits frais vers l'Union européenne (2 activités)	X		Égypte	50		10	
Technologies plus propres pour une chimie durable			X Égypte	300		100	300
Développement industriel durable: simulation, analyse, optimisation et contrôle de processus			X Égypte	25		10	25
Analyse de marchés	X		Égypte	30		8	30
Renforcement des capacités commerciales: renforcement des points d'information nationaux	X		Équateur	41		23	
Développement de regroupements de PME: formation de formateurs et d'animateurs	X		Équateur	119		42	

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants				
	National	Régional	Inter-régional	Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Développement de regroupements et de réseaux de PME	X			Équateur	104		81	
Développement de regroupements de PME: conception et gestion de projets	X			Équateur	84		41	
Regroupements de PME: mise à niveau des compétences techniques	X			Équateur	339		246	
Regroupements de PME: planification stratégique	X			Équateur	141		62	
Neurotoxicité du mercure			X	Équateur	2		1	
Génie agricole	X			Érythrée	16	16	5	16
Promotion de l'entrepreneuriat féminin	X			Érythrée	20	20	20	20
Formation de formateurs sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin	X			Érythrée	13	13	10	13
Autres techniques d'hygiène et utilisation de machines à ultrasons	X			États-Unis d'Amérique	3			3
Politiques générales en matière d'environnement	X			États-Unis d'Amérique	2			2
Utilisation de machines à coudre	X			Éthiopie	120	120	110	120
Coûts de production de vêtements	X			Éthiopie	40	40	5	40
Marquage et coupe de vêtements	X			Éthiopie	45	45		45
Gestion et assurance qualité de laboratoires fondées sur la norme ISO 17025	X			Éthiopie	14	14	5	14
Conception de chaussures	X			Éthiopie	20	20	5	20
Technologie des articles en cuir (coupe et couture)	X			Éthiopie	25	25	5	25
Technologie des articles en cuir (montage et fabrication)	X			Éthiopie	25	25	5	25
Techniques de tannage (atelier de rivière/bleu humide)	X			Éthiopie	20	20		20
Développement de regroupements de PME	X			Éthiopie	70	70	30	70
Développement de regroupements de PME: mise à niveau des compétences techniques	X			Éthiopie	43	43	5	43
Formation de formateurs sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin	X			Éthiopie	16	16	7	16
Promotion de l'entrepreneuriat féminin	X			Éthiopie	45	45	45	45
Systèmes de gestion de l'environnement et norme ISO 14001	X			Éthiopie	300	300	25	300

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants			
	National	Régional	Inter-régional Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Évaluations en usine de l'industrie alimentaire et de l'industrie du cuir	X		Éthiopie	212	212	15	212
Prévision technologique pour les praticiens, les décideurs et les chefs d'entreprise	X		Fédération de Russie	10		4	
Bourse de sous-traitance et de partenariat industriels			X France	12	3	1	10
HACCP	X		Ghana	25		8	25
Installations de plans HACCP en usine	X		Ghana	30		12	30
Évaluation en usine de l'industrie alimentaire et de l'industrie des boissons	X		Ghana	20		6	20
Évaluation en usine des industries chimiques	X		Ghana	20		5	20
Évaluation en usine des industries textiles	X		Ghana	20		4	20
Perfectionnement des compétences en matière de gouvernance et de gestion économique (2 activités)	X		Ghana	79		8	79
Analyse diagnostique transfrontière et programme d'action stratégique		X	Ghana	40	40	10	40
Évaluation des méthodologies en vue d'une enquête sur l'écosystème de mangrove, restauration et critères de sélection du site pilote		X	Ghana	44	44	10	44
Gestion intégrée et durable des zones côtières et marines		X	Ghana	55	55	15	55
Maltage et brassage du sorgho		X	Ghana et Nigéria	8			8
Installation et étalonnage d'appareils métrologiques de laboratoire	X		Guatemala	4		1	
GHP (6 activités)	X		Guatemala	166		77	
Promotion de l'entrepreneuriat: mise à niveau des compétences techniques	X		Guinée	150	150	56	150
Promotion de l'entrepreneuriat: formation de formateurs à la création et à la gestion de groupements d'assistance mutuelle	X		Guinée	58	58	38	58
Promotion de l'entrepreneuriat: alphabétisation fonctionnelle	X		Guinée	125	125	102	125
Prévision technologique à l'intention des décideurs		X	Hongrie	10		4	

<i>Domaine d'étude</i>	<i>Type de programme</i>			<i>Nombre de participants</i>				
	<i>National</i>	<i>Régional</i>	<i>Inter-régional</i>	<i>Pays/territoire hôte</i>	<i>Ensemble des pays</i>	<i>PMA</i>	<i>Femmes</i>	<i>Participants africains^a</i>
Formation de formateurs sur le développement de l'entrepreneuriat et la gestion des entreprises	X			Îles Salomon	19	19	4	
Développement de l'entrepreneuriat et gestion des entreprises	X			Îles Salomon	64	64	14	
Élaboration et évaluation de projets industriels		X		Inde	18		7	
Réduction de la production de déchets		X		Inde	35			
Maintenance de machines de traitement de la pierre		X		Inde	40			
Évaluation de l'impact sur l'environnement de l'industrie de la pierre (3 activités)		X		Inde	215			
Industrie de la pierre		X		Inde	55			
Amélioration de la productivité		X		Inde	10			
Mécatronique/adaptation		X		Inde	6			
Mesure de la précision, étalonnage des instruments de mesure, test et surveillance de l'état des machines-outils		X		Inde	23			
Opération de conception de cubilots, amélioration de l'efficacité des dispositifs de contrôle de la pollution		X		Inde	8			
Fabrication de moules et de noyaux de filière		X		Inde	10			
Fonte, scellement et tracé des systèmes d'attaque de coulée pour les machines-outils (2 activités)		X		Inde	15			
ISO 9000		X		Inde	25			
Conception et normalisation des composantes de fermeture		X		Inde	8			
Performance et cote de solvabilité		X		Inde	40			
Fabrication et incitation à l'utilisation de composantes de fermeture		X		Inde	22			
Fabrication d'outils pour le secteur des jouets		X		Inde	13			
Programme de certification CE pour les jouets		X		Inde	8			
Programme de conception de jouets		X		Inde	7			
Techniques de fabrication de pointe (4 activités)			X	Inde	79		2	79

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants				
	National	Régional	Inter-régional	Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Technologie de commande numérique des machines-outils	X			Inde	20			
Conception des broches de machines-outils		X		Inde	28			
Conception et esthétique industrielles	X			Inde	49			
Mécatronique	X			Inde	13			
Technologie et fabrication de machines-outils à commande numérique	X			Inde	40			
Technologie et mécatronique des machines-outils à commande numérique	X			Inde	17			
Mise à niveau des entreprises			X	Inde	9	4	2	
Création d'entreprises			X	Inde	7	4	1	
Audit principal et audit des systèmes de gestion de l'environnement basés sur la norme ISO 14001		X		Inde	16	16	3	
Maintenance d'un système d'instruments de classification du coton			X	Inde	8	8		8
Regroupements de PME: mise à niveau des compétences techniques	X			Inde	119		38	
Regroupements de PME: renforcement des capacités des groupements d'assistance mutuelle	X			Inde	66		41	
Formation de formateurs aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la productivité	X			Inde	6			
Meilleures pratiques en matière d'amélioration de la productivité	X			Inde	203		25	
Conseils techniques et orientations en matière d'études de faisabilité de projets, de prêts et de bourses	X			Indonésie	30		12	
Logiciel COMFAR III Expert pour l'évaluation de projets d'investissement industriel (3 activités)	X			Indonésie	63		19	
Optimisation de la transformation du sagou	X			Indonésie	127		31	
Renforcement des capacités de l'entreprenariat	X			Indonésie	15		7	
Langue anglaise pour le développement économique	X			Indonésie	30		16	
Compétences de base en informatique	X			Indonésie	8		5	

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants			
	National	Régional	Inter-régional Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Formation de formateurs: transformation du bois, soudage, installation électrique, réparation du conditionnement d'air, couture et traitement des aliments	X		Indonésie	10		2	
Formation didactique de formateurs	X		Indonésie	14		2	
Risque sanitaire: mercure	X		Indonésie	39		10	
Pratiques et méthodes de prévision technologique	X		Iran (République islamique d')	50		18	
Développement de l'entrepreneuriat féminin et de l'entrepreneuriat des jeunes	X		Iran (République islamique d')	84		84	
Formation de formateurs sur le développement de l'entrepreneuriat féminin et de l'entrepreneuriat des jeunes	X		Iran (République islamique d')	20		10	
Programme d'assurance de la qualité dans les laiteries (2 activités)	X		Iraq	298		67	
Développement de regroupements de PME: principes et pratiques			X Italie	22	5	6	8
Mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité	X		Jamahiriya arabe libyenne	25		9	25
Statistiques pour les laboratoires d'étalonnage et d'essai	X		Jamahiriya arabe libyenne	25		9	25
Logiciel COMFAR III Expert (3 activités)	X		Japon	84		54	
Atelier sur le démarrage de projets dans le secteur iraquien des produits laitiers	X		Jordanie	14			
Transformation des produits laitiers à l'intention de spécialistes irakiens en produits laitiers	X		Jordanie	20			
Gestion de la qualité à l'intention de spécialistes irakiens en produits laitiers (3 activités)	X		Jordanie	54		18	
Promotion de consortiums d'exportation	X		Jordanie	20		5	
Conception de chaussures (conception et fabrication assistées par ordinateur CFAO)	X		Kenya	5			5
Regroupements de PME dans le secteur des articles en cuir	X		Kenya	25		5	25
Traitement du miel	X		Kenya	60		50	60

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants			
	National	Régional	Inter-régional Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Gestion de la pêche, traitement du poisson et hygiène, séchage solaire et techniques de conditionnement, développement d'entreprises de commercialisation des produits de la pêche	X		Kenya	20		5	20
Formations de formateurs sur le développement de l'entrepreneuriat féminin	X		Kenya	36		30	36
Développement de l'entrepreneuriat féminin	X		Kenya	115		115	115
Identification, formulation et sélection de projets d'investissement	X		Koweït	8		4	
Élaboration et évaluation de projets d'investissement	X		Koweït	8		4	
Stratégies et techniques de promotion des investissements	X		Koweït	14			
Compétitivité et orientation stratégique	X		Koweït	10			
Conseils efficaces aux entreprises	X		Koweït	20			
Tissage de la soie	X		Madagascar	35	35	10	35
Teinture de la soie	X		Madagascar	20	20	3	20
Essai et évaluation de la conformité au niveau du commerce mondial			X Malaisie	22	19	4	
Formulation de projets	X		Malawi	5	5	3	5
Formation de groupes	X		Malawi	20	20	5	20
Techniques à moindre intensité de travail visant à autonomiser les communautés rurales pauvres: formation de vulgarisateurs à la parité entre les sexes et au VIH	X		Malawi	31	31	8	31
Tissage à la main et teinture de textiles	X		Mali	20	20	15	20
Récolte, traitement et conservation des noix de karité	X		Mali	1 075	1 075	1 055	1 075
Bonnes pratiques de fabrication (figues et prunes)	X		Maroc	25		23	25
Bonnes pratiques de fabrication (huile d'olive)	X		Maroc	10		8	10
Fabrication et conception d'articles en cuir	X		Maroc	2			2

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants			
	National	Régional	Inter-régional Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Développement de l'entrepreneuriat féminin: mise à niveau des compétences techniques	X		Maroc	52		52	52
Développement de l'entrepreneuriat féminin: gestion de la production	X		Maroc	52		52	52
Développement de l'entrepreneuriat féminin: gestion générale et marketing	X		Maroc	135		134	135
Évaluation en usine	X		Maroc	35		7	35
Chlorofluorocarbones	X		Maroc	110		50	110
Santé et sécurité	X		Maroc	30		12	30
Gestion des eaux usées	X		Maroc	50		26	50
Systèmes de gestion de l'environnement et ISO 1400	X		Maroc	170		126	170
Logiciel COMFAR III Expert	X		Mexique	14		5	
Autorisation et surveillance du commerce international de chlorofluorocarbones	X		Mexique	68		23	
Récupération et stockage de chlorofluorocarbones	X		Mexique	240		15	
Mise à niveau des entreprises	X		Mozambique	30	30		
Création d'entreprises	X		Mozambique	30	30		
Gestion de la qualité	X		Mozambique	6	6		
Opérations et sécurité industrielles	X		Mozambique	10	10		
Compétences en matière d'encadrement pour les cadres moyens, les superviseurs et les chefs de chantier	X		Mozambique	10	10		
Élaboration de programmes d'études sur l'entrepreneuriat	X		Mozambique	15	15	5	15
Clonage de l'hypoxie	X		Mozambique	13	13	6	13
Utilisation rationnelle de l'énergie	X		Mozambique	25	25	5	25
Développement de l'entrepreneuriat: formation de formateurs sur la vulgarisation industrielle	X		Namibie	23		3	23
Développement de l'entrepreneuriat: formation de formateurs sur les groupements d'assistance mutuelle	X		Namibie	23		2	23
Élaboration de programmes d'études sur l'entrepreneuriat	X		Namibie	10		2	10

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants			
	National	Régional	Inter-régional Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication en vue de l'hygiène des denrées alimentaires	X		Népal	31	31	5	
Audit HACCP	X		Népal	20	20	6	
Développement de regroupements de PME: coopération et réseaux	X		Nicaragua	51		30	
Développement de regroupements de PME: méthodologies, outils et ressources humaines	X		Nicaragua	67		35	
Développement de regroupements de PME: systèmes économiques et chaînes de valeur locaux	X		Nicaragua	92		41	
Production laitière et sécurité/qualité	X		Niger	15	15	2	15
Formulation de projets d'investissement	X		Nigéria	10		3	10
Élaboration et évaluation de projets d'investissement (2 activités)	X		Nigéria	37		12	37
Transformation du manioc (2 activités)	X		Nigéria	65		52	65
Regroupements/réseaux de PME: mise à niveau des compétences techniques	X		Nigéria	94			94
Tissage à la main, création de surfaces, conception de vêtements, développement de produits, entretien de machines à coudre et gestion des entreprises	X		Ouganda	100	100	100	100
Traçabilité	X		Ouganda	78	78	17	78
Mesures sanitaires et phytosanitaires/obstacles techniques au commerce	X		Ouganda	76	76	13	76
Certification des produits biologiques	X		Ouganda	96	96	50	96
Traitement des aliments	X		Ouganda	30	30	29	30
Bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication et HACCP	X		Ouganda	196	196	47	196
ISO 9001	X		Ouganda	37	37	16	37
Élaboration de programmes d'études sur l'entrepreneuriat	X		Ouganda	19	19	4	19
Programme pour maîtres artisans	X		Ouganda	587	587	164	587
Informations à l'intention des PME	X		Ouganda	40	40	15	40
Sensibilisation pour une production plus propre	X		Ouganda	25	25	5	25

<i>Domaine d'étude</i>	<i>Type de programme</i>			<i>Nombre de participants</i>				
	<i>National</i>	<i>Régional</i>	<i>Inter-régional</i>	<i>Pays/territoire hôte</i>	<i>Ensemble des pays</i>	<i>PMA</i>	<i>Femmes</i>	<i>Participants africains^a</i>
Mise en œuvre de techniques de production plus propre pendant la production locale de ferment liquide (2 activités)	X			Ouganda	181	181	132	181
Impacts sur l'environnement, santé et sécurité au travail, gestion des déchets, utilisation rationnelle de l'énergie et optimisation des ressources utilisées par les touristes	X			Ouganda	16	16	1	16
ISO 14001	X			Ouganda	15	15	2	15
Avantages économique et écologique, étiquetage et certification (2 activités)	X			Ouganda	57	57	14	57
Perfectionnement des compétences en matière de gouvernance et de gestion économique (2 activités)	X			Ouganda	71	71	12	71
ISO 17025	X			Pakistan	56		8	
Amélioration de la qualité et des pratiques dans le secteur de la pêche	X			Pakistan	105		17	
HACCP (niveau I) (2 activités)	X			Pakistan	60		13	
HACCP (niveau II)	X			Pakistan	35		5	
Sensibilisation HACCP	X			Pakistan	30			
Entreprises de pêche	X			Pakistan	20			
Normalisation et certification	X			Pakistan	125		15	
Obstacles au commerce	X			Pakistan	73		4	
Traçabilité dans le secteur de la pêche	X			Pakistan	48		17	
Renforcement des capacités des agents chargés du développement de regroupements d'entreprises	X			Pakistan	30		1	
Technologies des services de réfrigération	X			Pakistan	40			
Logiciel COMFAR III Expert (niveau de base)	X			Palestine	14			
Développement, assurance de la qualité et aspects réglementaires des médicaments à base de plantes		X		Panama	34	2	18	1
Utilisation rationnelle de l'énergie	X			Philippines	30			
Logiciel COMFAR III Expert (2 activités)	X			République de Corée	28		4	
Métrologie	X			République démocratique populaire lao	16	16		

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants				
	National	Régional	Inter-régional	Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Système de certification ISO 9001 et 14001	X			République démocratique populaire lao	15	15		
Prévision technologique à l'intention des praticiens		X		République tchèque	18		5	1
Traitement des aliments: fabrication de confitures	X			République-Unie de Tanzanie	37	37	28	37
Traitement des aliments: séchage solaire	X			République-Unie de Tanzanie	37	37	28	37
Traitement des aliments: fabrication de jus	X			République-Unie de Tanzanie	37	37	28	37
Planification d'activités	X			République-Unie de Tanzanie	37	37	28	37
Séchage solaire hybride	X			République-Unie de Tanzanie	25	25	20	25
Hygiène et normes alimentaires	X			République-Unie de Tanzanie	25	25	20	25
Métiers du cuir pour les personnes handicapées	X			République-Unie de Tanzanie	12	12	3	12
Élaboration de programmes d'études sur l'entreprenariat	X			Rwanda	10	10	3	10
Production plus propre			X	Rwanda	17	17	4	17
Évaluation des besoins en matière de technologie pour les pays en développement			X	Sénégal	22	10	3	16
Développement de PME: mise à niveau des compétences en matière d'encadrement	X			Sénégal	199	199	127	199
Développement de PME: formation de formateurs aux outils de gestion	X			Sénégal	6	6		6
Développement de PME: méthodes de production et normes de qualité	X			Sénégal	51	51	47	51
Développement de PME: organisation et constitution de réseaux	X			Sénégal	40	40	32	40
Développement de PME: plans d'action et marketing	X			Sénégal	185	185	146	185
Logiciel COMFAR III Expert	X			Soudan	15	15		15
Mise à niveau des entreprises	X			Soudan	20	20	8	
Création d'entreprises	X			Soudan	20	20	8	

Domaine d'étude	Type de programme			Nombre de participants				
	National	Régional	Inter-régional	Pays/territoire hôte	Ensemble des pays	PMA	Femmes	Participants africains ^a
Début de la campagne de sensibilisation et démonstration de technologies propres et problèmes de santé liés à l'extraction artisanale dans les mines d'or	X			Soudan	12	12	5	12
Logiciel COMFAR III Expert (niveau de base) et méthodologie de l'ONUUDI	X			Sri Lanka	16		2	
Logiciel COMFAR III Expert pour l'évaluation de projets d'investissement industriel	X			Timor-Leste	29	29	8	
Législation dans le secteur agroalimentaire	X			Tunisie	20		6	20
Traçabilité dans l'industrie agroalimentaire	X			Tunisie	25		5	25
Prévision technologique pour les organisateurs		X		Turquie	27	3	13	4
Appui au secteur des PME pour faciliter l'accès aux marchés d'exportation	X			Uruguay	100		25	
Logiciels PHAROS et PRODUCE-PLUS	X			Uruguay	20		3	
Promotion de consortiums d'exportation	X			Uruguay	41		16	
Formation de formateurs sur les bonnes pratiques de réfrigération	X			Venezuela (République bolivarienne du)	73		2	
Audit HACCP	X			Viet Nam	23			
Formation de formateurs sur les systèmes de gestion de la qualité	X			Viet Nam	6			
Formation de formateurs sur l'analyse des risques aux points critiques (HACCP)	X			Viet Nam	9			
Formation de formateurs sur les systèmes de gestion de l'environnement	X			Viet Nam	5			
Développement de l'entrepreneuriat féminin: conduite de groupe	X			Viet Nam	185		183	
Développement de l'entrepreneuriat féminin: formation de formateurs sur les compétences techniques	X			Viet Nam	81		44	
Développement de l'entrepreneuriat féminin: mise à niveau des compétences techniques	X			Viet Nam	1,022		1,022	

<i>Domaine d'étude</i>	<i>Type de programme</i>			<i>Nombre de participants</i>				
	<i>National</i>	<i>Régional</i>	<i>Inter-régional</i>	<i>Pays/territoire hôte</i>	<i>Ensemble des pays</i>	<i>PMA</i>	<i>Femmes</i>	<i>Participants africains^a</i>
Développement de l'entrepreneuriat féminin: gestion des entreprises et marketing	X			Viet Nam	957		957	
Logiciel COMFAR III Expert	X			Yémen	19	19	5	
Mise à niveau des entreprises	X			Yémen	30	30		
Technologies plus propres de production d'or		X		Zimbabwe	3	2	1	3
Campagne de sensibilisation et préparation du lancement d'une unité de démonstration transportable, de technologies propres et problèmes de santé liés à l'extraction artisanale de l'or	X			Zimbabwe	47		12	47

^a Y compris les participants des États arabes d'Afrique.

Tableau 2
Nombre de stages individuels et de voyages d'étude ayant débuté en 2005
par nationalité/zone, pays ou territoire d'origine

Nombre de boursiers placés

Nationalité/zone, pays ou territoire d'origine	PNUD			Programme ordinaire			Autres programmes			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
AFRIQUE										
Afrique du Sud	0	0	0	0	0	0	1	1	2	2
Angola	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Bénin	0	0	0	0	0	0	6	1	7	7
Botswana	0	0	0	0	0	0	4	0	4	4
Burkina Faso	0	0	0	2	2	4	10	2	12	16
Burundi	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Cameroun	0	0	0	5	0	5	8	0	8	13
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	9	1	10	10
Éthiopie	0	0	0	9	0	9	7	0	7	16
Ghana	0	0	0	9	1	10	1	2	3	13
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	0	11	0	11	11
Kenya	0	0	0	10	1	11	0	1	1	12
Lesotho	0	0	0	2	0	2	5	0	5	7
Malawi	0	0	0	4	0	4	0	0	0	4
Mali	0	0	0	1	0	1	8	0	8	9
Mozambique	1	2	3	0	0	0	2	0	2	5
Niger	0	0	0	0	0	0	10	0	10	10
Nigéria	0	0	0	5	0	5	21	1	22	27
Ouganda	0	0	0	8	2	10	10	2	12	22
République-Unie de Tanzanie	0	0	0	2	0	2	8	0	8	10
Sénégal	0	0	0	3	0	3	24	2	26	29
Togo	0	0	0	0	0	0	14	3	17	17
Zambie	0	0	0	1	0	1	3	0	3	4
Zimbabwe	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
TOTAL	1	2	3	62	6	68	163	17	180	251
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES										
Argentine	0	0	0	0	0	0	15	1	16	16
Brésil	0	0	0	0	0	0	0	3	3	3
Costa Rica	0	0	0	0	0	0	3	1	4	4
Cuba	0	0	0	0	0	0	10	9	19	19
El Salvador	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3
Équateur	0	0	0	0	0	0	2	1	3	3
Guatemala	0	0	0	0	2	2	2	0	2	4
Mexique	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2
Nicaragua	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Pérou	0	0	0	0	0	0	2	1	3	3
Uruguay	0	0	0	0	0	0	8	8	16	16
TOTAL	0	0	0	0	2	2	47	25	72	74

Nationalité/zone, pays ou territoire d'origine	PNUD			Programme ordinaire			Autres programmes			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
ASIE ET PACIFIQUE										
Bangladesh	0	0	0	0	0	0	14	0	14	14
Bhoutan	0	0	0	0	0	0	4	4	8	8
Cambodge	0	0	0	0	0	0	15	2	17	17
Chine	21	3	24	0	0	0	11	2	13	37
Inde	10	0	10	0	0	0	13	1	14	24
Indonésie	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
Iran (République islamique d')	0	0	0	0	0	0	16	0	16	16
Maldives	0	0	0	0	0	0	2	2	4	4
Népal	0	0	0	0	0	0	6	1	7	7
Pakistan	0	0	0	2	0	2	29	3	32	34
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	0	0	16	5	21	21
République populaire démocratique de Corée	0	0	0	0	0	0	16	5	21	21
Viet Nam	0	0	0	0	0	0	11	5	16	16
TOTAL	31	3	34	4	0	4	153	30	183	221
ÉTATS ARABES										
Algérie	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3
Égypte	0	0	0	6	2	8	27	3	30	38
Iraq	0	0	0	0	0	0	25	10	35	35
Jamahiriya arabe libyenne	7	1	8	0	0	0	2	0	2	10
Jordanie	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2
Maroc	0	0	0	0	0	0	5	1	6	6
Palestine	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Soudan	0	0	0	9	0	9	0	0	0	9
Tunisie	0	0	0	0	0	0	7	0	7	7
Yémen	0	0	0	6	0	6	0	0	0	6
TOTAL	7	1	8	21	2	23	72	14	86	117
EUROPE ET NEI										
Azerbaïdjan	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2
Géorgie	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Roumanie	0	0	0	0	4	4	1	2	3	7
Turquie	0	0	0	0	0	0	15	1	16	16
Ukraine	0	0	0	3	1	4	0	0	0	4
TOTAL	0	0	0	3	5	8	18	4	22	30
TOTAL GÉNÉRAL	39	6	45	90	15	105	453	90	543	693

Tableau 3
Stages individuels et voyages d'étude ayant débuté en 2005,
par pays, zone géographique ou territoire d'accueil

Nombre de boursiers placés

Nationalité/zone, pays ou territoire d'origine	PNUD			Programme ordinaire			Autres programmes			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Afrique du Sud	0	0	0	0	0	0	6	0	6	6
Algérie	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Allemagne	0	0	0	0	0	0	26	7	33	33
Arabie saoudite	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
Argentine	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2
Australie	0	0	0	0	0	0	2	1	3	3
Autriche	7	1	8	10	1	11	31	6	37	56
Bahreïn	0	0	0	0	0	0	6	8	14	14
Belgique	11	2	13	0	0	0	2	0	2	15
Bénin	0	0	0	0	0	0	36	0	36	36
Brésil	0	0	0	0	0	0	2	2	4	4
Canada	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Chine	0	0	0	2	0	2	30	8	38	40
Colombie	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3
Costa Rica	0	0	0	0	0	0	0	3	3	3
Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Cuba	0	0	0	0	0	0	3	5	8	8
Danemark	0	0	0	0	0	0	7	2	9	9
Égypte	0	0	0	0	0	0	1	6	7	7
El Salvador	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Espagne	0	0	0	0	0	0	8	0	8	8
États-Unis d'Amérique	19	1	20	0	1	1	0	1	1	22
France	0	1	1	3	2	5	37	6	43	49
Ghana	0	0	0	0	0	0	4	1	5	5
Guatemala	0	0	0	0	0	0	6	4	10	10
Hongrie	0	0	0	0	4	4	1	1	2	6
Inde	0	0	0	78	6	84	94	2	96	180
Indonésie	0	0	0	2	0	2	2	0	2	4
Iraq	0	0	0	0	0	0	26	4	30	30
Israël	0	0	0	0	0	0	3	1	4	4
Italie	22	4	26	0	0	0	77	12	89	115
Japon	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3
Jordanie	0	0	0	0	0	0	44	16	60	60
Malaisie	0	0	0	0	0	0	28	5	33	33
Mali	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Maroc	0	0	0	0	0	0	18	2	20	20
Maurice	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Mexique	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1
Pakistan	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Pays-Bas	33	6	39	0	0	0	1	1	2	41
République de Corée	0	0	0	0	0	0	7	2	9	9
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	1	0	1	0	0	0	20	4	24	25
Sénégal	0	0	0	0	0	0	9	1	10	10
Singapour	0	0	0	0	0	0	0	2	2	2

Nationalité/zone, pays ou territoire d'origine	PNUD			Programme ordinaire			Autres programmes			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Sri Lanka	0	0	0	0	0	0	8	5	13	13
Suisse	0	0	0	0	0	0	6	0	6	6
Thaïlande	0	0	0	0	0	0	4	6	10	10
Tunisie	0	0	0	0	0	0	26	4	30	30
Turquie	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3
Uruguay	0	0	0	0	0	0	4	1	5	5
Viet Nam	0	0	0	0	0	0	6	4	10	10
Zimbabwe	2	2	4	0	0	0	5	0	5	9
TOTAL	95	17	112	97	15	112	613	134	747	971

APPENDICE H

ACCORDS, MÉMORANDUMS D'ACCORD ET COMMUNIQUÉS COMMUNS CONCLUS EN 2005*

I. Accords conclus avec des États

Allemagne

Arrangement entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne visant à appuyer le projet "Renforcer la fabrication de médicaments génériques à l'échelle locale dans les pays les moins avancés (PMA) grâce à la promotion des PME, aux partenariats d'entreprises, à la promotion de l'investissement et à la coopération Sud-Sud", signé les 15 et 28 septembre.

Argentine

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Ministère de la planification fédérale, de l'investissement public et des services de la République argentine, signé le 15 avril.

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la province de Córdoba de la République argentine, signé le 7 septembre.

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la province de Buenos Aires de la République argentine, signé le 5 décembre.

Azerbaïdjan

Programme-cadre de coopération entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, signé le 4 février.

Burundi

Communiqué commun du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et du Ministre du développement communal du Gouvernement du Burundi, S. E. M. Jean-Baptiste Gahimbare, signé le 21 juillet.

Congo

Mémorandum d'accord sur le programme de l'ONUUDI en République du Congo, signé le 30 novembre.

Haïti

Communiqué commun du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et du Premier Ministre de la République d'Haïti, S. E. M. Gérard Latortue, signé le 28 novembre.

Italie

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement italien relatif à un fonds d'affectation spéciale pour l'exécution en Chine d'un projet au titre du Protocole de Montréal intitulé "Plan national d'élimination du bromométhane – Chine", signé le 20 avril et le 8 août.

* Liste des accords signés qui ont été envoyés au service juridique pour y être conservés.

Liban

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Ministère de l'industrie de la République libanaise relatif à un fonds d'affectation spéciale pour la participation à hauteur de 50 % du Gouvernement libanais aux dépenses liées à l'établissement d'une capacité institutionnelle chargée de mener des enquêtes annuelles sur le secteur manufacturier de la République libanaise, signé le 2 février.

Madagascar

Lettre d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Ministère de l'industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé de Madagascar concernant l'exécution d'un programme par des entités nationales, signée le 3 juin et le 11 juillet.

Mozambique et Association for Development of People for People

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Ministère de l'industrie et du commerce et l'Association for Development of People for People, Itoculo (Mozambique), signé le 22 juin et le 21 juillet.

Pays-Bas

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Ministre néerlandais de la coopération pour le développement relatif à un fonds d'affectation spéciale pour l'exécution à Malakal (Soudan) d'un projet intitulé "Formation technique professionnelle pour le développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes", signé le 16 octobre.

Slovaquie

Arrangement administratif entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République slovaque concernant une contribution à des fins spéciales au Fonds de développement industriel, signé le 23 septembre.

Slovénie

Accord de coopération et arrangement administratif entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République de Slovénie concernant des contributions à des fins spéciales au Fonds de développement industriel, signé le 22 juin.

Turquie

Échange de lettres portant extension de l'Accord entre la République turque et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel relatif à l'établissement du Centre pour la coopération régionale en Turquie, signé le 23 mars et le 21 avril.

II. Accords conclus au sein du système des Nations Unies

Organisation internationale du Travail (OIT)

Lettre d'accord interinstitutions entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation internationale du Travail relative au "Programme d'aide au développement du secteur privé et des moyens de subsistance durables – Services d'un expert pour les questions touchant au VIH/sida et au monde du travail", signée le 23 novembre 2004 et le 11 février 2005.

Organisation maritime internationale (OMI)

Lettre d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation maritime internationale, signée les 6 et 26 septembre.

Organisation des Nations Unies (ONU)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation des Nations Unies relatif au financement d'un projet en Guinée intitulé "Programme à impact rapide dans les zones de réfugiés: centres de production communautaires et projets de relèvement des communautés avec mise à niveau des compétences en Guinée forestière", signé le 16 mai et le 6 juin.

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation des Nations Unies relatif au financement d'un projet au Malawi, intitulé "Doter les communautés rurales pauvres de technologies de rationalisation du travail en vue d'améliorer la productivité, la production alimentaire et les revenus", signé le 14 avril et le 12 mai.

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation des Nations Unies relatif au financement d'un projet en Ouganda, intitulé "Formation plurielle et services communautaires pour le développement des moyens de subsistance durables et la lutte contre la pauvreté – Réinsertion des anciens combattants et rebelles (phases I et II)", signé les 25 et 30 novembre.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Programme alimentaire mondial (PAM)

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial sur les aspects opérationnels du programme conjoint "Renforcer la sécurité humaine grâce au développement humain durable dans le nord-ouest de la République-Unie de Tanzanie", signé les 23 et 29 août et le 11 septembre.

Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA, Genève)

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires, signé les 5 et 22 septembre.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, signé le 3 mars.

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime relatif à la mise en place, la maintenance et l'assistance du système intégré de gestion de l'ONUUDI pour l'administration des ressources humaines et le versement des traitements et salaires, signé les 16 et 22 décembre.

III. Accords conclus avec des organisations intergouvernementales

Fonds commun pour les produits de base (CFC) et Groupe intergouvernemental sur les fibres dures, représenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds commun pour les produits de base et le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures, représenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, relatif à l'exécution du projet "Mise en place d'un mécanisme pilote pour l'extraction/la production continue de la fibre de sisal", signé les 19 et 30 mai et le 20 juin.

Fonds commun pour les produits de base (CFC) et Réseau international sur le bambou et le rotin

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds commun pour les produits de base et le Réseau international sur le bambou et le rotin relatif à un projet pour le développement du marché du bambou en Afrique de l'Est – création d'emplois et de revenus aux fins de la réduction de la pauvreté, signé les 22 juin, 12 juillet et 5 août.

Secrétariat général de l'Organisation des États américains (OEA)

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Secrétariat général de l'Organisation des États américains, signé le 18 octobre.

Secrétariat général de l'Organisation des États américains (OEA)

Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Société interaméricaine d'investissements (membre de la Banque interaméricaine de développement), signé le 21 avril et le 3 mai.

IV. Accords conclus avec d'autres organismes

Banque de développement du Bahreïn

Accord de location entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Banque de développement du Bahreïn, signé le 10 mai.

Société des services de logement de Beijing pour les missions diplomatiques

Contrat de location de l'immeuble de bureaux no 141 entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Société des services de logement de Beijing pour les missions diplomatiques, signé le 21 novembre.

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Agence canadienne de développement international/Projet pour le support de l'égalité des sexes – Phase II relatif à un fonds d'affectation spéciale pour l'exécution d'un projet au Kenya, intitulé "Aider les femmes chefs d'entreprise au Kenya pour améliorer l'accès au marché et renforcer les capacités institutionnelles", signé les 8 et 15 août.

Bureau de promotion des exportations, Gouvernement pakistanais

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Bureau de promotion des exportations du Gouvernement pakistanais relatif à un fonds d'affectation spéciale pour l'exécution d'un projet au Pakistan intitulé "Exécution de sous-projets en faveur de cinq regroupements de PME du secteur industriel en vue d'augmenter les exportations et d'améliorer la productivité et élaboration d'un stage de formation national pour les agents chargés du développement des regroupements d'entreprises", signé le 2 novembre 2004 et le 10 janvier 2005.

Organisation iranienne des petites industries et des parcs industriels (ISIPO)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation iranienne des petites industries et des parcs industriels de la République islamique d'Iran relatif à un fonds d'affectation spéciale pour l'exécution d'un projet en République islamique d'Iran intitulé "Développement de regroupements de PME dans le secteur industriel en vue de l'augmentation des exportations et de l'amélioration de la productivité", signé le 12 avril et le 8 mai.

Chambre de commerce d'Istanbul (ICOC)

Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Chambre de commerce d'Istanbul (Turquie), signé le 3 février.

Conseil tanzanien du sisal et Katani Limited (Katani)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Conseil tanzanien du sisal et Katani Limited concernant l'exécution du projet intitulé "Utilisation intégrale plus propre des déchets de sisal pour la fabrication de biogaz et d'engrais biologiques", signé les 10 et 15 novembre.

Université Complutense

Premier amendement au mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Université Complutense – Institut Complutense d'études internationales, Madrid (Espagne), signé les 22 et 27 juillet.

Université de Californie, Berkeley

Mémoire d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Université de Californie, Berkeley, signé le 23 novembre 2004 et le 3 mars 2005.

APPENDICE I

PRÉSENTATIONS DE PAYS

<i>Pays/région considérés</i>	<i>Lieu</i>	<i>Nombre de présentations</i>
Afrique du Sud	Belgique (2)	2
Algérie	Algérie (1)	1
Arabie saoudite	Bahreïn (2)	2
Argentine	Argentine (1), Chine (1), Italie (3)	5
Arménie	Arménie (1)	1
Bangladesh	Japon (1)	1
Bénin	Chine (1)	1
Bolivie	Chine (1)	1
Brésil	Chine (1), France (5)	6
Burundi	Chine (1)	1
Cameroun	Belgique (1), France (2)	3
Chine	Chine (7), France (5), Italie (13)	25
Colombie	Chine (1)	1
Comores	Chine (1)	1
Congo	Chine (1)	1
Côte d'Ivoire	Chine (1)	1
Croatie	Grèce (2)	2
Cuba	Belgique (1), Cuba (1)	2
Égypte	Bahreïn (1), Belgique (1), Chine (2), Égypte (2), Italie (1), Japon (1)	8
Émirats arabes unis	Bahreïn (2)	2
Équateur	Chine (1)	1
ex-République yougoslave de Macédoine	Japon (1)	1
France	Bahreïn (1)	1
Gabon	Chine (1)	1
Ghana	Chine (2)	2
Guinée	Belgique (1), Chine (3)	4
Guinée équatoriale	Chine (1)	1
Grèce	Bahreïn (3)	3
Inde	Italie (1), Japon (1)	2
Iran (République islamique d')	Belgique (1)	1
Jamahiriya arabe libyenne	Italie (1)	1
Jordanie	Allemagne (1), Bahreïn (2), Italie (2), Japon (1), Koweït (1)	7
Kazakhstan	Belgique (1)	1
Kenya	Chine (2)	2
Koweït	Bahreïn (1)	1
Lesotho	Chine (2)	2
Liban	Bahreïn (1), Belgique (2)	3
Libéria	Chine (2)	2
Madagascar	Chine (1), Japon (2)	3
Mali	Chine (1)	1
Maroc	Belgique (1), Chine (1), France (2), Italie (3), Japon (3), Maroc (1)	11
Maurice	Chine (1)	1
Mexique	Chine (1)	1

<i>Pays/région considérés</i>	<i>Lieu</i>	<i>Nombre de présentations</i>
Mongolie	Japon (1)	1
Mozambique	Japon (1), République de Corée (1)	2
Namibie	Chine (2)	2
Niger	Chine (1)	1
Oman	Bahreïn (1)	1
Ouganda	Chine (2), Italie (2), Japon (1), République de Corée (1)	6
Pérou	Chine (1)	1
Philippines	Japon (1)	1
République arabe syrienne	Bahreïn (2)	2
République centrafricaine	Chine (1)	1
République de Corée	République de Corée (4)	4
République démocratique du Congo	Belgique (1), Chine (1), République démocratique du Congo (2)	4
République tchèque	Japon (1)	1
République-Unie de Tanzanie	Chine (2)	2
Roumanie	Japon (1)	1
Sénégal	Belgique (1)	1
Serbie-et-Monténégro	Grèce (3), Italie (1), Japon (3), Serbie-et-Monténégro (3)	10
Sierra Leone	Chine (2)	2
Slovaquie	Japon (1)	1
Soudan	Chine (2)	2
Sri Lanka	Japon (3)	3
Togo	Chine (1)	1
Tunisie	Bahreïn (1), Chine (1), Italie (10), Tunisie (4)	16
Turquie	Bahreïn (4), Turquie (1)	5
Ukraine	Belgique (1), Grèce (2)	3
Uruguay	Chine (1)	1
Venezuela (République bolivarienne du)	Chine (1)	1
Viet Nam	Belgique (1), Viet Nam (1)	2
Zambie	Chine (2)	2
Zimbabwe	Chine (2)	2
Afrique	France (2), Italie (1)	3
Amérique latine et Caraïbes	Italie (4), France (2)	6
Europe de l'Est/du Sud	Italie (1), Japon (2)	3
Région méditerranéenne	Italie (7)	7
	TOTAL	221

Total: 77 pays/régions qui ont fait l'objet de 221 présentations tenues dans 21 pays.

APPENDICE J

ACHATS

I. Commandes de matériel, matières et fournitures

a. Coopération technique	Commandes passées	Équivalent dollars ^b	Euros
Pays de la liste A ^a	35	2 725 166	2 211 530
Pays de la liste B	231	15 570 375	12 660 891
Pays de la liste C	7	820 338	664 090
Pays de la liste D	5	282 276	233 315
Autres pays	28	1 322 129	1 081 327
Total	306	20 720 284	16 851 153
b. Siège	Total	784	3 344 038
TOTAL DES COMMANDES	1 090	24 064 322	19 565 299

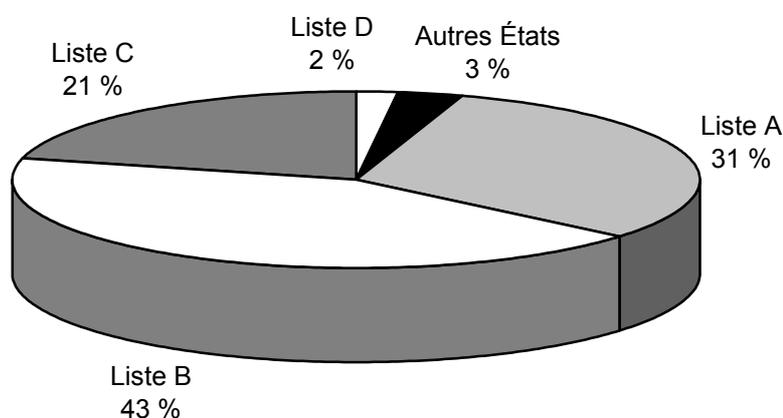
II. Marchés de services et de sous-traitance

a. Coopération technique	Marchés octroyés	Équivalent dollars ^b	Euros
Pays de la liste A ^a	117	11 453 316	9 409 679
Pays de la liste B	35	4 007 554	3 272 307
Pays de la liste C	31	8 514 984	6 907 881
Pays de la liste D	13	529,283	430 974
Autres pays	5	249 687	197 262
Total	201	24 754 824	20 218 103
b. Siège	Total	128	20 327 863
TOTAL DES MARCHÉS	329	45 082 687	36 638 683
TOTAL GÉNÉRAL	1 419	69 147 009	56 203 982

^a Liste d'États figurant à l'Annexe I de la Constitution de l'ONUDI (GC.11/14).

^b Sur la base du taux de change opérationnel mensuel de l'ONU.

**Achats aux fins de la coopération technique 2005
selon les listes d'États**



APPENDICE K

REPRÉSENTATION HORS SIÈGE
(Au 31 décembre 2005)

	<i>Représentant de l'ONUDI</i>	<i>CTP/SDI</i>	<i>DON</i>	<i>COO</i>	<i>OLN</i>	<i>ARN/APA</i>	<i>Expert associé</i>	<i>Adminis- trateur auxiliaire</i>	<i>Agent des services généraux</i>	<i>Total</i>
AFRIQUE										
Burkina Faso*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Cameroun	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Côte d'Ivoire	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Érythrée*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Éthiopie	1	0	0	0	0	0	0	1	2	4
Ghana	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Guinée	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Kenya	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Madagascar	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Mali*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Mozambique*	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Nigéria	0	2	0	0	0	2	0	0	5	9
Ouganda*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République-Unie de Tanzanie	1	0	0	0	0	0	1	1	2	5
Rwanda*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Sénégal	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Sierra Leone*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Togo*	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Zimbabwe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7	2	0	5	2	2	1	2	23	44
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES										
Argentine*	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Bolivie*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Colombie	0	0	0	0	0	0	0	1	3	4
Cuba*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Équateur*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Mexique	0	0	0	0	0	1	0	0	2	3
Nicaragua*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Uruguay	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
TOTAL	1	0	0	3	0	1	0	1	8	14

	Représentant de l'ONUUDI	CTP/SDI	DON	COO	OLN	ARN/APA	Expert associé	Adminis- trateur auxiliaire	Agent des services généraux	Total
ASIE ET PACIFIQUE										
Afghanistan*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Chine	1	1	0	0	0	1	0	1	4	8
Inde	0	1	0	0	0	0	0	0	3	4
Indonésie	1	0	0	0	0	0	0	0	3	4
Iran (République islamique d')	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Pakistan	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Philippines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République démocratique populaire lao*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Sri Lanka*	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Thaïlande	1	1	0	0	0	0	0	0	2	4
Viet Nam	1	0	0	0	0	0	0	2	2	5
TOTAL	5	3	0	2	1	1	0	3	18	33
ÉTATS ARABES										
Algérie	1	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Égypte	1	0	0	0	0	0	0	0	3	4
Jordanie*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Liban	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Maroc	1	0	0	0	0	0	0	1	0	2
Soudan	1	0	0	0	0	0	0	0	2	3
Tunisie	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	6	0	0	1	0	0	0	1	8	16
EUROPE ET NEI										
Arménie*	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Fédération de Russie*	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Turquie*	0	0	1	0	0	0	0	0	2	3
Ukraine*	0	0	0	0	1	0	0	0	1	2
TOTAL	0	0	1	1	2	0	0	0	3	7
SIÈGE DE L'ONUUDI										
Autriche	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
TOTAL	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3
TOTAL GÉNÉRAL	19	5	1	12	5	4	4	7	60	117

* Pays où l'Organisation n'a pas de bureau de pays ou de bureau régional mais où elle est représentée sur le terrain par des comptoirs ou des centres de liaison.

CTP/SDI Conseiller technique principal/Specialiste du développement industriel

COO Chef des opérations de l'ONUUDI

DON Directeur de l'ONUUDI recruté sur le plan national

OLN Organe de liaison national de l'ONUUDI

ARN/APA Administrateur recruté sur le plan national/Administrateur de programme adjoint

APPENDICE L

COMPOSITION DU SECRÉTARIAT ET INFORMATIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Tableau 1
Ventilation des postes au Siège de l'ONUUDI au 31 décembre 2005
(Y compris les bureaux de Genève et de New York)

Classe	Hommes	%	Femmes	%	Total
D-2	5		1		6
D-1	10		7		17
Total partiel	15	65	8	35	23
P-5	43		6		49
P-4	45		20		65
P-3	33		17		50
P-2/1	4		5		9
Total partiel	125	72	48	28	173
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	140	71	56	29	196
Agents des services généraux	128	40	193	60	321
TOTAL	268	52	249	48	517

Ventilation des postes d'administrateurs et de fonctionnaires de rang supérieur
au Siège de l'ONUUDI et dans les autres bureaux permanents
(de la classe D1 et au-dessus)

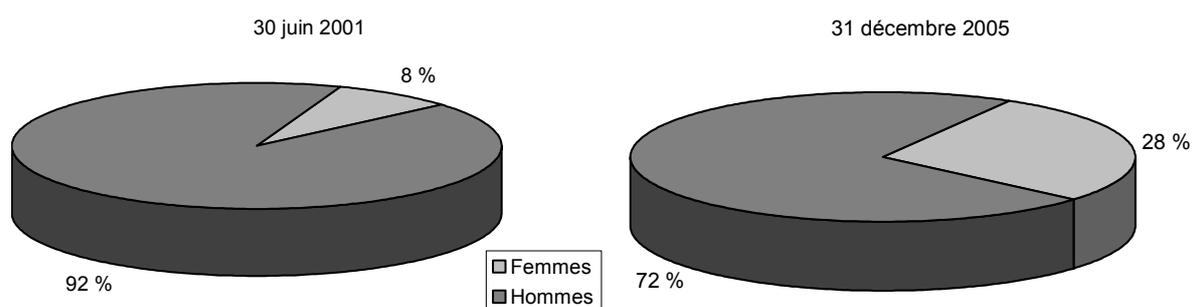


Tableau 2
Recrutements à des postes ayant fait l'objet d'un avis de vacance depuis la mise en place du cadre de gestion des ressources humaines
 (5 juin 2001-31 décembre 2005)

	<i>Hommes</i>	<i>%</i>	<i>Femmes</i>	<i>%</i>
Recrutements D1 et au-dessus	9	53	8	47
Nombre total de recrutements à des postes d'administrateur	67	68	31	32

Tableau 3
Promotions depuis la mise en place du cadre de gestion des ressources humaines
 (5 juin 2001-31 décembre 2005)

	<i>D2</i>		<i>D1</i>		<i>P5</i>		<i>P4</i>		<i>P3</i>		<i>P2</i>		<i>G7</i>		<i>G6</i>		<i>G5</i>		<i>G4</i>		<i>G3</i>		<i>Total</i>
	<i>H</i>	<i>F</i>																					
2001	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	3	11	5	26	2	1	5		55	
2002	-	-	-	-	-	-	1	5	3	4	-	-	-	-	9	5	26	7	-	3		63	
2003	2	-	1	1	9	1	4	2	1	-	-	-	-	2	15	6	27	3	1	16		91	
2004	-	-	1	-	1	-	1	3	-	-	1	1	-	2	3	1	1	1	2	-		18	
2005	2		1	1	5	2	5	2	1		1	--	1	1	11	12		3	5			53	
TOTAL	4	-	3	2	15	3	11	12	5	5	2	2		1	8	49	29	80	16	9	24	-	280

Tableau 4
Ventilation des postes au Siège de l'ONUUDI et dans les autres bureaux permanents, au 31 décembre 2005

	<i>Siège</i>	<i>Genève/ New York</i>	<i>Bureaux extérieurs</i>	<i>Missions</i>	<i>BPIT^a</i>	<i>Total</i>
Administrateurs	192	2	22	1	27	246
Administrateurs recrutés sur le plan national	-	-	16	-	3	19
Agents des services généraux	319	2	55	1	5	382
TOTAL	511	6	93	2	35	647

^a Bureaux de promotion des investissements et de la technologie.

Tableau 5
Ventilation des postes soumis à la répartition géographique, au 31 décembre 2005

<i>Classe</i>	<i>Hommes</i>	<i>%</i>	<i>Femmes</i>	<i>%</i>	<i>Total</i>	
D-2	5		1		6	
D-1	14		7		21	
Total partiel		19	70	8	30	27
P-5	55		7		62	
P-4	44		20		64	
P-3	35		17		52	
P-2/1	4		5		9	
Total partiel		138	74	49	26	187
TOTAL		157	73	57	27	214

APPENDICE M

PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL Stages organisés en 2005

Module	Heures/ Stage	Stages	Participants					Total
			ODG	PTC	PCF	ADM	OCG	
<i>I. Programme d'orientation</i>								
Programme d'orientation pour les chefs des opérations de l'ONUUDI	42	2	0	0	18	1	0	19
Total partiel	42	2	0	0	18	1	0	19
<i>II. Formation et perfectionnement des cadres</i>								
Retraite du Conseil d'administration élargi	14	1	6	11	21	7	5	50
Techniques d'animation	21	1	1	0	0	1	2	4
Suivi du comportement professionnel par rapport à la gestion axée sur les résultats	5	6	1	17	13	30	5	66
Parler en public et présentation d'exposés	20	2	1	8	1	2	0	12
Gestion du changement et de la productivité en tenant compte de la santé	3,5	2	0	23	0	1	0	24
Total partiel	63,5	12	9	59	35	41	12	156
<i>III. Mise à niveau des compétences techniques</i>								
Formation externe	156	10	0	0	0	6	1	7
Gestion efficace des projets	28	1	0	1	0	0	0	1
Application de la norme ISO 9000	30	1	0	1	0	0	0	1
Séminaire spécial sur le développement du secteur privé	14	1	0	20	23	1	1	45
Rédaction de rapports en anglais	20	2	0	5	3	1	1	10
Approche du cadre logique	14	1	0	11	2	2	0	15
Atelier régional en Ouganda (renforcement de l'excellence professionnelle)	21	2	0	0	71	0	0	71
Total partiel	283	18	0	38	99	10	3	150
<i>IV. Formation aux technologies de l'information</i>								
Microsoft Word, niveau supérieur	7	5	3	12	7	15	1	38
Microsoft PowerPoint, niveau supérieur	7	4	4	14	3	9	1	31
Microsoft Excel, niveau supérieur	11	5	3	9	9	11	3	35
Microsoft Project	17	2	0	8	3	3	0	14
Visual Net Programming	60	2	0	0	1	1	5	7
Total partiel	102	18	10	43	23	39	10	125
<i>V. Formation linguistique</i>								
AIEA	40	2	3	4	2	8	1	18
Total partiel	40	0	3	4	4	8	1	18
TOTAL GÉNÉRAL	530,5	50	22	144	179	99	26	468

ODG Cabinet du Directeur général

PTC Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique

PCF Division de la coordination des programmes et des opérations hors Siège

ADM Division de l'administration

OCG Bureau du Contrôleur général

APPENDICE N

LISTE DE PUBLICATIONS^e PRODUITES

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>	<i>Coéditeur</i>	<i>Langue</i>
Accréditation, certification, normalisation, métrologie, promotion de la qualité – Contribution à l'étude du droit lié à la qualité dans l'espace UEMOA	V.05-87373		F
Rapport annuel de l'ONUUDI, 2004 List of UNIDO technical cooperation activities, 2004	ISSN 1020-766X ISSN 1020-7716		A, Ar, C, E, F, R
Buyers Guide publié à l'occasion de ToyBiz, New Delhi		Toy Association of India	A
COMFAR III Business Planner, Version 3.0	Logiciel		*
COMFAR III Expert, Version 3.0	Logiciel		*
COMFAR III Mini Expert, Version 3.0	Logiciel		*
Company Project Profile (CPP)	Logiciel		A
Dreamweavers: Industrial development programme for income and employment generation in Mindanao	DVD (V.05-90064)		A
Experiences on the application of cleaner production in the leather industry in selected African countries. Enhancing and improving the efficiency and environmental image of African tanneries		Eastern and Southern Africa Leather Industries Association (ESALIA)	A
Mode en cuir à Fès		Ministère de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie, Maroc	A, F
Food processing toolkits	CD-ROM	FAO	A
Foreign direct investment in South-East Asia: Experience and future policy implications for developing countries			A
Ghana – Consultative forum strengthening competencies for governance and economic management	V.05-88508		A
Guide du constructeur du séchoir hybride	V.05-85654		F
Guide du sécheur de figues	V.05-83575		F
Guide du sécheur de prunes	V.05-84308		F
Entreprendre dans l'industrie agroalimentaire	CD-ROM		A, E, F
Industrial Development Report 2005	ISBN 92-1-106432-5		A

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>	<i>Coéditeur</i>	<i>Langue</i>
Industrial Development Report 2005 – Background paper series:			A
Interpreting Ireland's economic growth	V.05-88732		
Catching Up: What are the critical factors for success?	V.05-88722		
Historical patterns in the co-evolution of higher education, public research and national industrial capabilities	V.05-88733		
The role of knowledge-based “public goods” in economic “catch-up”: Lessons from history	V.05-88721		
The pillars of progress: Metrics for science and technology infrastructure	V.05-89006		
Measuring the demand of trade-related technological public goods in Argentina	V.05-89008		
Formation and growth of sectoral innovation systems – “Functional analysis” as a tool for policymakers in identifying policy issues	V.05-89007		
Food safety capacity-building needs – The Argentine food activity	V.05-89009		
Standards, technical change and intellectual property rights: Lessons from industrialized countries for developing countries	V.05-89271		
Science, technology and innovation in developing countries: Some elements for defining policies and assigning resources	V.05-89270		
Industrial development Scoreboard	CD-ROM		A
Innovative manufacturing solutions and technology trends	CD-ROM		A
Interactive computer-based training course for sewing machine operations and maintenance of lock-stitch sewing machines	CD-ROM DVD		A
Investment paper series 2005: Foreign direct investment: Issues and challenges of promotion			A
Investment project preparation and appraisal teaching materials:	Aussi CD-ROM (V.05-89244)		A
Module 1 – Overview	V.05-87055		
Module 2 – Market analysis and marketing	V.05-87056		
Module 3 – Technical analysis	V.05-87057		
Module 4 – Financial analysis	V.05-87095		
Module 5 – Economic analysis	V.05-87059		
Module 6 – Expansion/modernization projects	V.05-87060		
Module 7 – Project appraisal	V.05-87061		

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>	<i>Coéditeur</i>	<i>Langue</i>
Kobold technology promotion and transfer for marine current exploitation in South East Asia	V.05-87071		A
Le consommateur, destinataire final de tout dispositif qualité			F
Le système ouest-africain d'accréditation – Clef d'accès aux marchés mondiaux	V.05-86990		F
Les petites et moyennes entreprises alimentaires à l'heure de la qualité – Approche qualité de l'ONUDI dans le secteur agroalimentaire: Expérience et études de cas au Burkina Faso			F
Methodology: Development of SME supplier networks	V05-84118		A, E
Mise en valeur des productions agroalimentaires de l'UEMOA, cas de la "filiale viande bovine" du Niger			F
Productivity in developing countries: Trends and policies	V.05-89358		A
Productivity performance in developing countries – Country case studies			A
Argentina	V.05-89842		
Brazil	V.05-89890		
Chile	V.05-89821		
China	V.05-89906		
Egypt	V.05-89786		
India	V.05-89887		
Indonesia	V.05-89617		
Kenya	V.05-89800		
Mexico	V.05-89898		
Morocco	V.05-89820		
Nigeria	V.05-89888		
Republic of Korea	V.05-89616		
South Africa	V.05-89889		
United Republic of Tanzania	V.05-89616		
Promouvoir l'accès des produits agroalimentaires de l'UEMOA au marché de l'Union européenne	V.05-87148		F
Protocols for environmental and health assessments of mercury released by artisanal and small-scale gold miners	ISBN 92-1-106429-5		A
Rural energy for productive use	CD-ROM		A
Shaping the future – A guide on intellectual property rights for the Indian machine tool industry		Indian Machine Tool Manufacturers Association	A
Technical working paper series 1999-2005 (Small and Medium Enterprises Branch)	CD-ROM (V.05-89676)		A

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>	<i>Coéditeur</i>	<i>Langue</i>
Technical working paper series of Small and Medium Enterprises Branch:			A
Combining strengths: Synergies between cluster development and microfinance	V.05-87072		
Private sector development: The support programmes of the Small and Medium Enterprises Branch	V.05-91389		
Technology foresight for decision makers	CD-ROM		A
Technology foresight for organizers	CD-ROM		A
Technology foresight for practitioners	CD-ROM		A
Technology paper series 2005: UNIDO's contribution to technological development: Enhancing developing countries' ability to absorb and master technology			A
Technology roadmapping for developing countries	V.05-89320		A
The Global Compact case studies series: Sustainable supply chains	V.05-86161	Organisation des Nations Unies	A
The Montreal Protocol: Partnerships changing the world		PNUE, PNUD, Banque mondiale	A
The UNIDO story – Twenty years as a United Nations specialized agency 1985-2005	Aussi CD-ROM		A
Trade capacity-building – Working paper series 2005:			A
Relevance of UNIDO services to the responses to the WTO questionnaire in document G/TBT/W/178	V.05-87609		
Establishment of national capability – Providing instrumentation support services: case study	V.05-87613		
Dynamics of national systems of innovations in developing countries and transition economies			
Financing innovation			
Instruments for strategy and policy: Modeling the structure of the policymaking on science and technology			
Training package on investment and technology promotion: Joint ventures and strategic partnerships	V.03-90384		A
Uganda – Review of industrial and trade performance	V.05-81975		A
UNIDO in the press – UNIDO on the world stage, January 2002 to March 2005	V.05-84987 aussi CD-ROM		A
UNIDO technology foresight manual – Organization and methods (vol. 1)	V.04-55081 aussi CD-ROM (V.04-55099)		A
UNIDO technology foresight manual – Technology foresight in action (vol. 2)	V.04-56569 aussi CD-ROM (V.04-55099)		A

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>	<i>Coéditeur</i>	<i>Langue</i>
Vers une modernisation de l'inspection sanitaire alimentaire dans la zone UEMOA			F

^a La présente liste comprend des publications établies en collaboration avec d'autres organismes. Une liste plus détaillée, comprenant aussi des CD, des DVD, des bases de données, des logiciels et des productions vidéo se trouve sur le site Web de l'ONUUDI <www.unido.org/doc/6397>.

* Allemand, anglais, bahasa indonésien, chinois, coréen, croate, espagnol, farsi, français, italien, japonais, polonais, portugais, russe, slovaque, tchèque.

APPENDICE O

RÉUNIONS D'EXPERTS, COLLOQUES, SÉMINAIRES ET AUTRES RÉUNIONS^a

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
11-14 janvier	Sommet des investisseurs 2005 (Vibrant Gujarat Global Investor's Summit)	Ahmedabad (Inde)
24-26 janvier	Troisième réunion d'harmonisation des textes juridiques et réglementaires	Ouagadougou (Burkina Faso)
25 janvier	Journée du cuir organisée par l'ONUUDI	Nairobi (Kenya)
28 janvier-1 ^{er} février	Shilpgram à l'exposition internationale des technologies de la pierre (India Stonemart) 2005*	Jaipur (Inde)
29 janvier-2 février	Rencontre internationale entre acheteurs et vendeurs à l'exposition Stonemart 2005* en Inde	Jaipur (Inde)
12 février	Rencontre entre acheteurs et vendeurs à la foire internationale du jouet	Nuremberg (Allemagne)
19 février	Séminaire sur les solutions novatrices dans le secteur de la fabrication et sur les tendances en matière de technologie*	New Delhi (Inde)
21-23 février	Première réunion du comité technique de pilotage du prix UEMOA de la qualité	Ouagadougou (Burkina Faso)
22-25 février	Séminaire sur la normalisation, la certification, la qualité et les techniques de dessiccation	Battambang (Cambodge)
23-25 février	Réunion d'experts sur les possibilités et les synergies d'exploitation des courants marins en Asie du Sud-Est	Jakarta (Indonésie)
25-26 février	Atelier sur la promotion des consortiums d'exportation à l'intention des institutions d'appui	Hammamet (Tunisie)
3-4 mars	Colloque commun ONUUDI-Sandoz (Global Partners Symposium)	Vienne (Autriche)
9-11 mars	Première réunion du réseau d'intercomparaison des laboratoires et essais d'aptitude	Ouagadougou (Burkina Faso)
11 mars	Séminaire sur les partenariats d'entreprises en vue de la promotion de la compétitivité industrielle*	New Delhi (Inde)
14-16 mars	Cinquième réunion de coordination des structures de normalisation	Ouagadougou (Burkina Faso)
16 mars	Réunion des partenaires/atelier de validation du programme PNUD/ONUUDI pour le développement du secteur privé	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)
16-18 mars	Réunion des partenaires/atelier de validation du programme PNUD/ONUUDI pour le développement du secteur privé	Managua (Nicaragua)
21-23 mars	Réunion d'experts sur les investissements directs étrangers en Asie du Sud-Est: expérience et enseignements à tirer au plan de l'action pour les pays en développement	Bangkok (Thaïlande)
23 mars	Atelier sur la mise au point de nouveaux produits à l'intention des participants des groupes de construction de machines-outils de Bangalore*	Bangalore (Inde)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
29 mars	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Jakarta (Indonésie)
30 mars-1 ^{er} avril	Première réunion du comité régional de coordination de la qualité	Ouagadougou (Burkina Faso)
31 mars	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Kuala Lumpur (Malaisie)
5 avril	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	New Delhi (Inde)
6-7 avril	Réunion sur le programme "Combattre la marginalisation et la pauvreté par le développement industriel"	Vienne (Autriche)
7 avril	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Mumbai (Inde)
8 avril	Réunion inaugurale du Comité de promotion et de développement des petites et moyennes entreprises	Vientiane (République démocratique populaire lao)
14 avril	Réunion d'interaction avec les regroupements d'entreprises agroalimentaires*	Shimla (Inde)
18-20 avril	Atelier régional sur les imperfections des cuirs et peaux avant l'abattage et possibilités d'interventions en Afrique de l'Est: exploitation des possibilités offertes par l'industrie du cuir aux pauvres	Addis-Abeba (Éthiopie)
19 avril	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Shanghai (Chine)
21 avril	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Wenzhou (Chine)
25-26 avril	Table ronde sur la fabrication des turbines Kobold et leur utilisation aux fins de la production d'énergie	Guangzhou (Chine)
25-27 avril	Seconde réunion du réseau d'intercomparaison des laboratoires et essais d'aptitude	Ouagadougou (Burkina Faso)
26 avril	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Tokyo (Japon)
27-28 avril	Réunion du Comité de pilotage du premier projet régional FEM/PNUD de renforcement des capacités en micro/mini hydroélectricité et d'investissements pour la fourniture de services de base en milieu rural	Vienne (Autriche)
28-29 avril	Table ronde sur la fabrication des turbines Kobold et leur utilisation aux fins de la production d'énergie	Manille (Philippines)
29 avril	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Séoul (République de Corée)
2-4 mai	Seconde réunion du comité technique de pilotage du prix UEMOA de la qualité	Ouagadougou (Burkina Faso)
2-5 mai	Réunion du groupe de travail technique et scientifique et du comité de pilotage du projet sur la réduction de l'impact du tourisme côtier sur l'environnement par la réforme des politiques et le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé	Mahé (Seychelles)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
3 mai	Séminaire sur les possibilités d'investissement au Mozambique et en Ouganda	Daegue (République de Corée)
6-8 mai	Premier sommet de l'industrie des machines-outils*	Goa (Inde)
9-13 mai	Atelier international sur la levée des obstacles à l'introduction d'une exploitation aurifère artisanale et de techniques d'extraction plus propres	Kadoma (Zimbabwe)
10-12 mai	Comité des programmes et des budgets, vingt et unième session	Vienne (Autriche)
11-12 mai	Atelier sur le Rapport sur le développement industriel 2005	Vienne (Autriche)
18-20 mai	Réunion d'experts sur la création d'un jeu d'outils décisionnels pour le développement du secteur privé	Vienne (Autriche)
18-20 mai	Quatrième réunion d'harmonisation des textes juridiques et réglementaires	Ouagadougou (Burkina Faso)
20-23 mai	Conférence mondiale sur la chaîne d'approvisionnement de la bourse de sous-traitance et de partenariat	Beijing (Chine)
23-25 mai	Seconde réunion du comité régional de coordination de la qualité	Ouagadougou (Burkina Faso)
25 mai	Atelier des partenaires sur l'appui en matière d'information pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME)	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)
25-26 mai	Deuxième conférence régionale sur l'étude de prévision technologique relative à la chaîne productive de l'industrie de la pêche sur la côte pacifique de l'Amérique du Sud	Manta (Équateur)
27 mai	Atelier des partenaires sur l'appui en matière d'information pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME)	Zanzibar (République-Unie de Tanzanie)
1 ^{er} juin	Atelier sur la prise de décisions et les indices d'informatisation en matière de gestion urbaine	Shanghai (Chine)
1 ^{er} -3 juin	Septième atelier technique interne de coordination	Ouagadougou (Burkina Faso)
1 ^{er} -4 juin	Atelier sur la planification et les méthodologies d'évaluation des ressources halieutiques	Accra (Ghana)
4 juin	Séminaire de sensibilisation aux bourses de sous-traitance et de partenariat pour l'industrie	Muscat (Oman)
5 juin	Séminaire de sensibilisation aux bourses de sous-traitance et de partenariat pour l'industrie	Abou Dhabi (Émirats arabes unis)
6-7 juin	Sixième réunion du comité régional	Ouagadougou (Burkina Faso)
9 juin	Table ronde sur le nouveau rôle des pouvoirs publics dans la promotion de la compétitivité dans le contexte industriel mondial	Moscou (Fédération de Russie)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
9-11 juin	Conférence internationale sur le rôle des organisations du secteur privé et de la société civile dans la promotion, le transfert, l'adaptation et la diffusion de nouvelles technologies et de l'innovation	Moscou (Fédération de Russie)
14 juin	Atelier sur le fonds pour la promotion et le développement des PME	Vientiane (République démocratique populaire lao)
16 juin	Atelier sur la gestion des coûts et la planification des activités des unités de machines-outils*	Bangalore (Inde)
20-23 juin	Conseil du développement industriel, trentième session	Vienne (Autriche)
20-23 juin	Réunion du comité consultatif d'accréditation du Système ouest-africain d'accréditation (SOAC)	Ouagadougou (Burkina Faso)
27-28 juin	Consultations d'experts de haut niveau sur les nouvelles formes de gouvernance industrielle	Riyad (Arabie saoudite)
27-29 juin	Seconde réunion d'analyse comparative des besoins normatifs par rapport aux échanges commerciaux	Ouagadougou (Burkina Faso)
30 juin-1 ^{er} juillet	Projet du Centre Asie-Afrique de promotion des investissements et de la technologie: cinquième mission d'hommes et de femmes d'affaires d'Asie	Maputo (Mozambique)
4-5 juillet	Projet du Centre Asie-Afrique de promotion des investissements et de la technologie: cinquième mission d'hommes et de femmes d'affaires d'Asie	Kampala (Ouganda)
4-6 juillet	Troisième réunion du comité régional de coordination de la qualité	Ouagadougou (Burkina Faso)
7 juillet	Atelier international sur la levée des obstacles à l'introduction d'une exploitation aurifère artisanale et de techniques d'extraction plus propres	Jakarta (Indonésie)
9-11 juillet	Salon ToyBiz 2005 – rencontre entre acheteurs et vendeurs	New Delhi (Inde)
13-15 juillet	Deuxième Conférence internationale sur l'innovation et l'apprentissage dans les villes et régions dynamiques	Bangalore (Inde)
15-16 juillet	Séminaire international sur les technologies de l'usinage*	Bangalore (Inde)
18-20 juillet	Sixième réunion de coordination régionale des structures de normalisation	Ouagadougou (Burkina Faso)
18-21 juillet	Deuxième réunion régionale du groupe de travail technique et du comité de pilotage du projet sur le renforcement de la conservation et de l'utilisation rationnelle de plantes médicinales, aromatiques et pesticides par la gestion durable des terres	Abuja (Nigéria)
25-27 juillet	Troisième réunion d'analyse comparative des besoins normatifs par rapport aux échanges commerciaux	Ouagadougou (Burkina Faso)
18 août	Atelier sur les droits de propriété intellectuelle dans le secteur des machines-outils	Bangalore (Inde)
22-24 août	Troisième réunion du réseau d'intercomparaison des laboratoires et essais d'aptitude	Ouagadougou (Burkina Faso)
22-24 août	Quatrième réunion d'analyse comparative des besoins normatifs par rapport aux échanges commerciaux (coton)	Ouagadougou (Burkina Faso)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
22-26 août	Atelier régional sur les méthodes d'évaluation du rendement constant maximal	Accra (Ghana)
23-26 août	Réunion régionale du réseau de l'ONUUDI pour une production plus propre en Amérique latine	Ciudad de Guatemala (Guatemala)
24 août	Réunion des partenaires/atelier de validation du programme PNUD/ONUUDI pour le développement du secteur privé	Vientiane (République démocratique populaire lao)
26 août	Atelier international sur la levée des obstacles à l'introduction d'une exploitation aurifère artisanale et de techniques d'extraction plus propres	Vientiane (République démocratique populaire lao)
29-31 août	Cinquième réunion d'analyse comparative des besoins normatifs par rapport aux échanges commerciaux (beurre de karité)	Ouagadougou (Burkina Faso)
29-31 août	Réunion technique de validation de l'étude comparative relative à l'emploi de la normalisation et la vérification de la conformité dans les marchés publics	Ouagadougou (Burkina Faso)
1 ^{er} -3 septembre	Séminaire technologique sur l'optimisation de la productivité des machines-outils de commande numérique des centres d'usinage*	Bangalore (Inde)
7-8 septembre	Conférence sur les biens collectifs internationaux aux fins du développement économique	Boston (États-Unis d'Amérique)
8-11 septembre	Neuvième foire internationale du commerce et de l'investissement de la Chine (CIFIT)	Xiamen (Chine)
10-14 septembre	Quinzième réunion du Groupe de l'industrie du cuir et des articles en cuir de l'ONUUDI	León (Mexique)
12-16 septembre	Atelier d'experts sur les analyses du plancton et du benthos	Accra (Ghana)
14 septembre	Séminaire sur la technologie du bambou (BAMTECH 2005)	Accra (Ghana)
15-16 septembre	Conférence sur l'exploitation des courants marins aux fins de la production d'énergie	Messine (Italie)
15-16 septembre	Séminaire sur l'établissement d'un lien entre les mécanismes du Protocole de Kyoto et le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne	Vienne (Autriche)
20 septembre	Manifestation parallèle sur la gestion des produits chimiques pendant la troisième réunion du Comité préparatoire pour l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion internationale des substances chimiques	Vienne (Autriche)
21-23 septembre	Réunion du groupe de travail technique et scientifique et du comité de pilotage du projet sur la réduction de l'impact du tourisme côtier sur l'environnement par la réforme des politiques et le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé	Mombassa (Kenya)
21-23 septembre	Réunion de groupe d'experts sur la transformation des marchés en vue de l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie en Asie du Sud-Est	Pattaya (Thaïlande)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
22-24 septembre	Réunion d'experts sur la promotion des consortiums de PME à vocation exportatrice	Olbia (Italie)
23 septembre	Table ronde sur la compétitivité et la croissance durables: pertinence de la réforme économique slovaque pour les économies émergentes	Bratislava (Slovaquie)
26-28 septembre	Réunion mondiale des équipes de travail sur le projet mondial sur le mercure	Salvador da Bahia (Brésil)
26-28 septembre	Huitième atelier technique interne de coordination	Ouagadougou (Burkina Faso)
26-28 septembre	Conférence sous-régionale de l'Initiative pour le renforcement des capacités productives de l'Afrique (IRCPA) sur l'amélioration de la performance industrielle et la promotion de l'emploi en Afrique du Nord	Tunis (Tunisie)
28-30 septembre	Réunion du jury du prix UEMOA de la qualité	Ouagadougou (Burkina Faso)
29 septembre	Lancement de l'atelier sur l'exploitation du potentiel des MPME en Éthiopie	Addis-Abeba (Éthiopie)
29 septembre	Réunion des partenaires/atelier de validation du programme PNUD/ONUDI pour le développement du secteur privé	Addis-Abeba (Éthiopie)
29-30 septembre	Septième réunion du comité régional	Ouagadougou (Burkina Faso)
3-5 octobre	Réunion du groupe de travail technique et scientifique et du comité de pilotage du projet sur la réduction de l'impact du tourisme côtier sur l'environnement par la réforme des politiques et le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé	Banjul (Gambie)
5 octobre	Atelier des partenaires sur la responsabilité sociale des entreprises	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)
8 octobre	Atelier sur les unités de machines-outils: prise de décisions dans des situations complexes*	Bangalore (Inde)
10-14 octobre	Atelier régional sur la validation des résultats de l'enquête sur le grand écosystème marin du golfe de Guinée et d'autres enquêtes d'évaluation	Accra (Ghana)
13-14 octobre	Réunion de groupe d'experts sur la promotion du développement de l'entreprenariat chez les jeunes en Asie de l'Est	Nairobi (Kenya)
15-16 octobre	Atelier international sur les technologies d'énergie renouvelable et les investissements, et cérémonie de présentation du prix BlueSky	Shenzhen (Chine)
19-20 octobre	Atelier des partenaires sur la responsabilité sociale des entreprises	Managua (Nicaragua)
21 octobre	Forum commun IETA/ITC/ONUDI sur l'élaboration de projets	Madrid (Espagne)
26-28 octobre	Conférence sous-régionale de l'Initiative pour le renforcement des capacités productives de l'Afrique (IRCPA) sur l'amélioration de la performance industrielle et la promotion de l'emploi dans les pays du COMESA	Lusaka (Zambie)
7 novembre	Réunion des partenaires/atelier de validation du programme PNUD/ONUDI pour le développement du secteur privé	Bujumbura (Burundi)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
7-8 novembre	Réunion pour l'examen du projet "Appui à l'élaboration et à l'adoption de projets du mécanisme pour un développement propre (MDP) dans le secteur industriel" (projet pilote en coopération avec l'industrie autrichienne)	Vienne (Autriche)
7-9 novembre	Réunion internationale de groupe d'experts sur les technologies appropriées de construction durable dans les pays en développement*	Bangalore (Inde)
8-9 novembre	Conférence sur l'amélioration de la compétitivité des entreprises par l'utilisation de systèmes de gestion	Moscou (Fédération de Russie)
16 novembre	Conférence sur le développement économique et la sécurité nationale: le cas de l'Inde	Washington (États-Unis d'Amérique)
22-23 novembre	Réunion de groupe d'experts sur le développement de l'entreprenariat chez les jeunes par les énergies renouvelables en Amérique centrale et dans les Caraïbes	Mexico (Mexique)
23-24 novembre	Atelier national sur l'évaluation des besoins en matière de technologie	Cebu (Philippines)
28 novembre	Forum sur les questions liées au développement industriel, le commerce et l'atténuation de la pauvreté au moyen de la coopération Sud-Sud	Vienne (Autriche)
28 novembre-2 décembre	Conférence générale, onzième session	Vienne (Autriche)
29 novembre	Table ronde sur la promotion des échanges grâce au développement des capacités industrielles	Vienne (Autriche)
29 novembre	Table ronde sur la coopération dans le domaine du transfert de technologie	Vienne (Autriche)
29 novembre	Présentation sur la productivité dans les pays en développement: tendances et politiques	Vienne (Autriche)
29-30 novembre	Atelier national sur l'évaluation des besoins en matière de technologie	Jakarta (Indonésie)
30 novembre	Présentation sur le renforcement des capacités commerciales – L'expérience UEMOA	Vienne (Autriche)
30 novembre	Table ronde sur le renforcement des capacités commerciales – Le programme commun ONUUDI/OMC	Vienne (Autriche)
30 novembre	Présentation sur les activités au titre des accords multilatéraux sur l'environnement	Vienne (Autriche)
1 ^{er} décembre	Présentation sur le programme de partenariat entre entreprises	Vienne (Autriche)
4-5 décembre	Réunion de groupe d'experts à l'intention des membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en vue d'améliorer les opérations de transfert des technologies au profit du secteur privé dans le cadre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	Manama (Bahreïn)
4-9 décembre	Séminaire technique régional: appui au secteur du machinisme agricole dans la région du Maghreb	Alger (Algérie)
5-6 décembre	Forum d'entreprises sur le Kenya et l'Ouganda	Vienne (Autriche)
5-6 décembre	Atelier national sur l'évaluation des besoins en matière de technologie	Nairobi (Kenya)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
5-9 décembre	Deuxième réunion régionale du groupe de travail technique et scientifique et du comité de pilotage du projet sur la réduction de l'impact du tourisme côtier sur l'environnement par la réforme des politiques et le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé	Calabar (Nigéria)
6 décembre	Atelier sur les tendances en matière de technologies*	Rajkot (Inde)
12 décembre	Réunion d'experts pour la création de l'Institut de conception et de développement des jouets dans le cadre du programme national pour le développement de l'industrie indienne du jouet	New Delhi (Inde)
12-16 décembre	Réunion de groupe d'experts sur la traçabilité métrologique	Vienne (Autriche)
12-16 décembre	Atelier régional sur la gestion intégrée des zones côtières	Calabar (Nigéria)
14 décembre	Atelier sur la conception et la commercialisation de produits pour l'industrie éthiopienne du cuir	Addis-Abeba (Éthiopie)
14 décembre	Atelier sur l'amélioration du code de bonne pratique et de normes dans l'industrie ougandaise du cuir	Kampala (Ouganda)
14-16 décembre	Réunion de groupe d'experts sur l'utilisation des biotechnologies et de la biomasse dans l'industrie – Perspective et défis pour les pays en développement	Vienne (Autriche)
14-16 décembre	Réunion de groupe d'experts sur la pertinence des technologies modernes de la biomasse en Afrique	Bangalore (Inde)
15 décembre	Programme conjoint ONUDI-OMC, "Projets pilotes conjoints et l'initiative sur le coton" (Manifestation parallèle organisée pendant la sixième réunion ministérielle de l'OMC)	RAS de Hong Kong (Chine)
15-16 décembre	Forum international sur les technologies de la pierre	Jaipur (Inde)
15-16 décembre	Rencontre internationale sur les technologies de l'industrie de la pierre	Jaipur (Inde)
19 décembre	Réunion des partenaires/atelier de validation du programme PNUD/ONUUDI pour le développement du secteur privé	Abuja (Nigéria)
21-23 décembre	Réunion sur le programme de renforcement des capacités technologiques en vue de la création d'une économie fondée sur les connaissances	Bangkok (Thaïlande)
27-29 décembre	Réunion sur le programme de renforcement des capacités technologiques en vue de la création d'une économie fondée sur les connaissances	Kuala Lumpur (Malaisie)

^a La présente liste comprend les réunions coparrainées par d'autres organisations.

* Réunion du Centre international pour la modernisation des techniques de fabrication.

APPENDICE P

STATISTIQUES INDUSTRIELLES

<i>Titre</i>	<i>Description</i>
The International Yearbook of Industrial Statistics 2005	Cette publication commerciale annuelle (Edward Elgar Publishing Ltd., Cheltenham, Royaume-Uni) fournit des statistiques mondiales sur la structure, les performances et les tendances actuelles dans le secteur manufacturier et facilite les comparaisons internationales détaillées relatives à ce secteur.
Édition 2005 de la base de données de l'ONUUDI relative aux statistiques industrielles couvrant les groupes à 3 chiffres de la CITI (deuxième version révisée) (INDSTAT3)	Version CD-ROM, destinée à la vente, de la base de données de l'ONUUDI sur une sélection de statistiques industrielles essentielles couvrant les groupes à 3 chiffres de la CITI Rev.2 (soit 28 branches d'activité). Cette version est dotée d'interfaces conviviales pour la recherche, l'exportation et l'exploitation de données. Pour une description sommaire, veuillez consulter le site Web de l'ONUUDI.
Édition 2005 de la base de données de l'ONUUDI relative aux statistiques industrielles couvrant les classes à 4 chiffres de la CITI (deuxième et troisième versions révisées) (INDSTAT4)	Version CD-ROM, destinée à la vente, de la base de données de l'ONUUDI sur une sélection de statistiques industrielles essentielles au niveau le plus détaillé de la CITI (soit 128 branches d'activité). Cette version est dotée d'interfaces conviviales pour le référencement de métadonnées ainsi que pour la recherche, l'exportation et l'exploitation de données. Pour une description sommaire, veuillez consulter le site Web de l'ONUUDI.
Édition 2005 de la base de données de l'ONUUDI relative à l'équilibre entre l'offre et la demande dans l'industrie couvrant les classes à 4 chiffres de la CITI (deuxième et troisième versions révisées) (IDSB)	Version CD-ROM, destinée à la vente, de la base de données de l'ONUUDI sur les chiffres de la production, du commerce et de la consommation, exprimés en dollars des États-Unis, au niveau le plus détaillé de la CITI (soit 128 branches d'activité). Cette version est dotée d'interfaces conviviales pour la recherche, l'exportation et l'exploitation de données. Pour une description sommaire, veuillez consulter le site Web de l'ONUUDI.

ABRÉVIATIONS

A

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est

B

BIT	Bureau international du Travail
-----	---------------------------------

C

CAMI	Conférence des ministres africains de l'industrie
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CD	disque compact
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CFC	chlorofluorocarbones
CFC	Fonds commun pour les produits de base
CITEH	Centre international pour la technologie de l'utilisation de l'énergie de l'hydrogène
CITI	classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CIV	Centre international de Vienne
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
COMFAR	Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité
COMPID	combattre la marginalisation et la pauvreté par le développement industriel

D

DVD	disque numérique polyvalent
-----	-----------------------------

F

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDI	Fonds de développement industriel
FEM	Fonds pour l'environnement mondial

G

GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
------	--

H

HACCP	bonnes pratiques de fabrication et analyse des risques aux points critiques
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

I

ICOC	International Accreditation Forum
IDSB	équilibre entre l'offre et la demande industrielles
IED	investissement étranger direct IED
INDSTAT	statistiques industrielles
IRCPA	Initiative pour le renforcement des capacités productives de l'Afrique
ISO	Organisation internationale de normalisation
IED	investissement étranger direct

M

MDP	mécanisme pour un développement propre
MS	module de services

N

NEI	nouveaux États indépendants (issus de l'ex-Union soviétique)
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

O

OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OEA	Organisation des États américains
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDC	Organisation des Nations Unies contre la drogue et le crime

P

P	administrateur
PAM	Programme alimentaire mondial
PMA	pays les moins avancés
PME	petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement

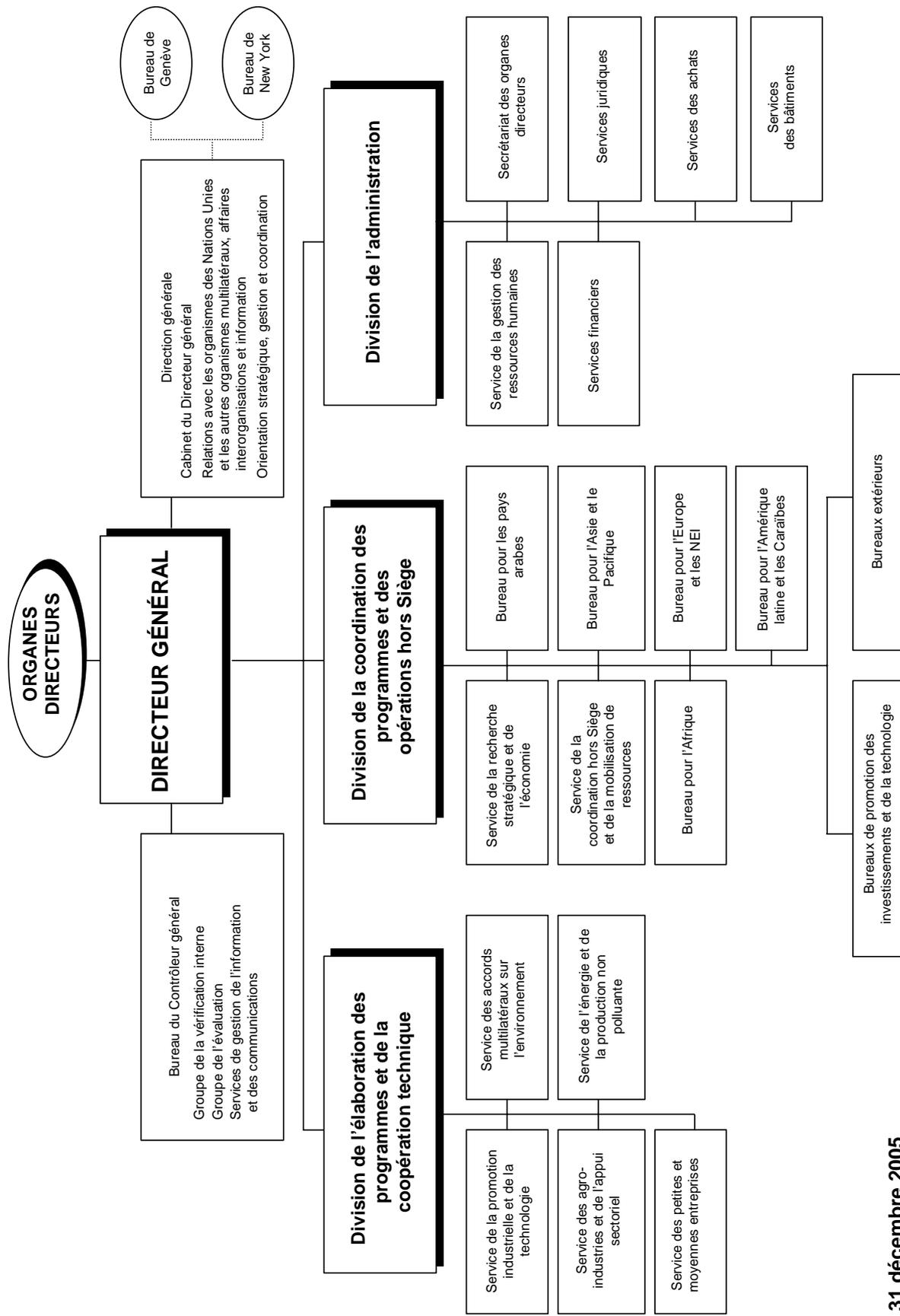
T

TIC technologies de l'information et de la communication

U

UE Union européenne

UEMOA Union économique et monétaire ouest-africaine





ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Centre international de Vienne

Boîte postale 300, 1400 Vienne (Autriche)

Téléphone: (+43-1) 26026-0

Télécopieur: (+43-1) 2692669

Courrier électronique: unido@unido.org, Adresse Internet: <http://www.unido.org>